

Prix : 5 F
Algérie : 5,00 DA
Canada : 7,50 \$
Espagne : 60 pes.
Italie : 620 lire
Abonnements : voir tarif page 8.
Publication mensuelle
5, rue des Italiens, 75227 Paris Cedex 09

Faussaires

Par CLAUDE JULIEN

DES documents officiels rendus publics à la fin de décembre dernier révèlent que, en 1964, le Pentagone avait mobilisé un porte-avions, un porte-hélicoptères, dix destroyers, quatre pétroliers, vingt-deux avions, 110 tonnes d'armes légères et de munitions pour, en cas de besoin, voler au secours des militaires qui instaureraient la dictature au Brésil. L'intervention de ces forces ne fut pas nécessaire, le putsch ayant été minutieusement préparé sous la supervision de M. Lincoln Gordon, à l'époque ambassadeur des États-Unis, et du colonel — depuis général — Vernon Walters, de la C.I.A. Selon les documents américains, il s'agissait de sauvegarder la « démocratie » au Brésil, qui risquait de tomber sous la coupe d'un « pouvoir dictatorial » et de passer « sous contrôle communiste ».

Quatre ans plus tard, sous d'autres cieux, c'est pour tenir en échec « des forces ennemies du socialisme » et pour assurer « le renforcement et la défense des acquisitions du socialisme » que l'aviation et les blindés soviétiques entrèrent en Tchecoslovaquie. Cela, bien entendu, sur la demande des « vrais » socialistes qui, depuis, règnent à Prague, de même que la petite armée américaine qui faisait route vers les côtes de Sao-Paulo agissait en plein accord avec les « vrais » démocrates qui, depuis, tiennent le Brésil sous leur poigne de fer.

ENTRE ces deux formes de « normalisation », une étonnante différence, qui saute aux yeux : pour atteindre leurs objectifs, la flotte et l'aviation américaines n'avaient pas besoin d'entrer en action sur le territoire brésilien, alors que les forces du pacte de Varsovie n'auraient d'autre ressource que de franchir la frontière tchèque. Résultat surprenant puisque, par rapport à leurs protecteurs respectifs, Rio jouissait d'une souveraineté apparemment moins « limitée » que celle de Prague. En théorie, Moscou disposait dans ce pays de moyens préventifs qui auraient dû lui permettre de faire l'économie d'une intervention ouverte. Mais, plus subtilement conçue, organisée et mise en œuvre que la « défense du socialisme » en Tchecoslovaquie, la « défense de la démocratie » au Brésil éparpilla à Washington la réputation qui, quatre ans plus tard, devait, à juste titre, accabler Moscou.

Une autre différence mérite d'être relevée : tout gouvernement américain sait que, tôt ou tard, ses agissements secrets seront étalés au grand jour, et ne peut penser que la jeu de la démocratie interne expose le gouvernement soviétique à un risque pareil. Il est bien naturel que les libéraux, aux États-Unis, voient là un signe évident de la supériorité de leur système, qui ne peut pas impunément « mentir tout le temps à tout le monde ». Mieux encore, les documents qui révèlent le détail de l'intervention américaine sont largement publiés dans le journal de Rio, alors que la presse « normalisée » de Prague n'a eu aucune chance de divulguer les derniers aspects de l'intervention soviétique.

ADMIABLE sujet de méditation ou de thèse pour un bourgeois méritant qui pourrait librement consulter les archives d'une confortable bibliothèque aux fenêtres ouvertes sur un parc verdoyant. Mais, démocrates sincères ou socialistes convaincus, les truqués, les proxénètes, les torturés de Rio et de Prague sont sans doute assez peu sensibles à ces nuances qui, avec quelques autres, distinguent les deux superpuissances. Infinitement précieuses est la liberté qui règne en Occident et dont les régimes de l'Est, sous peine d'ébranler leurs propres bases, ne peuvent s'accommoder. Précieuses et pourtant insuffisantes puisque les ingérences, les dirty tricks, les complots et les machinations révélos à posteriori auraient été déjoués par le peuple américain s'il en avait eu conscience sur le moment. La liberté à l'intérieur est ainsi gangrenée lorsqu'un pouvoir sans scrupules lui impose des entraves qui la rendent complice des pires dictatures.

Comme des théologiens qui auraient perdu la foi et continueraient de disserter sur le message évangélique, trop nombreux sont les grands prêtres de la « démocratie » et du « socialisme » dont le vocabulaire trompeur s'effondre de plus en plus mollement sous les agissements qui n'ont rien à voir avec l'avenir adhésif qu'ils présentent à des foules abusées. Le miracle est que, en dépit de ces faussetés, des hommes n'aient pas perdu leur foi en la démocratie et le socialisme.

Si l'Europe était assez réaliste pour juger sur les actes plus que sur les discours, pour déceler les intérêts concrets sous les rhétoriques usurpées, et pour prendre ses distances à l'égard des géants... Vieille Europe que l'on dit sceptique, et pourtant tellement naïve ! Quelle cas dénoncer la tromperie et, tout en grinçant des dents, les Grands dont elle ne peut se passer apprendront à la respecter.

LE P.C.I. ET LA CRISE ÉCONOMIQUE

LES PIÈGES DU « COMPROMIS HISTORIQUE »

Par FERDINANDO SCIANNA

IL aura fallu vingt-neuf ans au parti communiste italien pour s'approcher du gouvernement. C'est en effet le 18 mai 1977 que le démocrate-chrétien Alcide De Gasperi chassait les communistes et les socialistes de la direction du pays. L'élimination des « rouges » avait été précédée par un voyage du président du conseil à Washington, en janvier, et par la présentation, deux mois plus tard, de la « doctrine Truman », par laquelle le gouvernement américain menaçait d'intervenir en Méditerranée partout où se présenterait un « danger communiste ».

Les trois jeunes sous-secrétaires à la présidence du conseil de ce premier gouvernement anticommuniste italien (un gouvernement « monocolor », uniquement composé de démocrates-chrétiens) était M. Giulio Andreotti, celui-là même qui, vingt-neuf ans plus tard, préside un autre gouvernement démocrate-chrétien homogène, mais qui, cette fois, résiste uniquement grâce à l'abstention bienveillante d'un P.C.I. devenu très fort, indispensable à sa survie.

Ce phénomène semble avoir hypnotisé les dirigeants communistes italiens, et c'est bien compréhensible si l'on tient compte du fait que, depuis ce fatidique 18 mai 1947, la vie politique italienne a été caractérisée par une orientation anticommuniste fondamentale. Selon la théorie de tous les dirigeants démocrates-chrétiens depuis De Gasperi — toujours les mêmes pendant trente ans — l'Italie est une démocratie particulière : elle ne peut se permettre le luxe de l'alternance entre « l'extrême » et le « modéré ». L'opposition mettrait en question son existence même. Conclusion : la démocratie chrétienne doit toujours rester au gouvernement et les communistes, éternellement, dans l'opposition.

Cette théorie est à l'origine de la doctrine et de la corruption de la vie politique italienne, où les structures mêmes de l'État ont fini par coïncider avec une démocratie chrétienne immuable, pernicieuse, incapable.

C'est voilà que les communistes ont obtenu qu'un de leurs plus prestigieux dirigeants, M. Pietro Ingrao, assume la présidence de la Chambre des députés, et que sept commissions parlementaires, très importantes puisque 70 % des lois sont approuvées par elles, soient aussi présidées par des communistes. De plus, sa forte progression aux élections régionales et municipales en 1975 a permis au P.C.I. de renouer, avec les socialistes, la direction

de cinq grandes régions et de jouer un rôle déterminant dans presque toutes les autres, ainsi que dans d'innombrables villes et provinces.

L'Italie serait-elle en train de bouger dans la direction du « compromis historique » lancé par M. Berlinguer en 1973, qui a provoqué en faveur des communistes l'un des plus spectaculaires glissements électoraux qui se soient produits en Europe depuis la fin de la guerre ? Le P.C.I. est en effet passé de 21,3 % à 34,4 % des voix en trois ans, plus qu'il n'avait gagné au cours des vingt-cinq années précédentes. Assistera-t-on à l'insertion du P.C.I. dans le gouvernement ? Ou bien les communistes, vainqueurs des élections, sont-ils tombés dans le piège de la démocratie chrétienne et de la bourgeoisie qui — précisément grâce à l'appui du P.C.I., gratuitement obtenu en lui faisant miroiter une « légitimation démocratique » — tentent d'atteindre l'objectif qu'elles poursuivent sans trêve depuis au moins sept ans : une nette défaite de la classe ouvrière, un clair renversement des équilibres politiques ?

L'Italie tombe en vrille dans une crise économique toujours plus dramatique. Cette crise a, en partie, les mêmes raisons générales qui, au cours des dernières années, ont mis en difficulté la plus grande partie des pays de l'Occident capitaliste. Mais la crise

italienne est plus grave, et sa gravité particulière est due à la désastreuse gestion politique des trente dernières années.

Tel qu'il est, le dispositif économique ne peut parvenir à retrouver sa productivité et sa compétitivité. La bourgeoisie capitaliste et les forces qui la représentent se trouvent à la croisée des chemins : récupérer les anciennes marges de profit et de pouvoir à travers une sévère défaite de la classe ouvrière, ou accepter une radicale réforme de la société et du dispositif économique pour affronter, sur de nouvelles bases politiques et économiques, une perspective de développement différente.

La première direction, suivie par tous les moyens, y compris les bombes, a ébauché de sang et de violence l'histoire des sept dernières années, mais cette « stratégie de la tension » était née en Italie dès 1964, pour faire obstacle à la volonté de réformes des socialistes, qui commençaient à percevoir la faillite du centre-gauche. Ainsi a-t-on entrepris de répondre à l'exigence de changement par des menaces de coup d'État.

La force de la classe ouvrière italienne, exprimée par les syndicats et par un P.C. bien organisé, a jusqu'à présent fait échouer la stratégie réactionnaire. De son côté, la voie de la réforme, qui aurait entamé les intérêts de la bourgeoisie d'État et des couches parasitaires représentées par la démocratie chrétienne, n'a jamais pu être mise à l'épreuve.

La caution politique et l'austérité

EN attendant, la situation économique et sociale continue à se dégrader. En trois ans, la dévaluation de la lire par rapport au dollar a atteint 38,19 %. L'endettement envers l'étranger est supérieur à 15 milliards de dollars. Il dépasse nettement la valeur des réserves d'or (13,7 milliards de dollars au prix de 149 dollars l'once). Le déficit de la balance des paiements (1341 milliards de lire en 1976) s'élève à 1 584 milliards au mois de septembre 1976 et, avec la nouvelle augmentation du prix du pétrole, la situation n'est certainement pas destinée à s'améliorer en 1977. Selon des chiffres de la C.E.C., que les syndicats jugent insuffisants, il y avait à la fin d'août un million cent dix-neuf mille deux cent onze chômeurs. Sur-tout pour les jeunes et dans le Sud, les perspectives sont extrêmement sombres pour 1977, que l'on prévoit comme une année de croissance zéro, à moins qu'elle ne marque le début d'une récession très dure à la suite du violent tour de vis anti-inflationniste donné par le gouvernement Andreotti, mis en application sans qu'aucune politique d'investissements de relance ait été programmée. Le montant global des mesures d'urgence décidées jusqu'ici est évalué à plus de 5 000 milliards de lire, entre impôts, T.V.A. et augmentation des tarifs publics. Mais il semble que cet effort ne suffira pas et on parle déjà de rationner la viande et l'essence.

L'inflation, d'autre part, est repartie en flèche. En 1976, elle avait atteint 17 % ; à la fin de 1976, elle aura sans doute dépassé 24 %.

Cette rude politique d'austérité est menée avec l'appui implicite du parti communiste : cela lui vaut l'admiration des gouvernements conservateurs européens (et notamment du gouvernement français), qui louent son attitude de « responsabilité nationale » pour ne pas dénoncer les communistes français ou la gauche travailliste anglaise, peu disposés à entendre parler de sacrifices pour les travailleurs.

Les communistes du voisin sont toujours les meilleurs. Mais que signifie pour l'Italie la politique du P.C.I. et quelles conséquences entraîne-t-elle sur la situation générale ou sur l'état d'esprit de la classe ouvrière ?

La proposition de « compromis historique » a été engendrée par le traumatisme de la tragédie chilienne. M. Berlinguer et les dirigeants communistes italiens en ont retiré la conviction qu'il n'était pas possible de transformer la société avec une majorité hétéroclite ou, moins encore, avec un gouvernement minoritaire. C'est ainsi que, dans l'ensemble déjà considérable des révisions idéologiques du P.C.I., est venue s'insérer l'offre de collaboration de « compromis » avec le parti catholique, considéré comme un grand parti populaire, et avec les autres forces démocratiques, pour une gestion démocratique du pays.

Cette proposition relançait le P.C.I. dans le pays comme force modérée et démocratique, mais, paradoxalement, elle amorçait un processus de radicalisation de la vie politique italienne, qui a abouti à trois affrontements électoraux décisifs : le référendum sur le divorce de 1974, les élections régionales et administratives de 1975, les élections législatives du 15 juin dernier.

(Lire la suite page 8.)

CHINE : LE SENS D'UNE CRISE

Par ROLAND BERGER

P OUR le monde extérieur la chute de la « bande des quatre » a constitué un événement déconcertant, tout particulièrement parce que leur groupe avait été identifié avec la tendance radicale ou révolutionnaire du parti communiste et avec la révolution culturelle. L'utilisation des termes « radical » ou « modéré » a entraîné beaucoup de gens à conclure que le changement intervenait représentait un virage à droite. Ce n'est nullement ainsi que la majorité du peuple chinois a perçu le rôle du « groupe de Changhaï » dans le processus révolutionnaire.

Marx a observé qu'après la conquête du pouvoir une société socialiste entre dans une période de « transformation révolutionnaire » pour passer du capitalisme au socialisme et, comme il l'a expliqué dans la Critique du programme de Gotha, cette transformation est une révolution. En Chine, il faut traiter cette société « non pas telle qu'elle s'est développée sur les bases qui lui sont propres, mais, au contraire, telle qu'elle vient de sortir de la société capitaliste : une société, par conséquent, qui, sous tous les rapports, économiques, moraux, intellectuels, porte encore les stigmates de l'ancienne société des flâches de laquelle elle est issue ».

En Chine, cette « jungle du passé » a pris une forme spécifique, souvent extrêmement complexe. Une période de deux mille ans d'un féodalisme aux caractéristiques particulières à la Chine, pendant laquelle les idées de Confucius avaient profondément pénétré la conscience de la population à tous les niveaux, constituaient une « maladie héréditaire » particulière-

ment redoutable. Beaucoup de spécialistes ont en tendance à exagérer l'influence du passé sur la Chine d'aujourd'hui ; beaucoup d'autres, impressionnés par les progrès spectaculaires de l'économie et du niveau de vie, par les réalisations sociales et par l'apparition de millions et de millions d'ouvriers et de paysans désireux avant tout de « servir le peuple », n'ont au contraire pas accordé suffisamment d'attention aux survivances du passé dans la façon de penser et de se comporter, dans les relations sociales et la vie politique, tout particulièrement à certains niveaux supérieurs. Le phénomène remarquable n'est pas tant que nombre de ces séquelles subsistent mais que, dans un laps de temps relativement court — vingt-sept ans — la majeure partie d'entre elles aient été éliminées. Il suffit de se souvenir de la description que faisait Owen Latimour du peuple chinois avant sa libération pour se rendre compte du chemin parcouru depuis 1949 :

« Le Chinois type est en réalité deux personnes tout à fait différents : le paysan, dont la fonction est à peine supérieure à celle d'un animal de trait, et le savant, dont les ongles allongés prouvent qu'il n'a pas travaillé durement. La culture est le monopole d'une classe qui combine la plus grossière corruption (...) avec le plus décent

• Voir ses articles précédents, notamment sur la politique financière de la Chine (août 1975) et sur les minorités nationales en Chine (novembre 1975).

raffinement artistique et le plus subtil développement de l'esprit ».

C'est dans ce contexte d'un passé confucien et féodal, du domaine voilé de l'allusion politique, des analogies historiques, des insinuations et des expressions à double sens (compréhensibles pour la majorité des non-initiés), comme de la sphère politique décrite par Chou En-lai, où une tendance erronée en dissimule une autre et où « la bourgeoisie au sein du parti » a recours aux complots, aux intrigues, à la diffamation et aux manœuvres les plus élaborées et les plus tortueuses, dans la tradition de la Chronique des trois royaumes (1), — c'est dans ce contexte qu'il faut comprendre les méthodes de la « bande des quatre » et de son petit nombre de partisans. Ces méthodes montrent précisément à quel point ils s'écartent de la politique de la « ligne de masse » qui caractérise le parti communiste chinois, particulièrement depuis l'époque de Yenan. Elles donnent une perspective accrue à l'admonition de Mao Tse-toung : « Pratiquer le marxisme et non le révisionnisme ; travailler à l'unité et non à la scission ; faire preuve de franchise et de droiture, et ne pas tramer complots et intrigues ».

(Lire la suite page 18.)

(1) Troisième siècle avant J.-C. À partir du cinquième siècle avant J.-C., les rivalités féodales plongent le monde chinois dans l'ère des péchés les plus sanglants de son histoire. C'est l'époque dite des Royaumes combattants (480-220 avant J.-C.).

Dans ce numéro :

Guerre totale contre les élites en Amérique latine (Pages 2 et 3.)

L'économie israélienne en crise (Page 4.)

Le P.C. catalan et les relations entre marxistes et chrétiens (Page 16.)

RIVES
LA GRANDE MAROQUINERIE
DE PARIS



CROCODILE CENTRE
1.595 F

156, rue de Rivoli, 156
MÉTRO : LOUVRE

L'implacable dessein des technocraties militaires

GUERRE TOTALE CONTRE LES ÉLITES EN AMÉRIQUE LATINE

Une civilisation s'efface et meurt devant la progression de la dictature industrielle

Par HUGO NEIRA *

Le mot de « répression » est beaucoup trop faible pour désigner la véritable « guerre » entreprise depuis plusieurs années en Amérique latine en vue de domestiquer, éliminer ou éliminer tout ce qui peut « penser ». A la classique « fuite des cerveaux » se sont en effet ajoutés l'exil politique — qui touche des universitaires, fonctionnaires, cadres politiques et économiques, syndicalistes, militants, etc. — mais aussi la militarisation des universités, la mise au pas de la presse, et l'arrestation, la torture, l'assassinat de quiconque tente d'opposer une pensée libre aux puissances impérialistes du marché libre. Dans l'article qu'il publiait peu avant son assassinat (voir le Monde diplomatique, octobre 1976), Orlando Letelier dénonçait les conséquences politiques d'une conception économique dont Hugo Neira analyse ici les effets dans les principaux domaines de la vie intellectuelle. Dans un prochain numéro, nous reviendrons sur les racines économiques de ce que le général Pinochet appelle fort bien une « démocratie totalitaire » étendue à l'échelle d'un continent pour les besoins de l'impérialisme.

L'AMÉRIQUE latine devient le continent de la diaspora et de l'exil. A la suite des derniers coups d'État, ayant la répression politique et culturelle des dictatures militaires, des centaines de milliers de Sud-Américains abandonnent leurs foyers. Pour trouver des précédents dans la monde hispanique, à une catastrophe d'une telle ampleur, à une émigration intellectuelle et politique aussi vaste, il faut remonter à l'expatriation des républicains espagnols en 1939-1940 et, hors des temps modernes, à l'expulsion des juifs sépharades par les rois catholiques au seizième siècle, qui compromit l'évolution économique et culturelle de l'Espagne.

Usage indiscriminé de la torture ; extension de la violence gouvernementale aux hommes d'Eglise, aux juges, aux avocats et aux paysans ; climat général d'intimidation ; il s'agit d'une véritable « guerre

aux intellectuels » qui, s'ajoutant à la militarisation des universités et au contrôle de la presse, intensifie la vieille réaction de gène des cadres compétents et engendre une désaffection à l'égard de la pensée et de la recherche scientifique, phénomène typique des sociétés sous-développées. La conclusion est évidente : la fuite des cerveaux, commencée depuis des décennies, prend une intensité accrue.

Un continent se vide de ses « élites ». Un pouvoir militaire et technocratique prend la relève, dont rien ne permet de supposer que les plans économiques seront couronnés de succès. En attendant, l'Amérique latine perd ses créateurs, ses scientifiques, ses penseurs. Peut-être dans un exil sans retour. Ainsi s'interrompt une entreprise culturelle dans laquelle la prise de conscience, le succès de la poésie et le roman latino-américains comme l'élaboration de plans de développement autonome témoignaient des liens unissant une intelligentsia radicale et le mouvement populaire. Cette rupture risque d'être décisive, tragique pour le destin de la civilisation latino-américaine, maintenant franchement menacée. L'intelligentsia européenne n'a peut-être pas perçu avec une suffisante netteté comment on assassine une intelligentsia qui lui est très proche et qui constitue, en quelque sorte, son prolongement dans des conditions adverses. Comment on assassine, avec ces hommes-là, le projet d'une autre civilisation. Et d'un autre homme.

La grande régression des années 70

plus profondes dans ces nations, à la veille de leur transformation en sociétés industrielles ? Le fait est, sous aucun doute, surprenant.

En effet, la tradition politique latino-américaine attribue ce rôle à la répression exercée par des dictateurs personnels, aux « républiques bananières », aux États de l'Amérique centrale. Le « rôle de « nations civilisées » est réservé à celles de « côté sud » ayant de hauts pourcentages d'alphabétisation, une forte population urbaine et où les partis politiques pouvaient jouer un jeu légitime. Ces termes se sont modifiés.

C'est dans le nord du continent que se réfugie aujourd'hui ce qui reste de démocratie représentative : au Mexique, en Colombie, au Venezuela (ce dernier favorisé par la hausse du pétrole). Un petit pays, Panama, affronte les États-Unis à propos du différend sur le canal. Et le Costa-Rica — petite et heureuse nation de l'Amérique centrale — est devenu ce qu'on d'autre temps on disait de l'Uruguay, la « Suisse de l'Amérique ». Au Costa-Rica, il n'y a pas d'armée...

Tragiques années 70. La rapide expansion de l'économie latino-américaine est en fait le résultat de l'apparence démocratique se contentant sur les doigts de la main. On est bien loin de l'espérance d'une révolution socialiste à la manière de « Che » Guevara, du Régis Debray de Camille. Alors, les démocrates représentatifs paraissent un leurre. De nos jours, elles sont un luxe. Le malaise est général. Partout s'installe une violence qui n'est plus marginale, mais celle de la classe dominante, du pouvoir, de l'État. Des milliers de personnes sont arrêtées. La censure s'établit. Les institutions se dégradent : uni-

versités, presse, syndicats, fonction publique, enseignement. La norme est l'arbitraire policier. On dirait un gigantesque dévoiement du système économique et social.

Si, politiquement, le continent est passé de l'euphorie révolutionnaire au contrôle totalitaire, sur le plan économique l'essor des quinze dernières années a fait place à une complète incertitude. Jusqu'en 1974, avant la crise de l'économie mondiale, les nations latino-américaines connaissent un progrès remarquable et constant. Progrès qu'illustraient, entre autres, le doublement du produit brut et la diminution de l'écart avec les pays industrialisés. (Rapport de la Banque Interaméricaine de développement, mars 1975.) Prospérité conjuguée qui renforce la dépendance. La tendance à l'expansion dans cette région était soumise aux tendances à long terme du commerce mondial. La hausse du prix du pétrole, la récession de l'économie internationale secouent cette fragile et vulnérable « périphérie ». Les effets sociaux ne se font pas attendre : inflation, augmentation de la dette extérieure, déséquilibre des finances et de la production. La vent de la conjoncture défavorable renverse l'alliance au Chili, interrompant le processus nationaliste de Velasco Alvarado au Pérou, accélérant la décomposition institutionnelle en Uruguay, où l'ère de prospérité s'est terminée bien avant, en 1955. Même le Brésil, ce solide « despotisme tropical », qui paraissait posséder une formule efficace pour juguler l'inflation, est touché à son tour par la crise. Obsédé par la notion de « sécurité » et leur rôle d'anges gardiens de l'ordre, les gouvernements militaires, pour contenir la poussée d'une base sociale de plus en plus surexploitée, en appellent à un vieux recours : l'implémentation de la terreur.

Un « modèle brésilien » de la violence institutionnalisée

La nuit dont davantage retenu l'attention de l'opinion publique européenne : les casles psychiatriques en U.R.S.S., la multitude de marginaux politiques assignés à résidence en Asie et en Afrique du Sud. Soit-on, par contre, que c'est en Amérique latine que l'on torture le plus ?

Parmi cent cas dont s'occupe le département d'Annuaire international qui se consacre à l'abolition de la torture, quatre-vingt concernent l'Amérique latine (1). Triste record. On assassine, de préférence, à Buenos-Aires, au Brésil et au Chili. On exile en Bolivie. Mais, partout, on torture. La fréquence de cette pratique donne à penser que, en plus de l'ensauvagement physique et mental du prisonnier politique, on désire atteindre un second objectif : « la création d'un climat de peur et d'intimidation afin de décourager toute forme d'opposition » (Amnesty International). Couvre-t-on, lors d'exception, coups de fil, exécutions sans procès, enlèvements... la persécution politique n'épargne personne. Pour le comprendre, il est nécessaire de rejeter une image facile, celle d'une violence réservée à des minorités, aux extrémistes de gauche. C'était ainsi il y a quelques années. La situation est bien différente à l'heure actuelle.

Volé le cas de l'Uruguay : deux millions cinq cent mille habitants, un prisonnier pour quatre cent cinquante habitants (la proportion la plus haute du monde). Un citoyen sur cinquante subit des interrogatoires. El Montevideo, ville libérale et démocratique encore récemment, vit aujourd'hui un « état de guerre interne ». Les documents en provenance de l'Uruguay révèlent que l'usage de la torture y fait partie intégrante de la détention politique. Une lourde législation répressive pèse sur la population : « Mesures de sécurité exceptionnelles » (art. 158, n° 17, de la Constitution), législation de l'état d'exception, délit d'atteinte à la réputation de l'armée (« vilipendio a las Fuerzas Armadas »). Au cours d'une cérémonie à l'occasion de la fête nationale, plusieurs personnes ont été arrêtées pour avoir chanté l'hymne national en mettant trop d'emphasis sur les mots « tremblez, tyrans... ». S'étonnerait-on que pas moins de trois cent mille Uruguayens se soient exilés après le coup d'État ?

C'est au Brésil, il y a douze ans, que s'est implantée pour la première fois la machine de répression sophistiquée des autocraties militaires modernes de l'Amérique latine. Depuis lors, la guerre de l'anti-communisme, la guerre antisubversive, l'idéologie du développement qui s'accompagne de la notion de « sécurité interne » ont débouché sur l'élaboration d'un réseau complexe d'organismes et de personnels répressifs, sous la responsabilité directe des forces armées de ce pays. « Un des traits les plus saillants du régime brésilien est l'extension de l'appareil de répression et sa pénétration dans tous les rouages de la société civile... » (Brésil, le despotisme tropical, Julia Jurina,

Les prisonniers politiques représentent une large catégorie sociale, un grand nombre d'individus dans un grand nombre de pays. Les sections nationales d'un organisme comme Amnesty International couvrent le monde entier. Et le réseau concentrationnaire est si répandu que cette organisation a envoyé deux missions sur le terrain et ouvert des enquêtes sur les violations des droits de l'homme dans cent treize nations, au cours de la période 1975-1976 (Rapport annuel, page 203). Sans doute, certaines zones de cette géographie de la terreur sont plus denses que d'autres, les prisons commençant à se peupler des dirigeants d'autres familles politiques. C'est le tour des « modérés », des « non-violents », nationaux et colorados, personnes appartenant au centre ou au centre-droit. Ce qui rassemble à l'élimination de toute la classe politique antérieure au coup d'État militaire.

La même chose se produit au Brésil : le régime harcèle ses propres créateurs. Depuis 1975 — d'après le correspondant du Monde, on évalue à un million le nombre des arrestations parmi les membres du Mouvement démocratique brésilien (M.D.B.), le parti légal de l'opposition tolérée. Et ses chefs de file, les leaders aux Chambres, se voient signifier la cessation de leur mandat. C'est le cas de MM. Nady Rosetti et Nelson Fabiano Sobrinho, en janvier 1976.

La guerre contre l'« ennemi intérieur », s'exacerbe. Les premières victimes furent les militants chiliens de l'Unité populaire, les populistes brésiliens et les péronistes argentins, les partisans du front amplio uruguayen. Dans une seconde phase, elle s'attaque à des catégories sociales dont la fonction est considérée comme gênante : prêtres, enseignants, juges. Assassins de missionnaires au Mato-Grosso, disparition de prêtres à Buenos-Aires : l'Eglise catholique devient une cible favorite de l'« Escadron de la mort ». Réunis à Rio pour une conférence nationale (du 19 au 25 octobre), les évêques du Brésil condamnent l'assassinat, à la mi-

Plus radicale que la torture, l'élimination rapide des adversaires relève des méthodes efficaces, mais peu connues, de l'« Escadron de la mort ». En 1976 l'opposition brésilienne de gauche, celle de l'époque de la « grande purge », paraît réduite à néant. Au mois d'août, le parti communiste brésilien (P.C.B.) admit que la moitié de ses dirigeants ont été tués au cours des dernières années. L'administration Gêlles essaya de prendre quelques mesures de libéralisation, particulièrement en ce qui concerne la censure et les activités culturelles. Mais la « ligne dure » l'emporta. Après douze ans de dictature et avec leurs trente-trois sortes de tortures, les militaires brésiliens semblent tenir en main l'immense pays.

En Argentine, la persécution reprend avec plus de vigueur. Et d'une façon différente. On estime qu'il y a dans ce pays quinze assassinats politiques par jour. Depuis 1973, on en impute deux mille à l'Alliance anti-communiste argentine (A.A.A.). En ce moment, Buenos-Aires est peut-être l'endroit du continent où règne la tension la plus forte. Tandis que les ambassadeurs, sur la demande exorbitante du gouvernement argentin, refusent l'asile, plusieurs milliers de personnes sont arrêtées aussitôt après le coup d'État de mars 1976. Or, à cette date, les prisons étaient déjà pleines, les legs d'Isabel Peron. Quant au nombre actuel des prisonniers politiques, plusieurs chiffres sont avancés. Les milliers de réfugiés argentins à Paris parlent de dix-huit mille. Le gouvernement du général Videla a reconnu l'existence de quatre mille détenus. Parmi eux, des fonctionnaires de l'ancienne administration péroniste, des syndicalistes et aristocrates. Aujourd'hui, en proie à une régression culturelle sans parallèle. Du cosmopolitisme au provincialisme... La grande émigration des intellectuels et des hommes politiques de l'Amérique latine n'a encore suscité aucune étude d'ensemble. Les informations mentionnées ici amènent donc de sources diverses et gardent un caractère partiel. Pourtant, on pressent un phénomène de masse : il est toujours question de « milliers ».

Il y avait déjà quelques milliers de Brésiliens parcourant le monde. Puis la chute d'Allende au Chili déclencha la fuite en pays étrangers, via les ambassades et les

son salésienne de Moruro, du R.P. Rodolfo Lumbarkin et de José Bosco Benito, ainsi que la séquestration de Mgr Adriano, retrouvé nu, le corps enduit de peinture rouge. Devant ces faits, les évêques recommandent dans leur lettre pastorale « foi et courage » comme à l'heure de l'Apocalypse (2). Il est défendu d'avoir peur, ajoutent-ils. Mais le climat de Buenos-Aires n'est pas à l'épreuve les plus courageux. Rasés, cadavres retrouvés dans un état méconnaissable, criblés de balles, sont monnaie courante.

Pourquoi, au milieu de cette folie quotidienne, poursuivent-ils les psychiatres ? On aurait tenté par une réponse d'inspiration freudienne. Ce qui est certain, c'est que, à Buenos-Aires, d'après une information fournie par le siège d'Amnesty International à Londres, l'école de psychiatrie argentine, une des plus anciennes du monde occidental, a été pratiquement démantelée. On a fermé les centres hospitaliers de Borda, Avelaneda, Lanús. Et la Fédération psychiatrique argentine a été déclinée par le licenciement ou la détention.

A quelles raisons obéit la persécution des médecins ? A Santiago, trois cent cinquante d'entre eux ont disparu aux lendemains du coup d'État de Pinochet. Et aussi des biologistes comme Sander Arancibia, des physiciens comme Gabriel Salazar et Hugo Urtezarua. Ce mathématicien uruguayen José Luis Massera, en faveur duquel un appel a été lancé par six prix Nobel et des étudiants, des journalistes, des écrivains... Amnesty International note que « les intellectuels sont la cible principale de la répression ». (Rapport sur l'Argentine.) Désormais les avocats qui plaident la cause d'un inculpé dénué pour défaut d'opinion risquent d'être victimes à leur tour de la répression. La crainte est si intense, dit un témoin, que dans certaines provinces, il ne se trouve personne pour prendre la défense d'un prévenu.

« L'Université est infiltrée idéologiquement... ». L'éducation n'est pas conforme aux aspirations nationales. D'après le journal brésilien, le nouveau Conseil fédéral de l'éducation (dis-est militaires, neuf civils) prévoit le licenciement d'une réforme de l'enseignement. Pendant ce temps, quatre cent cinquante-cinq professeurs sont destitués, ce qui équivaut, dans les conditions actuelles, à les condamner à mourir de faim. Dans les écoles, on réintroduit les cours de « instruction civique », de « religion », de « moralité », de « la famille argentine ».

Quant aux universités, elles furent placées sous le contrôle de l'armée aussitôt après le coup d'État du général Videla. Des centaines de professeurs et de scientifiques ont été renvoyés.

Et au pays de l'éducateur Sarmiento, de Mitre, on projette la disposition définitive de disciplines universitaires telles que la sociologie, la psychologie et l'anthropologie (La Nación, 25 août, document attribué au ministère de la culture et de l'éducation).

A Córdoba, on brûle des livres. Les censeurs atteignent les journaux : les épreuves doivent être présentées avant chaque impression. On a instauré le délit de presse (communiqué n° 18) et des revues comme Crías, dirigée par Eduardo Galeano, des journaux comme La Arena, El Independiente, et une douzaine d'autres ont cessé de paraître. La situation n'est pas plus brillante au Chili ou en Uruguay. Le recteur de l'université de Santiago est un général. Et cela fait longtemps déjà que les journalistes uruguayens, dont ceux de la revue Marcha, commencent l'exil, comme Carlos Oujano. Enfin, l'hostilité grandit à l'égard des cadavres. Sont considérés comme suspects ceux qui ont suivi des stages de formation à l'étranger. « Ils se préparent pendant de longues années d'instruction et d'endurance hors des frontières, et ils reviennent pour semer leurs idées dissolvantes au sein de nos universités argentines. » (Général de brigade Villar, La Nación, 4 août.) Comme exemples de lieux suspects « hors des frontières », on cite les universités de Grenoble et de Dauphiné. Attitude et langage surprenants dans un pays comme l'Argentine, autrefois terre ouverte à l'émigration et aux courants intellectuels et artistiques. Aujourd'hui, en proie à une régression culturelle sans parallèle. Du cosmopolitisme au provincialisme... La grande émigration des intellectuels et des hommes politiques de l'Amérique latine n'a encore suscité aucune étude d'ensemble. Les informations mentionnées ici amènent donc de sources diverses et gardent un caractère partiel. Pourtant, on pressent un phénomène de masse : il est toujours question de « milliers ».

Il y avait déjà quelques milliers de Brésiliens parcourant le monde. Puis la chute d'Allende au Chili déclencha la fuite en pays étrangers, via les ambassades et les

missions internationales, de « quelques dizaines de milliers de Chiliens » (Lettre n° 14, France, Terre d'asile). Alors l'assistance internationale commença à fonctionner. Le haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés (H.C.R.) en place « au moins dix mille » en Colombie, au Costa-Rica, à Cuba, au Mexique, à Panama et au Venezuela. Au Pérou, en dépit des tensions frontalières entre les deux pays, des accords furent passés avec le gouvernement et l'Eglise et, au début de 1974, deux mille deux cent trente-huit Chiliens s'y étaient définitivement installés. Quinze mille autres trouveront refuge de la même façon dans les pays de l'Amérique du Nord (Canada, États-Unis) et en Europe (Autriche, Belgique, Danemark, République fédérale d'Allemagne, France, République démocratique allemande, Hongrie, Irlande, Italie, Pays-Bas, Norvège, Portugal, Roumanie, Suède, Suisse, Royaume-Uni et Yougoslavie). D'autres sont en Algérie, en Australie et en Nouvelle-Zélande. Mais tous ne voyagent pas sous la protection humanitaire du H.C.R. Il y a une émigra-

tion massive de réfugiés politiques, de « quelques dizaines de milliers de Chiliens » (Lettre n° 14, France, Terre d'asile). Alors l'assistance internationale commença à fonctionner. Le haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés (H.C.R.) en place « au moins dix mille » en Colombie, au Costa-Rica, à Cuba, au Mexique, à Panama et au Venezuela. Au Pérou, en dépit des tensions frontalières entre les deux pays, des accords furent passés avec le gouvernement et l'Eglise et, au début de 1974, deux mille deux cent trente-huit Chiliens s'y étaient définitivement installés. Quinze mille autres trouveront refuge de la même façon dans les pays de l'Amérique du Nord (Canada, États-Unis) et en Europe (Autriche, Belgique, Danemark, République fédérale d'Allemagne, France, République démocratique allemande, Hongrie, Irlande, Italie, Pays-Bas, Norvège, Portugal, Roumanie, Suède, Suisse, Royaume-Uni et Yougoslavie). D'autres sont en Algérie, en Australie et en Nouvelle-Zélande. Mais tous ne voyagent pas sous la protection humanitaire du H.C.R. Il y a une émigra-

tion massive de réfugiés politiques, de « quelques dizaines de milliers de Chiliens » (Lettre n° 14, France, Terre d'asile). Alors l'assistance internationale commença à fonctionner. Le haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés (H.C.R.) en place « au moins dix mille » en Colombie, au Costa-Rica, à Cuba, au Mexique, à Panama et au Venezuela. Au Pérou, en dépit des tensions frontalières entre les deux pays, des accords furent passés avec le gouvernement et l'Eglise et, au début de 1974, deux mille deux cent trente-huit Chiliens s'y étaient définitivement installés. Quinze mille autres trouveront refuge de la même façon dans les pays de l'Amérique du Nord (Canada, États-Unis) et en Europe (Autriche, Belgique, Danemark, République fédérale d'Allemagne, France, République démocratique allemande, Hongrie, Irlande, Italie, Pays-Bas, Norvège, Portugal, Roumanie, Suède, Suisse, Royaume-Uni et Yougoslavie). D'autres sont en Algérie, en Australie et en Nouvelle-Zélande. Mais tous ne voyagent pas sous la protection humanitaire du H.C.R. Il y a une émigra-

tion massive de réfugiés politiques, de « quelques dizaines de milliers de Chiliens » (Lettre n° 14, France, Terre d'asile). Alors l'assistance internationale commença à fonctionner. Le haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés (H.C.R.) en place « au moins dix mille » en Colombie, au Costa-Rica, à Cuba, au Mexique, à Panama et au Venezuela. Au Pérou, en dépit des tensions frontalières entre les deux pays, des accords furent passés avec le gouvernement et l'Eglise et, au début de 1974, deux mille deux cent trente-huit Chiliens s'y étaient définitivement installés. Quinze mille autres trouveront refuge de la même façon dans les pays de l'Amérique du Nord (Canada, États-Unis) et en Europe (Autriche, Belgique, Danemark, République fédérale d'Allemagne, France, République démocratique allemande, Hongrie, Irlande, Italie, Pays-Bas, Norvège, Portugal, Roumanie, Suède, Suisse, Royaume-Uni et Yougoslavie). D'autres sont en Algérie, en Australie et en Nouvelle-Zélande. Mais tous ne voyagent pas sous la protection humanitaire du H.C.R. Il y a une émigra-

(1) Nous avons utilisé, pour traiter ce sujet, la documentation publiée par Amnesty International, en particulier : Uruguay, dossier préparé à l'occasion de la campagne pour l'abolition de la torture et la libération des prisonniers d'opinion. Section chilienne d'Amnesty International, Paris, mars 1976, 40 pages. — Témoignages des prisonniers de la prison de la favela militaire fédérale de São Paulo. Comité Franco-Brazilien, section française d'Amnesty International, Paris, octobre 1975, 60 pages. — Répertoire argentin, violation des droits de l'homme dans le domaine des sciences, de l'éducation, de la culture et des moyens de communication. Section française d'Amnesty International, Londres, novembre 1976, 17 pages. — Rapport annuel 1975-1976, section française d'Amnesty International, Paris, 1976, 265 pages. (2) Brésil : communication des délégués à propos de la situation d'insécurité et de violence. Note DIAL, octobre 1976, page 13.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde
Gérants :
Jacques Fauré, directeur de la publication,
Jacques Sauvageot.

Imprimé
à Paris - 12
S. R. des Bâtiments
PARIS - 12

Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux
et publications : n° 37 628

مركز الفكر

aires
IQUE LATI

tion sauvage, désespérée, vers les frontières, le pays voisin, vers Buenos Aires...

La grande ville du Rio-de-la-Plata, malgré le malaise qui accompagnait les derniers jours du péronisme, était devenue le foyer de milliers de réfugiés politiques d'Uruguay, de Bolivie, du Chili qui, grâce à des racines culturelles et historiques communes, ne s'y sentaient pas trop dépayés. Pour eux, le coup d'Etat du général Videla fut le coup d'Etat de Buenos Aires à cette époque-là ? Amnesty International parle de « centaines de milliers de réfugiés de facto ou reconnus tels », dans une situation précaire.

Le nouveau gouvernement argentin crée des dispositifs légaux contre eux. Un journal de Buenos Aires les traite de « terroristes ». La chasse aux réfugiés se déchaîne. En juin, le général bolivien Juan José Torres est séquestré, puis assassiné. Les députés uruguayens Zelmar Michelini et Hector Gutiérrez tombent :

l'AAA. revendiquera ces crimes. Des policiers uruguayens, boliviens et chiliens, appuyés par les forces locales, recherchent leurs proies en toute tranquillité.

Ceux qui tombent dans le piège sont si nombreux qu'une protestation internationale ne tarde pas à se faire entendre. Le 7 juillet, le Parlement européen propose aux gouvernements de la Communauté de faire tout leur possible pour obtenir de l'Argentine le respect de la Déclaration des droits de l'homme. En septembre, la sous-commission des questions internationales de la Chambre des représentants des Etats-Unis ouvre une enquête sur la violation des droits de l'homme dans ce pays. Combien de réfugiés dans les pays du « cône sud » ? Combien d'intellectuels, d'artistes, de scientifiques et de cadres moyens parmi ces émigrants forcés ? Combien vont coûter au développement de ces pays ces pertes en capital humain, cette fuite massive des cerveaux ?

Une perte de 20 milliards de dollars

maintenant arrivent aussi des Argentins. Qualifiés à France, Terre d'asile de « fuites d'hommes qui représentent les masses vivantes et dynamiques du pays », la composition sociale de cette immigration se modifie au rythme des événements latino-américains...

Les premiers à franchir l'Atlantique étaient des intellectuels, des personnes d'un niveau assez élevé ou des gens bien informés, des militants. Depuis peu, des ouvriers spécialisés commencent à arriver.

Emigration quantitative et qualitative. L'hypothèse la plus basse, évaluée à cent mille le nombre des Chiliens en exil, dont huit mille en Europe. Aussitôt après viennent les Argentins, qui composent la seconde grande vague. Quant aux Uruguayens, qui ont fui à leur tour, une crise politique et économique sans précédent, leur nombre s'élève à trois cent mille au moins.

Certes, il y a longtemps que l'Amérique latine « exporte » ses élites techniques et professionnelles. Le continent contribue, dans des proportions importantes, au phénomène mondial, appelé *brain drain*, c'est-à-dire à l'émigration du personnel qualifié des pays en voie de développement vers les pays industrialisés. Le *brain drain* latino-américain s'oriente de préférence vers les Etats-Unis. L'actuel désordre produit la nulle vers la sécurité et vers la culture. Et si l'émigration résout des problèmes individuels, ses conséquences économiques et sociales mettent en question l'ensemble des politiques culturelles et éducatives. En effet, les pays latino-américains ont fait, au cours des dernières années, de gros efforts en matière d'éducation et ont formé un personnel professionnel et technique de valeur. Il y a à peu près trois cent cinquante mille médecins, ingénieurs et scientifiques dans cette région. Au minimum, deux millions de cadres moyens. (Rapport Gregory Henderson, Nations unies, 1970.) Mais la politique pour retenir ce personnel sur place ne correspond pas à celle qui est employée pour sa formation. A cela s'ajoute la nature instable de ces couches intermédiaires, l'attrait exercé sur elles par l'empire américain et l'american way of life. En réalité, la région latino-américaine est un immense réservoir de

main-d'œuvre qualifiée dans lequel puisent les Etats-Unis.

Il est possible de chiffrer l'exode des cerveaux en termes de « pertes » pour le pays d'origine et de « profits » pour le pays d'accueil. Ce qui, précédemment, a été fait aux Etats-Unis. Pour la seule année 1970, sur onze mille deux cent trente-et-un immigrants venus de tous les continents en majorité des ingénieurs et des médecins, les Etats-Unis économisèrent quelque 3 000 millions de dollars, c'est-à-dire presque un huitième du total de l'aide apportée à l'Europe pour sa reconstruction pendant l'après-guerre (de 1945 au milieu des années 50). L'Amérique latine perdait mille trente et un spécialistes et l'équivalent de 386 millions de dollars investis dans leur formation. (Le transfert inverse des techniques. Document ONU, 1975, D.I. Genève.)

On doit ajouter la quantité de capital-éducation qui fuit au Canada, en Europe occidentale et dans les pays de l'Est. Ensuite, l'augmentation de la valeur du transfert des techniques due à l'augmentation de la productivité depuis 1970. Ainsi, une estimation sérieuse traduit en termes comptables le transfert des compétences hors de la région latino-américaine à 20 milliards de dollars au cours des derniers vingt ans. C'est une somme supérieure à celle reçue au titre de l'assistance pendant la même période. Situation alarmante : l'Amérique latine contribue ainsi pour 20 milliards de dollars au développement des Etats-Unis, du Canada et d'une partie de l'Europe !

Le rôle historique de l'intelligentsia latino-américaine

d'une substitution. En Europe occidentale, les « clercs » de Julien Benda, l'« intellectuel organique » de Gramsci sont toujours associés à un pouvoir bourgeois ou prolétarien qu'ils aient ou qu'ils diffusent, selon la formule de légitimité. Sans être eux-mêmes le pouvoir. Ce sont des catégories qui, comme le dit Raymond Aron, « transmettent ou répandent des manières de penser ou de juger » (3). On les imagine rarement — sauf dans les accidents de l'histoire, 1871, 1948 — en passe de se substituer à l'être ou le pouvoir, à la minorité gouvernante, à la classe ou aux classes dirigeantes. En revanche, on conçoit mal les « clercs » latino-américains confinés dans le ghetto de la culture. On les voit plutôt à l'origine des partis politiques ou des mouvements importants.

Là-bas, le « bloc historique » se constitue autour de ceux qui, par déformation ou par autonomie historique, ne se laissent pas enfermer dans un rôle, celui de « transmetteur » ou de « répandre » seulement. Eux, ils décident.

De nouvelles élites, donc. Quelques-unes révolutionnaires, dépassant leurs intentions premières, par accident. Situées à la périphérie du monde industriel elles doivent faire face à des situations inédites. Accoutumées également au mélange des rôles, celui de l'intelligentsia et de

l'intelligentsia : pourquoi faut-il avoir recours à une notion qui a gagné ses lettres de noblesse non pas dans le contexte latino-américain de ce siècle mais dans la Russie du dix-neuvième ? D'abord, parce que la notion d'« intellectuel », telle qu'on l'entend dans les sociétés industrielles avancées, est ici insuffisante. Un membre de l'intelligentsia latino-américaine ne correspond pas à l'intellectuel des sociétés modernes parce que, entre autres traits, sa relation avec le pouvoir ne relève pas d'une « élite » ou d'une subordination mais

la force, celui du renard et du lion, que d'autres intellectuels, dans des sociétés plus vieilles, plus stables, se sont habitués à distinguer, à séparer.

La répartition des tâches à l'intérieur de chaque groupe politique, qui veut que les uns « prennent les décisions » et que d'autres influencent les intellectuels, en l'occurrence, n'est jamais parvenue à s'établir pleinement dans les comportements publics des pays de l'Amérique latine. Il en résulte une grande capacité mobilisatrice des

idéologies et de leurs « penseurs ». L'intellectuel de masses n'est pas l'exception. Il est plutôt la règle. Il manque dans le continent ce que Jean-Paul Sartre, dans le film *Sartre par lui-même*, appelle l'« intellectuel classique ». La constellation de la société par l'intellectuel et l'universitaire, que découvre la gauche française quand elle descend dans la rue en mai 1968, était une pratique commune des Latino-Américains depuis 1918, depuis les années du « cri de Cordoba » et de la diffusion des réformes universitaires.

Une intelligentsia profondément politisée, radicale. Si, au dix-neuvième siècle, elle embrasse le libéralisme, étant née inévitablement romantique et jacobine, elle se fait par la suite positiviste, marxiste, et elle accablait dans le continent tous les socialistes y compris les courants anarchistes et utopiques. Et dans cette vaste unité de temps et d'espace que nous appelons Amérique latine, elle accomplit une fonction d'auto-interprétation, d'examen de conscience. Elle apparaît liée aux mouvements de masses, de 1920 à nos jours. Il y a un passage, ces dernières années, de la dénonciation à la recherche des solutions. Cette intelligentsia se trouve derrière — si elle n'en constitue pas une partie — la révolution mexicaine, l'aventure cubaine, la mobilisation péroniste, l'expérience chilienne. Elle occupe, dans chacun de ces cas, la marge d'ambiguïté de ces « révolutions-partielles » du tiers-monde, mais elle est aussi leur originalité. Et, au long de ce siècle, elle a préservé l'identité culturelle, la conscience de soi d'un continent.

Entre le réel et l'imaginaire, le roman latino-américain a su se libérer des influences et créer un courant original. Le Guatémaltèque

Nouveaux autoritarismes en quête de technocrates

par rapport aux pays riches. Une sorte de subordination de luxe. Socialisme autogestionnaire, pouvoir populaire ? Le mot d'ordre, de Rio à Santiago, est une évolution économique rapide dans la continuité sociale en vigueur. Intelligentsia ? Plutôt savoir technocratique.

Un exemple de cette nouvelle « tentation totalitaire » : l'« élite » des économistes chiliens, disciples de Milton Friedman, les « Chicago boys », sur la planification économique du gouvernement de général Pinochet. Ce que dénonce Orlando Letelier avant d'être assassiné à Washington (4).

En effet, les autoritarismes militaires apportent un projet et des conceptions économique-sociales aux antipodes du nationalisme populiste de Peron, Goulart et Velasco Alvarado ; et, bien sûr loin d'Alende. Il s'agit d'abandonner le rêve d'un décollage économique qui diminuerait ou briserait la dépendance et d'adapter le plus rapidement possible l'économie de l'Amérique latine aux conditions draconiennes de l'économie métropolitaine industrielle. Au nom du réalisme, contre les « extravagances » des projets d'autonomie partielle ou graduelle. Pour imposer ce projet théorique compulsif, il faut un pouvoir cruel et manipulateur à la fois.

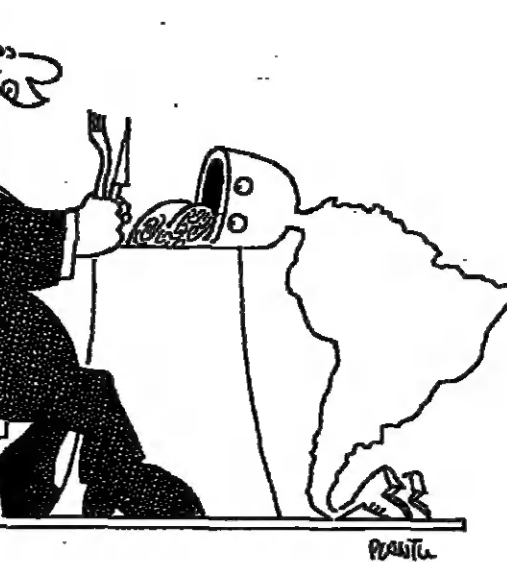
L'élite de fer, en l'occurrence militaire, pour parcourir l'étape que traverse le Japon des Meiji, l'Alle-

(3) Raymond Aron, « Catégories dirigeantes ou classes dirigeantes ? », *Revue française de Science politique*, vol. XV, n° 1, février 1965, page 15.

(4) Cf. *Le Monde diplomatique*, octobre 1976.

(5) Ces régimes posent des problèmes méthodologiques à la science politique. Il faudra recourir de plus en plus fréquemment à des classifications internes, ou à celles de « vote » capitaliste réactionnaire », « orientation droite-autoritaire ». Voir l'analyse des systèmes autoritaires, par Guy Hermet : « Dictature bourgeoise et modernisation conservatrice », *Revue française de Science politique*, vol. XXV, n° 6, décembre 1975.

(6) Delio Saez : *Classe moyenne et système politique au Brésil*, thèse pour le doctorat de 3^e cycle dirigée par Alain Touraine, Dactyloécrite, Paris, 1976.



Miguel Angel Asturias, le Péruvien José María Arguedas, le Cubain Alejo Carpentier, l'Argentin José Luis Borges, et Julio Cortázar, Carlos Fuentes, Manuel Scorza. Des poètes universels comme le Chilien Pablo Neruda, le Péruvien César Vallejo. De l'essayiste José Carlos Mariategui à l'œuvre multiple de Octavio Paz de Mari à García Márquez, la création littéraire forme une sorte d'éloquence populaire au moyen de laquelle cette région du monde a recouvré confiance en soi. Et, en marge de la littérature, il y a la sociologie, l'économie et la politique : Raúl Prebisch, Celso Furtado, Paulo Freire. Le brassage des idées s'accompagne de la synthèse émotionnelle de la poésie et du roman.

Ainsi, de Santiago jusqu'au Mexique, diverses organisations ont couvert le territoire du continent de leurs études et enquêtes. Les premiers modèles propres de financement, de réforme agraire, d'éducation et d'urbanisation commencent à prendre forme. Projets de développement indépendant, solutions inédites, un mouvement d'idées tendant à confirmer dans le domaine pratique-social les présages des écrivains et des artistes quant à l'originalité latino-américaine. Cette investigation sociale, cette invention de modèles que le Nord-Américain Wright Mills a nommée « imagination sociale », occupait un grand nombre d'économistes, d'anthropologues, de planificateurs, d'éducateurs. De nouvelles couches professionnelles rejoignent l'intelligentsia. Les réformes de cette époque furent liées à la présence de ces innovateurs sociaux.

Est-ce pour cela qu'on les pourchasse, qu'on les expulse ? D'où vient cette guerre contre la culture ?

Pour se faire une idée claire, il faut admettre, que cela plaise ou non, qu'il existe actuellement un projet militaire dans ces pays. Une émanation de ce que l'on commence à appeler les « Sorbonnes militaires ». Dans ce projet, il n'y a de place ni pour les partis de gauche ni pour l'intelligentsia radicale.

Identité culturelle ? Les autocroquis militaires, telle la brésilienne, croient aux valeurs éternelles de l'Occident. Modèle de développement autonome ? Les nouveaux gouvernements estiment inévitable et bénéfique la dépendance.

Une sorte de subordination de luxe. Socialisme autogestionnaire, pouvoir populaire ? Le mot d'ordre, de Rio à Santiago, est une évolution économique rapide dans la continuité sociale en vigueur. Intelligentsia ? Plutôt savoir technocratique.

Les casques d'acier, qui ont remplacé la vieille classe dirigeante traditionnelle, entraînent une gigantesque reconversion des « miliorités stratégiques ». Une nouvelle situation, pour chacun des groupes, est prévue à l'intérieur du modèle théorique de l'autocratie modernisatrice-conservatrice (5). Elle propose aux chefs d'entreprise de devenir des associés, non plus des indépendants face à l'Etat et au capital international. Aux dirigeants syndicaux, la dissuasion politique, le contrôle ou la persécution. Aux ouvriers, classe durement frappée, la surexploitation à outrance. Enfin, aux catégories professionnelles que nous appelons, d'une façon imprécise, « classes moyennes », divinisées de la participation politique mais gagnées aux mécanismes de consommation — comme le montre le thème de Delio Saez pour le Brésil (6) — on propose la récupération par le biais d'un emploi dans le secteur tertiaire et de l'élévation du niveau de vie. Dans ce dernier groupe, l'intelligentsia, du moins ce qui en reste.

Devant les intellectuels, une porte s'ouvre : la participation au système par le moyen de la connaissance appliquée. « En tant que spécialistes du savoir pratique », pour employer une expression sartrienne. Et, comme technocrates. Cette opération de reconversion de l'ancienne couche instable de l'intelligentsia en des catégories plus discrètes et réalistes est commandée dans les pays où le système autoritaire est implanté depuis le plus longtemps. Au Brésil, par exemple. De nouveaux consommateurs surgissent membres associés du pouvoir autoritaire, écartés de l'action politique, nobles derrière le trône, acheteurs d'appartements coûteux, de voitures dernier modèle, de téléviseurs couleur et autres gadgets que l'alignement de la consommation de biens durables réserve dans les sociétés du capitalisme périphérique non seulement aux classes supérieures mais aussi à une couche spéciale de salariés de service. Voilà les nouveaux pièges. Une alternative de répression-absorption s'ouvre, comme une tentacle, devant l'intelligentsia persécutée.

Le moment est-il arrivé pour l'intelligentsia de se livrer à un examen de son propre rôle historique ? Sans doute, et il faudra considérer son lourd fardeau politique. En partie populiste, liée à ces mouvements en plein essor des années 30 aux années 60 ; en partie radicale, liée aux tentatives révolutionnaires ; elle a échoué deux fois. Pour l'instant, le résultat en a été la recomposition du pouvoir interne, la crise définitive des démocrates représentatifs et l'apparition instantanée de nouvelles catégories, turmes de groupes intermédiaires (comme l'intelligentsia elle-même) tels les militaires et les technocrates. La fin d'une marche vers le développement. D'une époque. D'un style de vie.

Mais qui pourrait, devant l'impasse actuelle, désavouer ceux qui

s'engagent sur la route d'Alende ? Ou ceux qui emploieraient des méthodes encore plus drastiques pour aller vers le socialisme ? L'intelligentsia fit alors ce qui était à sa portée en orientant les énergies collectives, en exprimant les intérêts globaux de ces sociétés, dans les phases de lutte anti-impérialiste et de prise de conscience nationale. Jusqu'à la purge actuelle, jusqu'au grand exil. Assumer la diaspora comme un défi est peut-être l'une des propositions méditées de l'alternative. Une possibilité d'apprentissage, car la science et la technologie ne peuvent rester aux seules mains des autocraties modernes. Il convient, à cette fin, d'abandonner certaines manies antisociales, certaines idées irrationnelles.

Une autre possibilité, non moins importante, est la prévision d'une forme de relation avec les classes populaires qui ne reproduise pas le niveau de la structure des partis de masse, la même hiérarchisation verticale caractéristique de ces sociétés oligarchiques. Il faut tenir compte, dans les projets d'organisation sociale, de la nécessaire rupture des relations créées par l'extrême spécialisation du travail, de la mise en question de la division même établie entre travailleurs manuels et intellectuels. Mais cela appartient à l'avenir.

Dans l'immédiat, il s'agit de prison, de mort civile, de silence des créateurs d'Amérique. De ce génocide culturel de notre époque. De cette vaste opération de lobotomie lancée par l'Empire et les sous-oligarchies à son service. Lobotomie à l'échelle des peuples car, en dernière instance, il importe d'empêcher la production de symboles, d'une pensée supérieure et abstraites. De contraindre des collectivités à des actions mécaniques, routinées, qui permettent la continuation du travail productif, la reproduction du capital, l'accumulation brutale et rapide, sous la domination des sous-impérialismes des années 80. Dans ce but, on détruit le tissu social par où circulait l'intelligentsia américaine.

Si un jour on consacre une étude à l'ensemble de cette couche de nouveaux exclus, parmi bien des caractéristiques impossibles à confondre on trouvera leur curiosité universelle, leur facilité à assimiler des idées et des courants contemporains, ce qu'Alfonso Reyes appelait l'« agilité américaine ». Agilité et universalité dans lesquelles l'intelligentsia européenne elle-même peut reconnaître une filiation, une continuité historique, une sorte de prolongement, en d'autres circonstances et sous d'autres cieux, au carrefour des cultures amérindiennes et noires, de son propre élan créateur et de son goût pour l'aventure. Finalement, n'est-ce pas l'image d'un condottieri de la Renaissance italienne qu'un Ernesto « Che » Guevara choisissait pour s'expliquer ?

HUGO NEIRA.

« Un important dossier intitulé la Sécurité des étrangers en France a été imprimé par la CIMAIDE (175, rue de Grenelle, Paris-7^e). Réalisé avec le concours de nombreuses associations, ce texte constitue un guide extrêmement utile dans un domaine d'action souvent mal connu du public. Communiqué par ses auteurs aux parlementaires, il rendra service à tous les groupes en contact avec des réfugiés politiques.

Le Monde
RÉALISE CHAQUE SEMAINE
UNE SÉLECTION
HEBDOMADAIRE
réservée aux lecteurs résidant à l'étranger
Exemplaire spécimen sur demande

automobiles
PEUGEOT

SODEXA

Distributeur officiel pour la vente :
• aux Membres du Corps Diplomatique
• des Organisations Internationales
• aux Clients se rendant en France

Exclusivement immatriculations spéciales CD et TT

26, RUE CAMBACERES • 75362 PARIS CEDEX 08 • ☎ 742.77.39 • Telex Peupjoxa 280.426

Sous la pression des dépenses militaires et de la dette

L'ÉCONOMIE ISRAËLIENNE S'ENFONCE DANS LA CRISE

Les voies

L'ÉTAT d'Israël dispose d'une puissance militaire sans précédent dans son histoire, mais, en même temps, il traverse une crise économique d'une gravité exceptionnelle. Le poids des dépenses militaires, le fardeau de la dette et les impôts croissants qui en résultent nourrissent une inflation qui prend des proportions alarmantes (38 % en 1976) depuis la guerre d'octobre 1973. Le moral de la population s'en ressent, le mouvement d'émigration s'amplifie au point que ceux qui quittent le pays sont presque aussi nombreux que les nouveaux immigrants (dix-huit mille sortis contre vingt mille entrés environ en 1976).

Ces dernières années, la hausse des prix a été si forte que le pouvoir d'achat de la livre israélienne est maintenant cinq fois moindre qu'en 1970. Le dollar, qui valait 4,30 livres à l'automne 1973, était coté à 8,67 livres à la fin décembre 1976. Le monnaie avait déjà été dévaluée en 1974, mais depuis juin 1975 une politique de dévaluation « rampante » au rythme d'environ 2 % par mois fait perdre à la livre 25 % de sa valeur en un an.

La principale cause de cette détérioration est l'augmentation constante des dépenses militaires. Pour l'année fiscale en cours, le budget de la défense nationale (32,5 milliards de livres israéliennes) représente à lui seul 38 % du budget de l'État (86 milliards de livres israéliennes) et 30 % environ du produit national brut. Israël détient le record mondial des dépenses militaires par rapport au P.N.B. (en France, en Grande-Bretagne, en Allemagne occidentale et en Italie, le budget militaire constitue de 3 à 4 % du P.N.B.). En 1966, avant que l'État n'ait trouvé ses « frontières de sécurité », ces dépenses ne représentaient que 10 % du P.N.B. et moins de 25 % du budget annuel de l'État.

Les emprunts contractés à l'étranger sont principalement destinés à couvrir ces dépenses militaires, mais les intérêts, la dette représente une

charge de 18 milliards de livres, soit 21 % du budget en cours. Au total, le budget de l'État se voit donc accablé d'emblée dans une proportion de 59 % par l'effort de guerre. Mais d'autres postes du budget supportent des sommes destinées directement ou indirectement au financement de dépenses de sécurité : finalement, les dettes et les affaires militaires absorbent presque les deux tiers du budget total (1).

La course aux armements au Proche-Orient exige un matériel de plus en plus sophistiqué. À eux seuls, les vingt-cinq avions F-15 achetés aux États-Unis — et dont les premiers sont déjà livrés — coûtent quelque 600 millions de dollars (5,2 milliards de livres), et ce n'est pas, tant s'en faut, les seules armes qu'Israël se procure à l'étranger. Combien de temps encore ce petit pays de trois millions et demi d'habitants pourra-t-il soutenir un tel effort ? « Pour renforcer la sécurité d'Israël », déclare le professeur H. Ben-Chahar, économiste réputé, il faut réduire le budget militaire » (2).

Dans ces circonstances, les crédits alloués aux services publics (éducation, santé, aide aux défavorisés, investissements de développement, etc.) sont rognés d'autant, pour ne plus représenter que le tiers environ du budget. Les universités et instituts de recherche sont parmi les plus touchés. Le professeur M. Rosen, recteur de l'université Ben-Gourion à Beerseba, proteste en ces termes (3) contre la décision du gouvernement de réduire de 15 % les crédits aux universités (qui a entraîné une hausse de 70 % des frais de scolarité, désormais de 5 000 livres israéliennes par an) : « La puissance offensive d'un seul avion F-15, qui coûte plus de 20 millions de dollars, soit un budget d'un an et demi à l'université de Tel-Aviv, dépense-t-elle vraiment une promotion de quatre cents ingénieurs, cent cinquante diplômés en sciences naturelles, trois cents cinquante diplômés en sciences humaines et sociales, deux cents professeurs de lycée et cinquante médecins ? »

Le poids de l'aide américaine

L'ÉCONOMIE se serait déjà écroulée sans l'aide américaine, qui a atteint ses dernières années des proportions sans précédent. De 1948 à 1973, elle se montait (assistance économique et militaire) à 3 050 milliards de dollars (dont 1 430 milliard pour l'aide militaire). Depuis la guerre d'octobre, le total cumulé atteint 7 075 milliards de dollars, dont 4,3 d'aide militaire directe. Pour les deux années dernières, l'aide globale de Washington se chiffre à 4,3 milliards de dollars. Et le gouvernement Rabin a déjà demandé pour 1977 une somme de 2,3 milliards aux Américains, dont 1,5 milliard pour financer ses dépenses militaires. Les milieux responsables israéliens sont optimistes quant à la réalisation de ce crédit par le Congrès, mais de graves préoccupations se font jour pour les années ultérieures. Certains économistes israéliens estiment que l'assistance de Washington pourrait, dans quatre ou cinq ans, être réduite de moitié, ou plus (4).

Les Israéliens sont conscients des conséquences politiques de cette dépendance à l'égard des États-Unis. M. Yaakov Arnon, ancien directeur général du ministère des finances, constate ainsi que « l'aide massive qu'Israël reçoit à l'heure actuelle des États-Unis, et sans laquelle son économie se serait effondrée, représente un véritable fardeau dans le domaine économique et politique et, en fin de compte, également dans le domaine militaire » (5). M. Rabin l'admet aussi : il affirme au cours

d'une réunion gouvernementale que, « dans quelques années, nous pourrions parvenir au stade suprême de la sécurité mais nous serons politiquement à genoux » (6). Pour M. Zandbar, gouverneur de la Banque d'Israël, la dépendance économique à l'égard des États-Unis est si profonde que des hommes politiques, à bas, à Washington, ont le pouvoir de décider si, ici, en Israël, il y aura du chômage et dans quelles proportions » (7). De fait, les Américains se trouvent dans une position unique pour faire pression sur l'État hébreu.

L'aide américaine a tellement augmenté depuis la guerre d'octobre que les contributions versées par les Juifs de la Diaspora (0,5 milliard de dollars), autrefois principale source de financement extérieur d'Israël, ont pratiquement perdu de leur poids dans la vie économique d'Israël. Au début des années 70, elles couvraient encore 85 % du déficit de la balance des paiements, maintenant l'immense déficit est pour moitié directement comblé par le gouvernement américain, le reste étant couvert par des emprunts auprès de diverses banques et par les dons des Juifs du monde entier.

En raison de l'accroissement des dépenses militaires et de l'inflation interne et externe, le déficit de la balance des paiements continue de faire un record mondial : 4 milliards de dollars en 1976 (3,7 milliards en 1975) contre 1 milliard avant la guerre d'octobre (8). C'est là le talon d'Achille de l'économie du pays. Les exporta-

Par AMNON KAPÉLIOUK

tions représentent la moitié des importations, et pour 30 % sont destinées à couvrir les besoins militaires. La dette extérieure atteint en 1976 9 milliards de dollars, somme qui dépasse le budget de l'État et égale presque le P.N.B. Cette dette croît à la cadence de plus de 1 milliard de dollars par an. De 5,1 milliards de dollars en 1973, elle est passée à 6,33 milliards en 1974 et à 7,8 milliards en 1975. En venant au monde, chaque enfant israélien est déjà endetté de 3 000 dollars.

Les réserves en devises étrangères détenues par la Banque d'Israël ne représentent plus que 1 milliard de dollars, tout juste pour couvrir, en cas d'urgence, un mois et demi d'importations. Selon les responsables de l'économie, l'impératif le plus urgent est donc de redresser la balance des paiements en augmentant la production destinée à l'exportation. Autre conséquence de la guerre d'octobre, la croissance rapide de l'économie israélienne est interrompue (9). En 1974, le P.N.B. a baissé de 4,2 % et de 3,9 % en 1975, atteignant cette année-là 78 milliards de livres israéliennes. Peut-être aura-t-il marqué en 1976 une augmentation de 1 %. Mais le recul est net.

Selon les prévisions des responsables de la planification économique, Israël ne pourra rattraper son rythme de croissance qu'en 1978, à condition qu'il ne se produise pas de nouvelle guerre ou de crise inattendue, et que des capitaux importants soient encore importés. Les mêmes responsables recommandent alors le transfert des travailleurs dans des entreprises produisant des services financiers, représentés en 1974 une proportion de seize-vingt-cinq pour mille, l'une des plus élevées au monde. La main-d'œuvre fuit le travail productif dans l'industrie et dans l'agriculture à cause des mauvaises conditions de rémunération.

Il est pourtant une branche de l'industrie qui ne cesse de prospérer, c'est le complexe de l'industrie de défense nationale. Des événements lui ont donné un nouvel élan : l'emprunt français de 1967 et la guerre d'octobre 1973. On en a tiré la conclusion qu'il fallait développer l'industrie militaire locale pour ne pas dépendre de l'étranger. Aujourd'hui, l'industrie militaire produit quantité d'armes et de munitions, des avions (quatre modèles), des armes lourdes, des missiles, etc. Ces deux dernières années, les exportations de matériel militaire ont augmenté de 300 % pour arriver à la somme de 3,2 milliards de

livres israéliennes, ce qui représente 15 % des exportations industrielles totales (10). M. Shimon Péron, ministre de la défense, a révélé récemment que de nouvelles commandes d'une valeur de 700 millions de dollars (plus de 6 milliards de livres israéliennes) avaient été passées de l'étranger à l'industrie militaire. Le complexe militaro-industriel dépend uniquement du ministère de la défense et détient une énorme puissance économique-politique. Un quart de toute la main-d'œuvre est employée, d'une manière ou d'une autre, pour les besoins de la défense nationale.

Malgré les facilités accordées par le gouvernement aux industriels et aux investisseurs, le rapport de la Banque d'Israël fait ressortir une baisse considérable des investissements provenant de l'étranger depuis la guerre d'octobre. De 172 millions de dollars en 1973, ils sont tombés à 60 millions en 1974 et à 30 millions en 1975.

Pace la stagnation de l'industrie, le marché du capital financier s'est mis à prospérer dans des proportions énormes. Les capitaux se sont transférés du secteur productif dans le monde de la spéculation, principalement au moyen des obligations (indiquées sur le coût de la vie, anonymes et non taxées) émises par le gouvernement pour couvrir le déficit budgétaire. Ces opérations ont suivi le rythme de l'inflation : on a vu quelques industriels vendre leurs entreprises, et même quelques paysans vendre leurs vaches, pour acheter des obligations : « L'argent travaillant de lui-même », c'est ce qu'avaient accompli un « capital noir » — notamment les « nouveaux riches » d'avant et d'après la guerre d'octobre — furent nombreux à acheter des obligations. « Une hausse constante du revenu de leur capital se gonfle. Évalué à 25 milliards de livres israéliennes, le « capital noir » (qui s'échappe au fisc) ne figure dans aucune statistique officielle, mais son influence négative se reconnaît dans l'intensification des pressions inflationnistes et dans l'approfondissement des inégalités sociales. Et, dans le passé, il était surtout considéré comme une atteinte à la moralité, c'est aujourd'hui un problème économique de premier ordre que le gouvernement tolère, sous le couvert de la nécessité de financer la fuite des capitaux à l'étranger » (11).

Dans ces conditions, la dette intérieure de l'État s'accroît constamment, et à des taux considérables. Le rendement des emprunts sur le marché intérieur a augmenté ces deux dernières années à un rythme vertigineux : 21 milliards de livres israéliennes dans le prochain exercice, contre 10 pour l'année en cours.

Comme toujours, c'est le salarié qui, le premier, doit payer le prix de l'inflation et de ses conséquences sociales. La consommation individuelle doit baisser si l'on veut tenter d'équilibrer la balance des paiements, aussi la politique officielle du gouvernement vise-t-elle à réduire le niveau de vie de la population. Les prix avaient commencé leur ascension immédiate après la guerre d'octobre. La dernière vague (une hausse de 20 %) est intervenue en novembre 1976, à la suite de la diminution des subventions pour les denrées de base et de

l'augmentation du coût des services publics. Le pouvoir d'achat a baissé de 2,3 % en 1974 et de 3,4 % en 1975 ; en 1976, la chute sera du même ordre de grandeur. L'un des gains les plus précieux des salariés israéliens était l'indemnité de vie chère, destinée à préserver leur pouvoir d'achat face à la hausse des prix. Son application a été modifiée. Depuis l'été 1975, l'indemnité n'est plus calculée que deux fois par an pour compenser une élévation maximum de 70 % dans les prix, et elle est désormais frappée de l'impôt sur le revenu.

Pendant ce temps, la spéculation fleurit. Le contributeur aux comptes de l'État fait remarquer qu'il existe un lien étroit entre la situation du système financier et l'apparition de divers symptômes de corruption récemment découverts et qui ont été ressentis avec amertume par la population (en particulier lors du procès de l'un des chefs de file de l'économie israélienne, M. Michael Tavor, condamné à quinze ans de prison, et avec le scandale qui a éclaté autour de M. Achar Yadin, directeur de la caisse-maladie de la Histadrout).

Le fardeau des taxes et des impôts qui pèse sur le citoyen israélien est le plus lourd au monde. En 1975, le gouvernement a prélevé 57 % du revenu national sous forme d'impôts et de taxes. Pour 1976, le pourcentage est de 62 %, et encore ne comprend-il pas les taxes municipales ni les cotisations à la Sécurité sociale. Les impôts sur les salaires sont prélevés automatiquement chaque mois. Les taxes sont nombreuses de toutes sortes (12). En juillet dernier, la T.V.A. (au taux de 8 %) a fait son apparition, entraînant une hausse des prix de 8 % : il semble bien qu'Israël ait été le premier pays à introduire cette taxation dans des conditions d'inflation galopante.

Les plus durement frappés par cette politique économique sont les « classes orientales », dont plus du quart vit au-dessous du seuil de pauvreté fixé à 1 434 L.I. (soit 817 francs) pour une famille de quatre personnes, le salaire moyen étant en juin 1976 de 2 860 L.I. (soit 1 530 francs). Tandis que s'accroît l'écart du niveau de vie entre les différentes couches sociales, les conflits du travail et les grèves se multiplient, particulièrement dans le secteur public. Le mouvement de revendications a été porté à son comble en novembre dernier, lorsque cent vingt-cinq mille salariés, en majorité du secteur public et du gouvernement, ont déclenché une « campagne » de « sanctions » (arrêts de travail partiels) et de grèves. Dans plus de la moitié des cas, les grévistes sont privés de l'appui de la Histadrout, la grande centrale syndicale, qui a considéré comme blâmable perdu de son indépendance à l'égard du gouvernement depuis que son ancien secrétaire général, M. Yitzhak Ben-Aharon, a été contraint de démissionner.

Devant la multiplication des grèves, le parti travailliste s'est joint au Likoud (droite nationaliste) pour faire passer au Parlement (Knesset) une loi reconnaissant le droit des patrons à résister jusqu'à la moitié des salaires des travailleurs appliquant des « sanctions » : elle est entrée en vigueur en novembre 1976. En cas de conflit du travail, les autorités ont parfois recouru aux tribunaux et même à la police. Des ordres d'urgence enjoignent aux ouvriers de pourvoir le travail.

Un chômage réduit

Si, en général, l'inflation et la crise économique entraînent un chômage important, Israël fait exception à la règle. Le chômage n'est, en guerre, que de 4 % en 1976 (cinquante mille personnes dans le secteur civil contre 3 % les deux années précédentes) — et cela pour plusieurs raisons : 1) l'aide importante qui arrive sans interruption des États-Unis ; 2) l'absorption par le vaste appareil de la défense nationale des chômeurs licenciés par d'autres branches industrielles en difficulté (et qui passèrent, par exemple, du textile à la sidérurgie ou à l'électronique) ; 3) la durée du service militaire — les hommes, deux ans pour les femmes. En outre, depuis la guerre d'octobre, les jeunes s'engagent en plus grand nombre dans l'armée d'Israël. Les milieux économiques estiment que, sans le service militaire prolongé, Israël connaîtrait un taux de chômage de 10 % (13) ; 4) la baisse du nombre des immigrants et l'accroissement de l'émigration — depuis la guerre d'octobre, la main-d'œuvre augmente au rythme insignifiant de 1 % par an ; 5) la proximité des élections législatives en 1977, qui dissuade le gouvernement d'augmenter le nombre des chômeurs ; 6) enfin l'absence, dans les statistiques sur le chômage, de toute référence aux travailleurs arabes des territoires occupés qui sont les premiers à perdre leur emploi en cas de crise.

La question se pose maintenant de savoir comment évoluera le marché de l'emploi après les élections si la situation économique ne s'améliore pas. En économie comme en bien d'autres domaines, le gouvernement Rabin a été un gouvernement de continuation. Depuis son installation vingt-trois mois, la crise s'est aggravée, la dépendance à l'égard des États-Unis s'est approfondie, les disparités sociales sont accrues. Si un danger réel venait de l'extérieur, la nature de la situation serait telle que les travailleurs invités à « se serrer la ceinture » alors que l'absence de pressions sur les couches aisées permet à une minorité de s'enrichir. Si le prochain gouvernement veut surmonter cette crise, il devra prendre des mesures qui s'opposent aux tendances à la production destinée à l'exportation et pour encourager les tra-

vailleurs à passer dans l'industrie. Parallèlement, il lui faudra modifier la politique fiscale en prélevant des impôts sur le « capital noir » et en réduisant les facilités accordées aux capitaux non productifs. Il reste, évidemment, que le principal remède aux maux de l'économie israélienne serait un changement de politique qui permette de trouver un *modus vivendi* avec le monde arabe et, du même coup, de mettre fin à la ruineuse course aux armements.

(1) Contrairement à ce qu'on croit, le budget des territoires occupés ne constitue pas un fardeau économique. En 1976, il a atteint 835 millions de livres israéliennes (contre 721 millions en 1975), presque entièrement couverts par les recettes provenant des impôts et des taxes prélevés sur place. La balance commerciale entre les territoires occupés et Israël a marché pour les marchandises israéliennes, et Israël accuse en 1976 un excédent de 140 millions de dollars en faveur de ces derniers (contre 103 millions en 1975 et 50 millions en 1974). Par contre des centaines de millions de livres sont dépensés chaque année pour la création et l'entretien des agglomérations juives dans les territoires occupés.

(2) Discours à l'université de Tel-Aviv le 15 juin 1976.

(3) *Haaretz*, 4 juin 1976.

(4) Par exemple le professeur M. Mikhali, de l'université hébraïque de Jérusalem, dans la *Revue mensuelle*, Editions de l'Armée israélienne, mai 1976, p. 8.

(5) *Devoir*, 4 novembre 1975.

(6) *Yedioth Ahronot*, 22 décembre 1975.

(7) *Haaretz*, 7 avril 1976.

(8) Le déficit de la balance commerciale britannique n'est que de 1,5 milliard de dollars.

(9) Au cours de la période 1953-1970, le taux de croissance du P.N.B. atteignait 10,3 % en Israël (Japon : 9,6 % ; Mexique : 2,9 % ; Corée du Sud : 2,3 % ; P.R.C. : 1,6 % ; France : 1,6 % ; Grande-Bretagne : 1,3 % ; États-Unis : 1,2 % ; Allemagne : 1,1 %).

(10) *Haaretz*, 24 septembre 1976.

(11) Les profits énormes réalisés par les banques ces dernières années témoignent de la rentabilité des transactions financières. Aucune autre branche de l'économie, que ce soit l'industrie, l'agriculture ou même le commerce, n'a réalisé des gains comparables à ceux des banques.

(12) Par exemple, le taux sur les billets de voyage à l'étranger est composé d'une somme forfaitaire de 1 000 livres, plus 15 % de la valeur du billet. L'allocation de 450 dollars en devises pour tout Israélien se rendant à l'étranger est calculée selon un taux plus élevé (de 15 %) que le taux courant de la livre par rapport au dollar.

(13) *Al Hemschmar*, 22 juillet 1976.

investissez dans le soleil et dans la pierre

SAINT PIERRE DE TOURTOUR

les charmes de la Provence dans le calme d'un domaine résidentiel créé pour votre confort et votre détente

situé dans le département du Var, à 20 km de Draguignan, le Domaine de Saint Pierre de Tourtour a été conçu pour réaliser votre rêve :

confort : les villas, de grand standing, sont livrées "prêtes à vivre" avec terrasse et jardin spacieux.
agrément : vous profiterez de tous les aménagements d'un parc boisé et vallonné de 180 hectares et des services permanents de la copropriété.
détente : le Domaine vous offre de nombreuses possibilités de loisirs (tennis, piscine, équitation...). Dans les environs vous découvrirez les curiosités d'une région pittoresque et les plages de la Côte d'Azur.

qualité des constructions garantie - prix étudiés nets et définitifs, à partir de 250 000 francs. DOMAINE DE SAINT PIERRE DE TOURTOUR 83690 SALERNES TEL. (94) 70.57.26

M. (Mme) : _____ Téléphone : _____
Adresse : _____

Je désire recevoir, sans engagement de sa part, une documentation complète.

مركز التجميل

A CRISE

NOUVEAUX ÉLÉMENTS POUR UN VIEUX DÉBAT

Les «voies nationales» du passage au socialisme

La polémique engagée entre Deszö Nemes (1) dans la revue *Problèmes de la paix et du socialisme* (2) et Jean Kanapa dans *France nouvelle* (3) s'inscrit dans le débat qui se développe entre certains P.C. au pouvoir en Europe de l'Est et certains P.C. de l'Europe capitaliste autour de leurs stratégies et programmes politiques. La phase préparatoire et les travaux de la conférence de Berlin (juin 1976) n'ont pas permis de lever les incertitudes, mais d'une façon combien révélatrice, l'ampleur et la nature du débat. La renouveau par le P.C. français au concept de dictature du prolétariat n'est qu'une des multiples causes qui engendrent, entre certains P.C., des relations conflictuelles ou, selon la formule de J. Kanapa, tout « l'objet de discussion ».

En évoquant l'expérience hongroise de l'immédiat après-guerre, lorsque l'état posait la question de la nature du pouvoir en Hongrie — comme d'ailleurs dans toute la partie de l'Europe entrée dans la zone d'influence soviétique — D. Nemes rappelle qu'en 1945, les communistes hongrois pensaient que « la démocratie populaire était la voie qui menait au socialisme sans dictature du prolétariat ». Mais, conclut-il, « la vie réelle est tout autre ».

Tout en prenant acte de ce rappel historique, Jean Kanapa s'interroge sur la portée de cette leçon : « Parce que les choses sont passées ainsi, voici un quart de siècle en Hongrie, doivent-elles se passer demain et partout de la même façon ? » La question posée par J. Kanapa est d'autant plus justifiée que les perspectives européennes de passage au socialisme dans des conditions nationales ne sont pas nouvelles. Généralement, on attache la notion même de « voies nationales » et de pluralité des voies à l'époque post-stalinienne surtout au tournant pris par le vingtième congrès du P.C.U.S. Or le débat sur les voies nationales se pose dès la fin de la seconde guerre mondiale et se poursuit plus ou moins jusqu'à la brèche yougoslave. Le conflit avec Tito marque, en effet, un virage : à partir de juin 1948, le P.C. yougoslave fut expulsé du Kominform, toute référence aux voies nationales sera abolie, considérée comme une « hérésie », et le modèle unique, c'est-à-dire l'expérience soviétique de passage au socialisme, sera « sacralisé ».

Mais, dans l'immédiat après-guerre, les conditions internationales semblaient propices à l'élaboration du concept de voies nationales. Maurice Thorez en novembre 1948 (4), Georges Dimitrov (5) au début de 1947, les

dirigeants du P.C. yougoslave tout au long de leur révolution, les idéologues soviétiques entre 1945 et 1947 (6) soulignent, dans leur réflexion théorique et dans leurs discours politiques, la possibilité du passage pacifique au socialisme par des chemins nécessairement différents de celui suivi par les bolcheviks russes.

La « guerre froide » mettra en valeur cette orientation qui semblait être unanimement celle du mouvement communiste international. En effet, la doctrine Truman (mars 1947) et le plan Marshall (juin 1947) déclenchèrent une réplique communiste consistant par la création du Kominform (septembre 1947), qui allait atténuer la tendance vers la pluralité des voies.

Cependant, même dans cette période d'intermédiaire, entre la création du Kominform et la rupture avec Tito, la mention de la diversité des voies et de la spécificité nationale ne fut pas absente du discours communiste.

Thorez en octobre 1947, lors de la session du comité central du P.C. français, Togliatti en janvier 1948, lors du sixième congrès du P.C. italien, Tito dans ses nombreux discours de l'époque, continuèrent à prôner cette thèse.

Mais, survint en pleine escalade de la « guerre froide », le conflit soviéto-yougoslave provoqua un durcissement du monolithisme communiste qui se traduisit par un repli défensif des P.C. occidentaux dans leur contenu national, sur le plan international, par un rassemblement encore plus étroit autour de l'U.R.S.S., dont l'expérience, l'histoire, l'armée, le suprême, allaient devenir objets de culte.

Sur cette trajectoire rapidement évoquée, suivons de plus près le débat voies nationales-modèle unique, là où les problèmes concrets de prise et d'exercice du pouvoir par les partis communistes se sont posés, c'est-à-dire dans les pays qui devaient constituer le glacis défensif contre l'U.R.S.S. avait besoin.

On se réfait certes pas l'histoire, comme l'affirme, à juste titre, Jean Kanapa, en se demandant cependant si « les choses », à l'Est, « n'auraient pas pu se passer un peu autrement ». Mais ce rappel du débat théorique des années 1945-1948 éclaire, peut-être l'opportunité de cette comparaison entre les stratégies des partis communistes de l'Europe capitaliste et, dans le contexte d'une révolution par haut, le cheminement idéologique qui devait aboutir à l'Est à une certaine forme de dictature du prolétariat.

De la démocratie d'un type nouveau...

AVANT que les régimes de l'Est ne soient désignés comme des démocraties populaires, on les qualifiait du terme général de démocratie d'un type nouveau ou du type soviétique. Ce sont surtout les idéologues soviétiques qui essayèrent les premiers de donner une définition théorique de ces nouveaux régimes.

Eugène Varga, considéré comme le père de la théorie de ces régimes dans sa première version, esquissa une première définition : « Par la démocratie d'un type nouveau, nous entendons la situation d'un pays où les classes féodales — sont liquidées, où la propriété privée des moyens de production subsiste, mais où les grandes entreprises dans le domaine de l'industrie, des transports et du crédit sont étatisées et où l'Etat lui-même, ainsi que son appareil de coercition, ne défendent pas les intérêts de la bourgeoisie monopoliste, mais ceux des travailleurs des villes et des campagnes ». En dégageant les caractéristiques du nouveau régime, Varga soulignait son aspect novateur, pris comme un développement du socialisme :

« L'organisation sociale de ces Etats est différente de toutes celles que nous connaissons jusqu'à présent, c'est une chose absolue, nouvelle dans l'histoire de l'humanité. Ce n'est pas la dictature de la bourgeoisie, mais ce n'est pas non plus la dictature du prolétariat ».

Précision qui constitue l'aspect le plus intéressant de cette théorie, celui qui changera le plus radicalement lors de sa révision, après la censure yougoslave, il fallut donner aux régimes de l'Est d'autres bases théoriques et politiques. Mais, à ce moment-là, leur caractère intermédiaire, transitoire — ni capitalisme ni socialisme — est volontairement souligné et on le retrouve constamment dans nombre d'analyses.

Quant aux conditions historiques qui engendrèrent ces régimes, elles sont énoncées dans un autre document : « le rôle des classes dominantes et le fait de leur collaboration avec le fascisme ; le rôle dirigeant des partis communistes dans le mouvement de résistance ; le rôle mondial diplomatique et économique que ces pays trouvent en Union soviétique. Le rôle de l'Union soviétique ne vient qu'en troisième position, place qui changera dans les formulations ultérieures ».

Un autre aspect important de ces thèses, surtout si on les analyse dans la perspective de leur changement ultérieur, est l'accent mis sur la diversité des formes dans la construction du socialisme. Rappelant que, à tort, dans les partis communistes, on pensait, en général, que toute « domination politique des travailleurs » devait prendre « la forme du système soviétique », rappelant aussi que telle ne fut pas « l'opinion de Lénine », les idéologues soviétiques de cette époque soulignèrent que le passage du capitalisme au socialisme suppose une immense variété de formes concrètes. Quant à la « démocratie nouvelle », ils affirmèrent que « si Lénine n'avait pas cette forme et ne pou-

vaient la prôner. Elle est issue d'une situation historique tout à fait spéciale, de conditions particulières qu'il est impossible de reproduire ailleurs ». Nous sommes loin du modèle unique qui, seulement un an plus tard, sera imposé. Plus encore, A. Leontiev insiste sur les différences qui existent entre les pays de l'Est, et donc sur l'impossibilité de mettre arbitrairement les nouvelles démocraties sous un dénominateur commun (7). Il précise que « le mouvement vers le socialisme des forces internes de chaque pays ». Ces forces internes jouent donc un rôle primordial. Dans la démocratie deuxième version, dite populaire, elles seront estompées, réduites au second plan.

Sur le plan économique, ces régimes sont marqués par deux transformations qui devaient modifier le caractère même de l'Etat : les nationalisations, considérées comme « une révolution économique » et qui devaient transférer à l'Etat la partie déterminante des moyens de production, et la répartition des terres pour éliminer les vestiges de féodalité. L'importance du partage des terres au profit des paysans pauvres et moyens est soulignée par Varga, qui évoque, à ce sujet, l'expérience manquée de la république hongroise de Bela Kéthy : « L'Etat répète l'erreur des communistes hongrois, qui avaient cru, en 1919, pouvoir brûler l'étape historique nécessaire et qui avaient transféré les terres aux propriétaires terriens nomades en serbes, au lieu de les distribuer aux paysans et de satisfaire ainsi leur soif de terre ». Bref répit, la collectivisation selon le modèle soviétique sera imposée aux pays de l'Est une année plus tard, et les leçons de l'histoire seront alors oubliées.

Quant à la thèse de l'exacerbation de la lutte de classes dans cette phase de passage au socialisme, elle n'est guère évoquée. Elle redeviendra d'actualité dans une nouvelle étape historique. Pour l'heure, si Varga rappelle l'existence d'une « lutte de classes cachée », il ne la discute pas de celle qui se manifeste « dans les anciens pays capitalistes ».

Ainsi, la démocratie d'un type nouveau est conçue comme différente de la dictature du prolétariat et du modèle soviétique. Conditionnée par des facteurs historiques propres, par des forces internes et par un contexte international spécifique, elle doit évoluer avec des formes propres, indépendamment de l'U.R.S.S. — qui lui apporte, certes, son appui — de l'armée rouge et de l'expérience du P.C. de l'Est. « L'hérésie yougoslave » entraîne un durcissement dans le glacis et il devient important de redéfinir la nature du régime politique des P.C. de l'Est. Toute formulation « intermédiaire », doit être abolie et fut remplacée

Par LILLY MARCOU *

par des formules stables, définitives, à partir d'un modèle unique et immuable. Ce fut l'époque de la « canonisation » de certaines thèses leninistes et staliniennes.

La redéfinition doctrinale de ces régimes, nommés démocraties populaires et non plus démocraties nouvelles commandait une exécution du sens donné à l'internationalisme prolétarien et impliquait la théorisation d'une série de notions — l'Armée rouge, le modèle soviétique, rôle de l'U.R.S.S., Staline — notions qui deviendront de réels concepts idéologiques.

Les communistes yougoslaves furent expulsés du Kominform, entre autres raisons parce qu'ils s'attachaient à leur propre modèle révolutionnaire, parce qu'ils sous-estimaient le rôle de l'U.R.S.S. dans la libération des pays de l'Est et dans la construction du socialisme, parce qu'ils envisageaient une indépendance interne et externe à l'égard du « pays du socialisme ».

Il fallut établir une série de normes qui devaient empêcher avant tout une répétition du cas yougoslave, élaborer de solides bases idéologiques pour justifier un monolithisme qui commençait à s'effriter.

Les premiers jalons de la nouvelle doctrine furent posés par le dixième (8) lors du congrès d'unification des partis social-démocrate et communiste polonais, qui eut lieu à Varsovie du 15 au 21 décembre 1946. A partir

...à la démocratie populaire

CETTE thèse selon laquelle l'Armée rouge joua le rôle déterminant dans la réussite des révolutions à l'Est trouve un corollaire historique dans l'incapacité des P.C. occidentaux à prendre le pouvoir dans les pays libérés par l'Armée rouge, mais par les forces alliées américaines (France, Italie).

E. Bierut dégagea aussi une esquisse des règles qui conduisent à la démocratie populaire au socialisme : rôle dirigeant de la classe ouvrière dans l'alliance des ouvriers et des paysans et dans le front populaire démocratique ; exécution de la direction par un parti unique révolutionnaire, lutte de classes irréductible ; liquidation du grand capital et de la grande propriété foncière. Ces éléments, tirés de la théorie leniniste de la dictature du prolétariat, sont les premiers repères du programme des P.C. de l'Est à la suite du tournant des années 1948-1949.

Peu après Bierut, lors du cinquième congrès du parti ouvrier (communiste) qui eut lieu à Sofia du 18 au 25 décembre 1948, Georges Dimitrov élargit le débat sur le nouveau sens donné au régime de démocratie populaire, en précisant son caractère, son rôle et ses perspectives (9). Selon le leader bulgare, l'Etat de démocratie populaire est caractérisé par quatre traits fondamentaux :

1) Il représente le pouvoir des travailleurs, de l'immense majorité du peuple, et la classe ouvrière y joue le rôle dirigeant ;

2) Il apparaît dans une situation transitoire, il assure le développement du pays dans la voie du socialisme. Dans ce but, la thèse stalinienne de l'exacerbation de la lutte de classes doit agir jusqu'à la liquidation complète des éléments capitalistes. C'est là l'une des principales caractéristiques de l'Etat de démocratie populaire ;

3) Il s'édifie dans la collaboration et l'unité avec l'Union soviétique et les pays du socialisme. Ainsi, la fidélité à l'U.R.S.S. devient un élément de la définition des régimes de démocratie populaire ;

4) L'Etat de démocratie populaire fait partie du camp démocratique anti-imperialiste.

Dimitrov précise, à l'intention des leaders yougoslaves, que, en l'absence

du rôle de l'armée soviétique dans l'instauration des nouveaux régimes des pays de l'Est, il dégage les premiers éléments conceptuels de la théorie de la démocratie populaire :

« La démocratie populaire n'est pas le résultat d'un soulèvement armé qui pourrait prendre le pouvoir par la violence ; elle n'est pas née comme le pouvoir des Soviets en octobre 1917 en Russie, mais elle est le fruit de la victoire de l'Union soviétique sur les forces armées du fascisme allemand ».

C'est ainsi que, d'emblée, on gomme le rôle primordial des forces révolutionnaires internes dans la formation du nouveau régime. Tout en soulignant qu'il s'agit d'une « forme particulière » de pouvoir révolutionnaire, Bierut essaya de dégarer la conjonction entre l'Armée rouge et les masses populaires et marche victorieuse de l'Armée rouge. Mais cette conjonction est conçue comme un processus successif et non simultané, le rôle primordial revenant à l'Armée rouge. Grâce à celle-ci, cette forme de pouvoir révolutionnaire peut se développer sans secousses, sans guerre civile, sans un large recours à la violence. L'Armée rouge n'a pas seulement apporté la libération, mais, par sa présence, le danger d'une guerre civile fut écarté, les forces internes contre-révolutionnaires furent neutralisées. La présence de l'Armée rouge empêcha aussi l'intervention étrangère, en donnant « la garantie que les puissances impérialistes ne pourraient décider du sort d'un pays donné contre les intérêts populaires ».

des deux derniers points, un pays ne peut pas être considéré comme la démocratie populaire. Un Etat où la classe ouvrière a le rôle dirigeant, et où la lutte de classes est intense, est régué dans le camp adverse et glisse vers une démocratie bourgeoise, à moins qu'il ne collabore pas avec l'U.R.S.S. et s'il ne fait pas partie du camp démocratique.

Par le biais idéologique, on refusa donc au régime yougoslave une parenté avec les autres pays de l'Est. Toute définition des régimes de démocratie populaire est liée à la collaboration et à l'unité avec l'U.R.S.S. et, plus généralement, toute chance de réussite d'une expérience révolutionnaire en marche vers le socialisme est suspendue au même impératif.

Cependant, la distinction est faite entre le régime de l'U.R.S.S. et celui qui est en train de se structurer dans les pays du glacis. En effet, malgré l'abolition des partis nationaux et la sacralisation du « modèle unique », la démocratie populaire n'est pas identifiée au régime des Soviets. La différence tient justement à la portée historique de la révolution communiste, à l'expérience de l'U.R.S.S. qui devait d'une part faire faire à ces pays l'économie d'une révolution violente, avec toutes ses conséquences — contre-révolution, guerres civiles, intervention étrangère — et d'autre part leur permettre de garder pour un temps les vieilles institutions héritées des régimes précédents.

Les nouvelles bases théoriques sont ainsi à l'opposé de celles qui avaient été formulées par les idéologues soviétiques avant la rupture avec Tito, et dont on peut se demander si elles avaient un but tactique ou si elles représentaient, au moment de leur formulation, le point de vue authentique.

Universiteit van Amsterdam

Faculté des Sciences Politiques
vacance de la chaire de

professeur en relations internationales

Les candidat(e)s à ce poste devront posséder une solide formation générale en relations internationales ; avoir l'expérience de la recherche théorique et empirique, concrétisée par la publication d'ouvrages consacrés à cette discipline ; posséder enfin des capacités didactiques.

Il/elle devra pouvoir travailler en équipe, dans le contexte du programme d'enseignement et de recherche de la faculté des sciences politiques, sous-direction des relations internationales, ceci dans le cadre général de gestion démocratique établi par la loi de 1970 sur les Réformes administratives universitaires.

Le/la candidat(e) devra avoir la volonté d'apprendre la langue Néerlandaise.

Les candidat(e)s à ce poste, ainsi que les personnes qui voudraient indiquer les noms de candidat(e)s possibles, sont priés de s'adresser au professeur W. Duk, c/o Bureau FSW-A, Herengracht 526, Amsterdam, Pays-Bas (tél. 020.525.2106), auprès duquel il sera également possible d'obtenir des informations complémentaires.

Les candidat(e)s éventuels sont priés de joindre à leur lettre de candidature un curriculum vitae assez détaillé, ainsi qu'une liste des ouvrages et articles publiés.

* Centre d'études des relations internationales, Fondation nationale des sciences politiques.

مكة أم النعمان

EN SUÈDE

Du sort de Walvis-Bay à l'exploitation des richesses minérales

Les enjeux économiques de l'indépendance

EN Namibie, le phénomène du sous-développement ne diffère pas fondamentalement de celui que l'on retrouve partout ailleurs en Afrique australe. Mais l'avenir économique de ce pays est encore plus hypothétique puisqu'il se trouve enclavé de facto à la République sud-africaine. Rien n'illustre mieux cet état de dépendance et la difficulté de résoudre la question namibienne face aux intérêts étrangers que la situation de Walvis-Bay.

Unique port en eau profonde dont dispose le pays, Walvis-Bay est le centre d'une florissante industrie de la pêche (avec conserves et usines de transformation). Mais c'est aussi la deuxième ville de la Namibie et son principal centre de commerce d'importation et d'exportation (1). Bien que Walvis-Bay soit, comme le reste du territoire du Sud-Ouest africain, administré illégalement par l'Afrique du Sud, le régime Vorster la revendique comme partie intégrante de l'Afrique du Sud (2).

L'industrie de la pêche est aux mains de six sociétés sud-africaines. Ses ventes représentent 75 millions de dollars par an : combinée avec celle de l'Afrique du Sud, elle arrive au sixième rang dans la zone. Cependant, ce n'est que le second des « trois piliers » de l'économie, le premier étant les mines. L'agriculture vient en troisième place : il s'agit d'élevage à 98 %, de l'élevage du bétail et des moutons karakul (astrakhan) (une valeur de 70 millions de dollars par an), principalement localisés dans le plateau central du hantveld (où se trouve la « zone de police ») et que pratiquent des fermiers afrikaners et allemands.

Walvis-Bay est une artère vitale pour l'important secteur minier (diamant, uranium, cuivre, plomb, zinc, étain, tungstène, vanadium et lithium — sans parler des réserves qui ont pu être faites à la présence de gisements « précieuses » de gaz et de pétrole) (3). L'équipement du port témoigne de l'afflux des capitaux et de la haute technologie qui s'investissent dans les affaires commerciales et l'infrastructure : réservoirs pétroliers, grues électriques perfectionnées pour le chargement, installations spéciales pour traiter le cuivre, le plomb et le zinc fournis par la société australienne Tsumeb Corporation, qui est le principal producteur de métaux de base en Namibie.

Une solution envisagée par Pretoria consistait à faire de Walvis-Bay un « port libre » comme Hongkong et à construire des voies de chemin de fer débouchant dans des pays sans littoral tels que la Zambie et la Zimbabwé (Rhodésie). Ce qui expliquerait l'importance de l'industrie d'exportation des produits primaires de la région et de jeter les bases d'une « plate-forme d'exportation » qui attirerait les investissements des industries multinationales dans les industries

manufacturières, au détriment du développement de l'industrie nationale namibienne. Actuellement, deux routes et une voie de chemin de fer relient le port à la capitale, Windhoek. Privée de Walvis-Bay, la Namibie indépendante serait dans l'impossibilité de remodeler son économie selon un projet de développement autocentré. L'Organisation du peuple du Sud-Ouest africain (SWAPO) a insisté avec vigueur sur le fait que Walvis-Bay fait « partie intégrante de la Namibie ». Et même aux « négociations constitutionnelles » de Turnhalle, il s'est trouvé des chefs tribaux pour dire que le port devait appartenir à la Namibie. L'un des arguments utilisés par M. Henry Kissinger pour inciter M. Vorster à accepter une conférence de Genève sur l'indépendance de la Namibie aurait été la promesse de la garantie d'une présence américaine à Walvis-Bay au cas où l'Afrique du Sud laisserait le port aux Namibiens (4).

Revendiqué par l'Afrique du Sud, Walvis-Bay pose un problème juridique spécifique dans l'ensemble des questions que soulève le transfert du pouvoir à un gouvernement namibien indépendant. Mais, pour ce qui concerne l'exploitation des ressources namibiennes, il n'est qu'une illustration typique du phénomène de développement du sous-développement sous l'égide sud-africaine.

Une croissance orientée vers l'extérieur

PRÉSENT toutes les activités d'économie d'échange sont concentrées dans la « zone de police », au cœur du pays « blanc », entre les déserts de Namibie et de Kalahari, et entourée par dix régions de banlieues dont le schéma est calqué sur celui de l'Afrique du Sud. Exception faite des métaux de base produits dans les mines de Tsumeb au nord, près de l'Ovamboland, la majeure partie de l'économie d'échange et de l'infrastructure est concentrée dans la région méridionale du pays, où se regroupent la majeure partie des soixante-dix-neuf mille Blancs (des Blancs représentant 12 % de la population, dont le chiffre total n'atteint pas le million).

Les deux principales compagnies minières (en tout, quatre-vingt-huit sociétés étrangères sont implantées en Namibie) se partagent 90 % de la production minière totale : De Beers, la « Consolidated Diamond Mines (C.D.M.) » et Tsumeb Corporation. A lui seul, le secteur minier représente 60 % des exportations (5) (la pêche fournit 25 % du produit intérieur brut, l'agriculture 15 % environ). Depuis la seconde guerre mondiale, du fait de

l'expansion des économies industrielles et de leurs besoins en produits primaires, la Namibie a connu un taux de croissance spectaculaire. Le produit intérieur brut y est passé de 38 millions de rands en 1946 à 368 millions de rands en 1970. De 1960 à 1969, il s'est accru de 183 %, soit 11 % l'an. En 1965, les exportations représentaient 91 % du produit intérieur brut de la Namibie, ce qui était une proportion exceptionnellement élevée même parmi les pays africains producteurs de matières premières (où le taux ne dépassait généralement pas 50 %, sauf pour la Libye, la Zambie et le Zaïre).

Par ROBERT A. MANNING *

L'industrie de la pêche offre un exemple classique de croissance orientée vers l'extérieur. La crise (199 225 tonnes métriques en 1975, sous forme de pilchards principalement) pourrait être une importante source de protéines pour les Namibiens ; cependant, tout ce qui n'est pas mis en conserve pour l'exportation à destination de l'Afrique du Sud et de l'Europe est transformé en huile et en aliments pour le bétail.

Mais ce sont les richesses minérales de la Namibie qui sont d'une importance cruciale pour l'économie mondiale en général et pour l'Afrique du Sud en particulier. La Namibie est au premier rang des pays africains pour la production de plomb raffiné, au deuxième rang pour celle de cadmium et au troisième rang pour le zinc. Le World Mining la classe au dix-septième rang dans le monde pour la production minière. Mais il s'agit de richesses qui ne se renouvellent pas, actuellement utilisées au profit de l'étranger : on estime que les réserves connues de Tsumeb et que les mines de diamant situées près d'Oranjemund dans le Sud, seront épuisées dans vingt ans environ. Les mines de diamant d'Oranjemund, exploitées par la C.D.M., sont le premier centre de production de gemmes dans le monde.

De Beers, qui détient 90 % de la production mondiale de diamant et contrôle, par l'intermédiaire de son organisation centrale de ventes (C.S.O.), 85 % de toutes les ventes de diamant, tire un tiers de ses profits de sa filiale C.D.M. en Namibie. D'autre part, les revenus de l'industrie du diamant représentent environ un tiers de toutes les recettes que le gouvernement sud-africain se procure en Namibie. Les impôts payés en 1974 par la C.D.M. sur ses bénéfices ont rapporté à Pretoria quelque 50 millions de dollars (6).

La C.D.M. n'est pas la seule à tirer profit de la Namibie : le cadmium, le plomb, du zinc et du vanadium extraits en Namibie alimentent l'industrie sud-

africaine. Mais les statistiques sont aussi difficiles à obtenir dans ce secteur que dans tous les autres dominés par le régime Vorster. En 1969, Pretoria a officielisé par la loi sur les affaires du Sud-Ouest africain, l'intégration économique et administrative de la Namibie à l'Afrique du Sud. Depuis lors, il n'est plus publié de chiffres séparés.

Actuellement, les deux plus grands projets de développement sont la mine d'uranium de Rossing et la centrale hydro-électrique du Cunene : tous deux sont axés sur les objectifs économiques et politiques de l'Afrique du Sud.

La mine de Rossing, près de Swakopmund, est sous le contrôle d'intérêts fort divers, qui dominent la société britannique Rio Tinto Zinc (R.T.Z.) et des capitaux sud-africains. C'est le projet qui attire le plus de capitaux dans ce pays et, finalement, 250 millions de dollars y auront été investis : ce sera alors la plus grande exploitation minière d'essai ouverte en Afrique australe. Elle comprendra notamment une usine de traitement de l'uranium qui produira 1 000 tonnes d'oxyde d'uranium par an. La Namibie détient jusqu'à 10 % des réserves mondiales d'uranium. Pour l'industrie nucléaire britannique, elle sera la principale source d'uranium.

Quant au complexe sur le Cunene, dont la première phase doit être achevée en 1977, sa vocation est de fournir de l'eau et de l'électricité à bon marché pour l'expansion de l'industrie minière en Namibie et aussi en Angola (il comprend une série de barrages en Angola, dont le premier, à Calueque, alimentera la centrale de Ruacana en Namibie). Il est financé par le gouvernement sud-africain — qui prévoit aussi des centrales près de Windhoek, Walvis-Bay, Swakopmund et Tsumeb.

Sur le papier, il existe des plans pour assurer l'approvisionnement en eau des « hommes blancs ». Toutefois, les deux grands projets ignorent complètement les besoins de la grande masse des populations africaines. Par exemple, la moitié de l'Ovamboland au Nord (des Ovambos sont au nombre de quatre cent cinquante mille, soit 45 % à 50 % de la population totale du pays) n'a pas d'eau. Le Sankwaid en manque à 70 %, l'Ovavangoland à 90 % (7). Les pâturages ne couvrent que la moitié de la superficie de l'Ovamboland, où 50 % de la population se massent sur 7 % des terres, alors que, selon les experts agricoles, une unité de moins de 2 500 hectares n'est pas jugée suffisante pour que des Blancs puissent y adonner à l'élevage du bétail dans des conditions rentables.

Le système de contrat de travail est l'un des points de polarisation des conflits, comme l'a montré la grève générale qui immobilisa vingt mille travailleurs à Tsumeb en 1971-1972. A Tsumeb, le salaire annuel est fixé à 81,25 rands par mois, mais le salaire moyen des Africains employés dans le

secteur minier est de 30 rands (estimation) (8).

Les plans de la SWAPO

A longue échéance, des projets comme ceux du Cunene et de la mine de Rossing seraient d'une importance inestimable pour l'économie d'une Namibie indépendante, sous la direction de la SWAPO. Le premier pourrait favoriser la diversification du développement agricole et industriel, tandis que l'uranium pourrait assurer de fortes rentrées de devises.

Dans la nouvelle version de sa Constitution et de son programme politique (9), la SWAPO s'est engagée à « construire une société sans classes, libérée de l'exploitation et fondée sur les principes et les idéaux du socialisme scientifique ». Elle a préparé des projets de réformes agraires et de redistribution des terres du hantveld blanc. Elle a aussi déclaré que toutes les concessions minières devront être renégociées. L'Afrique du Sud contrôle entièrement l'infrastructure : services postaux, transports, routes, chemins de fer, etc., et la perspective d'avoir à transférer tous ces biens à un gouvernement de la SWAPO inquiète Pretoria. Qui plus est, la SWAPO a publié une déclaration en mai 1976 dans laquelle elle informait les sociétés étrangères que tous les titres de prospection minière attribués après 1966 (date à laquelle l'occupation de la Namibie par l'Afrique du Sud fut déclarée illégale) seraient passés sous le contrôle des sociétés étrangères multinationales craignant alors que la SWAPO, une fois au pouvoir, ne veuille suivre l'exemple du gouvernement Allende au Chili et ne demande des compensations pour les profits excessifs réalisés dans les mines et autres champs d'activité du temps de l'occupation sud-africaine.

- (1) Pour une analyse détaillée du rôle de Walvis-Bay, voir Africa, juillet 1976.
- (2) Cf., notamment, les déclarations de M. Vorster au New-York Times du 19 octobre 1976.
- (3) Cf. le Star de Johannesburg du 3 novembre 1972.
- (4) The Role of Foreign Firms in Namibia, Study Project on External Investment in South Africa and Namibia, Africa Publications Trust, Londres, 1974 ; c'est l'étude la plus importante qui ait été publiée jusqu'à ce jour sur la dynamique du sous-développement en Namibie.
- (5) Sur l'industrie du diamant et le monopole de De Beers, voir Africa, juin 1976.
- (6) Cf. le rapport C.D.M., publié par le gouvernement sud-africain en 1964.
- (7) The Role of Foreign Firms in Namibia.
- (8) Pour le texte intégral de la nouvelle version de la Constitution et du programme politique et économique de la SWAPO, voir : Focus on Namibia, I.S.M. News special edition, novembre 1976 (I.S.M., Information Center, P.O. Box 5555, Richmond, B.C., Canada V6Y 2A5).

Succès aux élections, irritation de Washington

Le « socialisme démocratique » de M. Manley à l'épreuve

LA JAMAÏQUE sera-t-elle un nouveau « point chaud » dans l'hémisphère sud-américain ? Cette île est en tout cas devenue, au même titre que Cuba, dans la région caribéenne, de quelque 150 kilomètres, l'un des sujets de préoccupation du gouvernement de Washington dans la région caribéenne. Les Jamaïcains se sont en effet prononcés, lors d'élections générales le 15 décembre dernier, en faveur de la poursuite de l'expérience de « socialisme démocratique » amorcée en 1974 par le gouvernement du premier ministre Michael Manley, et qui provoque à plusieurs reprises les foudres de Washington. Le P.N.P. (parti national populaire), au pouvoir depuis 1974, ne devait pas attendre moins de quarante-huit sièges à pourvoir contre onze au seul parti adverse, le J.L.P. (parti travailliste jamaïcain), partisan d'un retour au « capitalisme » face à l'« indépendance » que le gouvernement de M. Manley.

En affirmant que les mesures prises au cours des deux dernières années dans le but de construire une société « juste », basée sur « l'indépendance, l'égalité et la démocratie » (1) ne visaient à rien de moins qu'à établir un « second Cuba » dans la région des Caraïbes, le J.L.P. espérait recueillir les voix — supposées nombreuses — de tous ceux qu'une telle perspective effrayait. La bourgeoisie jamaïcaine n'avait d'ailleurs pas attendu les élections du 15 décembre pour transférer illégalement à l'étranger plus de 200 millions de dollars entre 1974 et 1976, ou tout simplement quitter le pays. Mais l'opposition a sous-estimé un certain nombre de facteurs qui furent déterminants lors de cette consultation. L'abaissement de la majorité électorale de vingt et un dix-huit ans permettait à plusieurs milliers de personnes de s'exprimer pour la première fois. Or, comme le faisait remarquer un journal de l'île, les jeunes Jamaïcains ne partageaient pas les craintes de leurs aînés à l'égard du régime de M. Fidel Castro et ne pouvaient donc pas se ranger sur arguments du chef de l'opposition, M. Edward Seaga.

Plus convaincant dans un pays où le taux de chômage est supérieur à 20 % et affecte surtout les jeunes, et où le chiffre de 860 dollars jamaïcains (2) de revenus par tête d'habitants recouvre d'importants disparités, aura été le programme du P.N.P. pour une « distribution équitable des richesses ». D'autant que le gouvernement Manley avait déjà fixé le salaire minimum à 20 dollars jamaïcains par semaine, décidé la gratuité de l'enseignement

secondaire, la mise en route de programmes spéciaux pour réduire le chômage et l'allocation de terres cultivables à plus de vingt mille agriculteurs.

La défense des richesses nationales

LES efforts du gouvernement de M. Manley pour réduire la dépendance de l'économie jamaïcaine par rapport aux six compagnies américaines et canadiennes qui exploitent la bauxite, première ressource de l'île, et son militantisme tiers-mondiste au sein de certaines instances internationales lui ont également valu une incontestable popularité auprès d'une large fraction de la population. L'adoption en 1974 d'une nouvelle législation en matière de taxes et de royalties a permis d'augmenter les revenus de la bauxite de 34 millions de dollars jamaïcains en 1975 à près de 200 millions de dollars en 1976. Le gouvernement de M. Manley a également porté à 51 % la participation de l'Etat au capital de trois des compagnies exploitatrices de bauxite (de programmes électoraux « nationalisés » du J.L.P. préconisait des mesures similaires). La Jamaïque a en outre joué un rôle déterminant dans la création de l'Association internationale des pays exportateurs de bauxite, dont le but est de réduire la dépendance des pays producteurs face aux Etats consommateurs. Convaincus que l'unité du tiers-monde est le meilleur moyen de faire aboutir ses revendications, la Jamaïque est également membre d'un certain nombre d'autres associations de producteurs de matières premières, dont celle qui groupe les pays en voie de développement exportateurs de sucre.

La Jamaïque fut aussi, avec l'un de ses partenaires de la Communauté économique des Caraïbes, la Guyane, l'un des plus ardens défenseurs de la cause des pays en voie de développement lors des négociations entre la C.E.E. et les A.C.P. (pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique) signataires de la convention de Lomé, entre 1973 et 1976. C'est en particulier sous leur impulsion que fut abandonné le principe de la « réciprocité » (des avantages économiques entre les Etats industrialisés et le tiers-monde).

Plus encore, peut-être, qu'à la popularité de ses positions sur certains problèmes internationaux ou à sa politique sociale, le P.N.P. doit sa victoire à l'efficacité des mesures prises par le gouvernement de M. Manley pour venir

à bout de la violence qui affectait la vie de l'île depuis quelques mois. Certes, la délinquance et la criminalité ont toujours existé dans cette île tropicale à la Jamaïque, mais, au cours de l'année 1976 — tout au moins jusqu'au mois de juin — elles avaient envahissé une véritable escalade. Le tournant se produisit à l'été, lorsque la proclamation de l'état d'urgence le 19 juin dernier visait à remédier à cette situation. Stigmatisée par le J.L.P. qui n'y voyait qu'un moyen pour le gouvernement de le mettre en position

Par MARIE-CLAUDE CELESTE

défavorable à la veille des élections, cette initiative a toutefois permis de faire baisser de moitié le taux de criminalité dans l'île.

Mais ce sont les mesures économiques du gouvernement de M. Manley qui constituent la principale cible du J.L.P. durant la campagne électorale. La crise économique des années 1974 et 1975 a, en effet, sérieusement affecté l'île, du fait notamment de la diminution de la demande de bauxite. Le tourisme a marqué un recul de 8 % au cours des six premiers mois de 1976. Quant aux exportations de sucre, la chute des cours de ce produit aurait pour la Jamaïque représenté une perte de l'ordre de 6 millions de dollars en 1976. La convention de Lomé constitue bien une certaine garantie pour le sucre jamaïcain, mais l'île ne boucle sur le marché de la C.E.E. que la moitié environ du volume de ses exportations. Au total, les revenus de la bauxite, du sucre et du tourisme ont enregistré entre août 1975 et décembre 1976 une baisse de 185 millions de dollars.

Dans ces conditions, le gouvernement s'efforce en particulier d'atténuer la diminution des réserves de devises (pour le seul mois d'avril 1976, la Jamaïque enregistrait dans ce domaine un déficit de 12 millions de dollars) et de juguler une inflation de l'ordre de 60 % par an. En mars 1976, toute importation de véhicules fut interdite pour le reste de l'année, et celle d'un certain nombre de produits de consommation de luxe sévèrement réglementée. Dans le même temps intervenait une augmentation de l'impôt sur les revenus les plus importants, un gel des prix ainsi que des salaires les plus élevés. Au juillet 1976, le plafond fixé aux importations (en valeur) était ramené de 946 à 820 millions de dollars jamaïcains. Ces initiatives devaient déclencher une levée de boucliers parmi

les couches les plus favorisées. Malgré la préférence avouée de M. Manley pour l'économie mixte, « plus appropriée » (3) aux réalités du pays, que la nationalisation intégrale, ou pour la « démarche démocratique » plutôt que pour le système du parti unique, M. Manley n'y vit que des mesures visant à instaurer à la Jamaïque un régime « communiste, d'inspiration cubaine ». Car Cuba était bien au centre du débat.

Une politique d'ouverture au tiers-monde

A LA suite d'une visite du premier ministre jamaïcain à Cuba en 1975, les relations entre les deux pays s'étaient en effet développées. Cuba fournit à la Jamaïque une aide technique en matière de construction de logements et de logements. Le J.L.P. en fit, avec les problèmes économiques de l'île, le thème central de sa campagne électorale. A Washington, les prises de position du gouvernement de M. Manley — tout comme celles du premier ministre de la Guyane, M. Forbes Burnham — en faveur de l'aide cubaine au M.P.L.A. en Angola provoquèrent une irritation particulière. M. Dudley Thompson, ministre jamaïcain des affaires étrangères, déclarait au cours d'une réunion de l'Organisation des Etats américains à Santiago-du-Chili, en juin dernier : « La présence des troupes cubaines en Angola n'a pas été une intervention, mais un fait, et nous ne considérons l'interventionnisme. L'ennemi, là-bas, c'est l'Afrique du Sud, qui maintient par son racisme la répression division de l'oppression ».

Pour le gouvernement jamaïcain, les désordres dont l'île a été le théâtre l'année dernière ne seraient pas sans lien avec le mécontentement suscité par de tels propos et, d'une façon générale, par le rapprochement avec Cuba.

M. Manley a, en effet, accusé des « éléments extérieurs » d'ingérence dans les affaires du pays, dans le but de « déstabiliser » l'économie de l'île. Le premier ministre de la Barbade, (évincé par les élections législatives de septembre 1976), M. Errol Barrow, fut plus explicite, attribuant formellement à l'Etat-Uni la responsabilité de tentatives de sabotage de l'économie de la Jamaïque, de la République coopérative de Guyane, ainsi que de son pays. Washington aurait reçu un message de protestation au nom de la Communauté économique des Caraïbes et le Dr Eric Williams, premier ministre de Trinitad, n'avait dessiné une telle initiative. Certains membres du parti pro-occidental au pouvoir dans cette île n'en qualifièrent pas moins d'« imperdonnable insulte au pays » l'appel lancé par l'ambassadeur des Etats-Unis à Port-of-Spain, M. Albert Fay — au soutien à la politique américaine face « à tous autres adversaires cubains » aux Caraïbes ou ailleurs. Quelques mois avant les élections qui devaient reconduire le Dr Williams dans ses fonctions en septembre, cette affaire ne pouvait manquer de mettre dans l'embarras le gouvernement de Port-of-Spain.

En tout état de cause, M. Manley estime que le rapprochement avec Cuba ne représente qu'un aspect de sa politique d'ouverture vers le reste du tiers-monde. Les liens de la Jamaïque avec un certain nombre d'autres pays en voie de développement se sont en effet considérablement renforcés, notamment avec quelques pays latino-américains, dont le Venezuela et le Mexique. La Jamaïque a entrepris avec chacun de ces deux pays plusieurs projets économiques communs, dont la construction de fondries d'aluminium. Le gouvernement de M. Manley a également noué des relations d'amitié avec plusieurs pays africains, dont la Tanzanie. Pour le premier ministre, une telle politique relève de la logique car la perpétuation de liens traditionnels exclusifs avec les Etats-Unis, le Canada et la Grande-Bretagne serait, à long terme, préjudiciable aux intérêts du pays. Le gouvernement de Kingston entend bien d'ailleurs conserver ses relations avec le monde anglo-saxon, dont les techniciens présents à la Jamaïque sont nettement plus nombreux que ceux de Cuba.

- (1) The Politics of Change, 1976, Michael Manley.
- (2) 1 dollar jamaïcain = 1,01 dollar américain.
- (3) Michael Manley, op. cit.

LE P.C.I. ET LA CRISE ÉCONOMIQUE

Les pièges du « compromis historique »

(Suite de la première page.)

Dans chacune de ces trois occasions, la démocratie chrétienne et la droite conservatrice ont cherché l'affrontement avec le P.C.I. et la gauche. Le P.C.I. en est sorti avec un grand succès et la gauche a atteint près de 47 % des voix. Après un premier désastre, la démocratie chrétienne s'est ressaisie : faisant le vide autour d'elle, elle est arrivée le 15 juin à plus de 38 % des suffrages. Mais l'objectif de la rencontre décisive qui devait déplacer le pays vers la droite a été manqué. C'est la D.C. elle-même qui a glissé à droite : elle devient toujours moins populaire, toujours plus représentative des intérêts — inextinguibles en Italie — du patronat industriel conservateur et des très larges couches parasitaires de la bourgeoisie d'État.

Bien que le P.C.I. continue de décorner au parti catholique des brevets qui l'autorisent comme une « force populaire », la démocratie chrétienne devient toujours plus concrètement

conservatrice. Deux faits semblent le prouver de façon évidente :

1) Le Mouvement social italien (M.S.I.), parti de droite fasciste qui avait enregistré d'importantes succès aux élections de 1972, vient de se scinder après une longue crise : en effet, il n'y a plus un grand espace politique à la droite de la D.C. ;

2) C'est au contraire à l'intérieur de la D.C. que sont en train de se manifester les phénomènes de droite les plus significatifs. Ainsi, le jeune député Massimo De Carolis (très largement élu avec 150 000 suffrages préférentiels), l'un des leaders de la « majorité silencieuse » qui, pendant les dures années de la violence milanaise, défilait dans les rues, cédait d'une écharpe tricolore, est peut-être un personnage ridicule et grotesque, même si certains dirigeants de la « majorité silencieuse » ont par la suite été impliqués dans la préparation des « meurtres d'État » ; mais, en compagnie d'autres jeunes loups de la D.C., il s'est mis à la tête de la campagne revancharde contre le P.C.I.

et contre les travailleurs, à l'intérieur du parti démocrate-chrétien.

Un autre signe de cette évolution est fourni par M. Umberto Agnelli, qui avec son frère Gianni, président de la Fiat, est porteur d'une stratégie plus moderne et plus raffinée de la droite, sous une forme technocratique européenne : cette stratégie se fonde sur les analyses de la « Commission tripartite » et vise à l'absorption des communistes dans l'océan de la supranationalité européenne tout en cherchant à reprendre en main la situation par une gestion technocratique au niveau supérieur de la société. Les réunions politiques du sénateur Agnelli remplissent de grands hôtels et des salles immenses, et son pouvoir commence déjà à préoccuper les barons du démocrate chrétien. Mais M. Agnelli a expliqué dans une récente interview à l'« Europe » que la « révolution silencieuse » qui changera de fond en comble les données politiques du continent et qu'il convient de profiter des bonnes dispositions du P.C.I. dans ce domaine décisif.

ainsi l'écrasement de la monnaie nationale.

A-t-on amorcé l'effort de renouvellement du dispositif de production, sans lequel il n'y a pas d'avenir possible pour l'économie italienne ? A-t-on obtenu des garanties sur la gestion des prélèvements supplémentaires, ou bien ceux-ci ne vont-ils pas, comme d'habitude, aller boucher les trous des gestions parasitaires, publiques et privées ?

M. Berlinguer lui-même déclarait au cours d'une récente interview : « Nous ne réussissons pas à faire ressortir la liaison politique et de principe qui doit exister entre austerité et renouvellement ».

Ce qui, en revanche, s'étale aux yeux de tous, c'est l'absence de réformes contre le niveau des salaires ouvriers et contre les conquêtes des syndicats dans les usines.

L'ex-gouverneur de la Banque d'Italie, M. Guido Carli, qui est passé avec quelque désinvolture au service de la Fiat tout d'abord puis, à l'heure actuelle, à la direction de la Confédération du patronat, a présenté aux syndicats une série d'exigences qui constitue une véritable invite à une reddition sans conditions.

L'accusé numéro un de tous les maux du pays est devenu le « coût du travail ».

Or il est vrai que le coût du travail est élevé en Italie, mais depuis quand, et pour qui ?

Avant tout, la population active est descendue au-dessous de 35 % de la population globale. De plus, sept cent mille personnes qui appartiennent à la bourgeoisie financière et spéculatrice et à la bourgeoisie bureaucratique parasitaire reçoivent une tranche du revenu national qui est, en gros, égale à celle distribuée aux ouvriers de l'industrie, pourtant douze fois plus nombreux. Le potentiel inflationniste des deux masses de revenus est à peu près égal, de même que leur incidence sur les coûts du travail : pourquoi pourrions-nous nous inquiéter ?

La crise économique atteindra bientôt des niveaux tels qu'ils provoqueront des réactions graves et incontrôlables dans les classes les plus durement touchées. Mais, dans ce cas, c'est la démocratie italienne elle-même qui serait en danger.

installée. M. Bruno Trentin, le véritable risque n'est pas celui d'une explosion de la classe ouvrière (les exploiteurs sous-employés du Sud peuvent être plus redoutables). Le danger est la déception, le désespoir, qui pourraient briser ce qui a constitué le seul barrage démocratique contre la volonté de renverser des institutions passablement fragiles.

Les bombes ont recommencé à ruer à la fin de 1976. Il y a des gens qui misent sur la lassitude et sur la désillusion d'une classe ouvrière qui, en quelques jours, a vu remettre en jeu ce qui lui a coûté des années de luttres très dures, qui commencent à assister à des phénomènes de corruption, encore limités, jusque parmi certains représentants communistes dans les administrations locales, qui se sentent un peu abandonnés, un peu trompés. Cela ne veut pas dire que la classe ouvrière abandonnera le P.C. : de récentes élections partielles montrent au contraire que le parti communiste poursuit son avancée électorale. Comment pourrait-il en être autrement alors que, sur sa gauche, l'espace politique est très limité ?

A quel bon avoir remporté les batailles si les généraux vous font ensuite perdre la guerre ? On bien la motivation profonde du « compromis historique » doit-elle être recherchée dans un profond pessimisme des dirigeants du P.C.I. sur la volonté réelle de réformes, sinon de révolution, de la classe ouvrière italienne ?

L'un des principaux leaders communistes, M. Armando Cossutta, a affirmé au cours de la dernière réunion du comité central du parti qu'il faut désormais s'attendre à un dur affrontement politique dans le pays. Il est malheureusement clair depuis un bon moment qu'il faut effectivement s'y attendre. Jusqu'ici, les communistes ont essayé, de façon assurément louable, de limiter et d'en élargir les conséquences à un pays déjà éprouvé. Mais ce qui est inévitable, la classe ouvrière après avoir contribué à l'affaiblir et à la désarmer politiquement et moralement, dans ce cas, c'est la démocratie italienne elle-même qui serait en danger.

FERDINANDO SCIANNÀ.

« Diluer » les communistes dans une Europe intégrée

Dans une interview accordée à France-Soir le 10 juillet 1976, M. Gianni Agnelli, président du groupe Fiat, déclarait notamment :

« Dans une Europe intégrée, le problème posé par une forte présence communiste en Italie et en France serait, pour une large part, diluée. Les communistes auraient ainsi le temps nécessaire pour aller jusqu'au bout de leur évolution démocratique (s'ils en sont capables) et nous aurions le temps de vérifier la sincérité du respect qu'ils portent au pluralisme, non seulement politique mais aussi économique, et aux liens qui nous unissent en Occident et auxquels nous ne voulons pas renoncer. »

L'absence de contreparties

TEL est le visage actuel de la D.C. Du reste, avant même la campagne électorale, elle avait refusé la proposition communiste et socialiste d'un gouvernement unitaire de salut public pour affronter les problèmes économiques les plus graves, et elle a continué la refuser ensuite. Sa seule concession a été d'accepter — et avec quelles précautions et quelle condescendance ! — l'important appui du P.C.I. à un gouvernement qui se préparait à donner un terrible coup de barre contre les conquêtes sociales et le niveau de vie des travailleurs.

La décision d'abstention avait été accompagnée, au P.C.I., de solennelles déclarations de « responsabilité nationale » à l'égard de la crise, d'une évidente satisfaction pour l'abandon du préalable anticommuniste, et de l'engagement de faire peser la force du parti et du mouvement démocratique de façon à entreprendre enfin les réformes d'une urgence extrême, sans lesquelles toute mesure de lutte contre la crise ne serait qu'un panse-

ment chaud pour soigner une maladie qui renaitrait, plus violente que jamais, des mêmes foyers.

Les dirigeants furent expédiés à travers tout le pays afin d'expliquer à une base perplexe, au cours de milliers d'assemblées, qu'il s'agissait d'un premier et important pas en avant et que les sacrifices seraient accompagnés de contreparties substantielles. Il faut qu'il y ait des contreparties, avertissait le président du parti, M. Luigi Longo, le 28 septembre : le P.C.I. est et doit rester un parti de gouvernement et un parti d'opposition.

Six mois ont passé depuis la formation du gouvernement Andreotti : ces contreparties ont-elles jamais existé ? A-t-on mis en marche un dispositif véritablement efficace pour repêcher et frapper les grands fraudeurs flaqueux cependant qu'on attaquait les salaires et le niveau de vie des travailleurs ? On a plutôt décidé de passer largement à l'attaque au profit de ceux qui ont exporté, de façon illégale, d'énormes quantités de devises, provoquant

Dans les revues...

En Quatre ans après le premier, POLITIQUE AUTOUR D'UNE CRUE, un nouveau dossier sur l'Italie, à l'heure du « compromis historique ». Ce dossier se donne à tâche d'être « double » pour aller à la recherche dans cette « Italie déviante ». Dossier exclusivement politique (la crise économique et financière n'est évoquée qu'indirectement ou par contrepoint) : communistes, socialistes, syndicalistes... Comme toujours, les photographies sont originales et en disent plus qu'un long discours. Ajout de cette charmante vignette, potage levé et croûte (de Malte) au cou. (N° 4, septembre-octobre, bimestriel, 17 F. - 14-18, rue des Petits-Hôtels, Paris-10.)

Les LETTRES NOUVELLES (dont les jours sont maintenant comptés, l'éditeur renouant à cette excellente revue fondée et dirigée par Maurice Nadeau) publient un numéro spécial triple consacré aux écrits italiens actuels. C'est non seulement une anthologie, mais tout un tableau de littérature et de société. (N° 6, décembre, mensuel, ce n° : 36 F. - Ed. Denoël, Paris.)

Les ETUDES publient un témoignage de première main sur le Portugal : il émane de M. de L. Pires, ambassadeur de son pays près de l'UNESCO, et qui fut ministre dans les gouvernements provisoires. De la difficulté de faire une révolution : ou de tout ce qui, de l'intérieur ou des idéologies, vient briser ou sapier d'abord sans clamer d'un peuple. (Décembre, mensuel, 13 F. - 12, rue Monseigneur, Paris-7.)

Dans L'EUROPE EN FORMATION, Laurence Talbot considère la fin d'un long isolement et le retour du Portugal à l'Europe, à travers une étude du « profil économique » de ce pays et de ses relations avec la C.E.E. (N° 288-291, novembre-décembre 1976, mensuel, 5 F. - 6, rue de Trévise, Paris-9.)

Dans la REVUE FRANÇAISE DE SCIENCE POLITIQUE, Marie-France Tollet publie une étude très poussée sur le système électoral aux Etats-Unis.

(N° 4, octobre, trimestriel, 29 F. - 27, rue Saint-Germain, Paris.)

La CULTURE FRANÇAISE marque à son tour le bicentenaire en consacrant un dossier aux relations culturelles de la France et des Etats-Unis : histoire depuis les origines et, pour aujourd'hui, politique d'aujourd'hui et de demain, et engagement du français, etc. (Automne 1976, trimestriel, 10 F. - 96, Bd Raspail, Paris-7.)

La revue PROJET s'interroge, quant à elle, sur le « futur américain », avec notamment une étude de Louis Jean Pin : « Où est passée la gauche ? » Marie-France Tollet tente de ramener à ses justes proportions — souvent déformées à dessin — le phénomène de la criminalité dans ce pays. (N° 110, décembre, mensuel, 10 F. - 14, rue d'Assas, 75006 Paris.)

La livraison de septembre 1976 de THE BLACK SCHOOL aide la communauté noire américaine à prendre conscience de ses liens avec l'Afrique. Héritage culturel : John Henrik Clarke rappelle le rôle de la culture africaine lors des révoltes d'esclaves dans le Nouveau Monde. Communauté d'intérêts politiques aussi, à l'occasion du combat des victimes de l'apartheid en Afrique du Sud : Jean Dumu dresse le bilan de la coopération militaire entre les pays de l'OTAN (notamment les Etats-Unis) et l'Afrique du Sud. (Vol. 2, n° 1, septembre, mensuel, 1,50 dollar. P.O. Box 863, Savannah, CA 90495.)

Sous le titre « Le Corps du pauvre », SOCIOLOGIE DU TRAVAIL traite de la santé des travailleurs, de la « filière des soins », de la psychiatrie aux Etats-Unis, « le lieu du pauvre et des minorités raciales », de l'écologie, de l'habitat. (Novembre-décembre, trimestriel, 23 F. - Ed. du Seuil, Paris.)

La QUESTION DE... a pris l'initiative d'une enquête sur la situation dans les pays de l'Est. (N° 15, bimestriel, 10 F. - Retz, 114 Champs-Élysées, Paris-8.)

Le SROPE consacre une large place, dans son dossier « L'Europe », à l'analyse de la « crise grave », dont l'Europe et le nouveau Potemkine est un symptôme. Les dirigeants du SROPE ont été les multinationales. P. Turot, député européen, chiffre, donne des précisions sur pourcentage sur l'axe du S.R.S.S. au tiers-monde : elle représenterait 23 % de l'aide mondiale et 7,2 % de l'aide occidentale. D'autre part, reproduit de la REVUE POLITIQUE INTERNATIONALE, publication yougoslave, un texte de Bernard Stier, vice-président du conseil d'administration de l'Organisation pour le « nouvel ordre économique international ». (N° 381, novembre, mensuel, 10 F. - 12, rue du 4-Septembre, Paris-7.)

Dans la revue d'esthétique LIRE, enfin un essai lucide sur Soljenitsyne et l'accusé fait à ses idées en Occident : l'auteur, Daniel Singer, s'efforce de dissiper la confusion idéologique dans laquelle s'empêtre la pensée de gauche à ce sujet. (N° 1, 1976, 4 numéros par an, 16 F. - Union générale d'éditions, 10/18, 8 rue Garancière, Paris-6.)

Le SROPE consacre une large place, dans son dossier « L'Europe », à l'analyse de la « crise grave », dont l'Europe et le nouveau Potemkine est un symptôme. Les dirigeants du SROPE ont été les multinationales. P. Turot, député européen, chiffre, donne des précisions sur pourcentage sur l'axe du S.R.S.S. au tiers-monde : elle représenterait 23 % de l'aide mondiale et 7,2 % de l'aide occidentale. D'autre part, reproduit de la REVUE POLITIQUE INTERNATIONALE, publication yougoslave, un texte de Bernard Stier, vice-président du conseil d'administration de l'Organisation pour le « nouvel ordre économique international ». (N° 381, novembre, mensuel, 10 F. - 12, rue du 4-Septembre, Paris-7.)

Le SROPE consacre une large place, dans son dossier « L'Europe », à l'analyse de la « crise grave », dont l'Europe et le nouveau Potemkine est un symptôme. Les dirigeants du SROPE ont été les multinationales. P. Turot, député européen, chiffre, donne des précisions sur pourcentage sur l'axe du S.R.S.S. au tiers-monde : elle représenterait 23 % de l'aide mondiale et 7,2 % de l'aide occidentale. D'autre part, reproduit de la REVUE POLITIQUE INTERNATIONALE, publication yougoslave, un texte de Bernard Stier, vice-président du conseil d'administration de l'Organisation pour le « nouvel ordre économique international ». (N° 381, novembre, mensuel, 10 F. - 12, rue du 4-Septembre, Paris-7.)

Le SROPE consacre une large place, dans son dossier « L'Europe », à l'analyse de la « crise grave », dont l'Europe et le nouveau Potemkine est un symptôme. Les dirigeants du SROPE ont été les multinationales. P. Turot, député européen, chiffre, donne des précisions sur pourcentage sur l'axe du S.R.S.S. au tiers-monde : elle représenterait 23 % de l'aide mondiale et 7,2 % de l'aide occidentale. D'autre part, reproduit de la REVUE POLITIQUE INTERNATIONALE, publication yougoslave, un texte de Bernard Stier, vice-président du conseil d'administration de l'Organisation pour le « nouvel ordre économique international ». (N° 381, novembre, mensuel, 10 F. - 12, rue du 4-Septembre, Paris-7.)

Le SROPE consacre une large place, dans son dossier « L'Europe », à l'analyse de la « crise grave », dont l'Europe et le nouveau Potemkine est un symptôme. Les dirigeants du SROPE ont été les multinationales. P. Turot, député européen, chiffre, donne des précisions sur pourcentage sur l'axe du S.R.S.S. au tiers-monde : elle représenterait 23 % de l'aide mondiale et 7,2 % de l'aide occidentale. D'autre part, reproduit de la REVUE POLITIQUE INTERNATIONALE, publication yougoslave, un texte de Bernard Stier, vice-président du conseil d'administration de l'Organisation pour le « nouvel ordre économique international ». (N° 381, novembre, mensuel, 10 F. - 12, rue du 4-Septembre, Paris-7.)

Le SROPE consacre une large place, dans son dossier « L'Europe », à l'analyse de la « crise grave », dont l'Europe et le nouveau Potemkine est un symptôme. Les dirigeants du SROPE ont été les multinationales. P. Turot, député européen, chiffre, donne des précisions sur pourcentage sur l'axe du S.R.S.S. au tiers-monde : elle représenterait 23 % de l'aide mondiale et 7,2 % de l'aide occidentale. D'autre part, reproduit de la REVUE POLITIQUE INTERNATIONALE, publication yougoslave, un texte de Bernard Stier, vice-président du conseil d'administration de l'Organisation pour le « nouvel ordre économique international ». (N° 381, novembre, mensuel, 10 F. - 12, rue du 4-Septembre, Paris-7.)

Le SROPE consacre une large place, dans son dossier « L'Europe », à l'analyse de la « crise grave », dont l'Europe et le nouveau Potemkine est un symptôme. Les dirigeants du SROPE ont été les multinationales. P. Turot, député européen, chiffre, donne des précisions sur pourcentage sur l'axe du S.R.S.S. au tiers-monde : elle représenterait 23 % de l'aide mondiale et 7,2 % de l'aide occidentale. D'autre part, reproduit de la REVUE POLITIQUE INTERNATIONALE, publication yougoslave, un texte de Bernard Stier, vice-président du conseil d'administration de l'Organisation pour le « nouvel ordre économique international ». (N° 381, novembre, mensuel, 10 F. - 12, rue du 4-Septembre, Paris-7.)

Le SROPE consacre une large place, dans son dossier « L'Europe », à l'analyse de la « crise grave », dont l'Europe et le nouveau Potemkine est un symptôme. Les dirigeants du SROPE ont été les multinationales. P. Turot, député européen, chiffre, donne des précisions sur pourcentage sur l'axe du S.R.S.S. au tiers-monde : elle représenterait 23 % de l'aide mondiale et 7,2 % de l'aide occidentale. D'autre part, reproduit de la REVUE POLITIQUE INTERNATIONALE, publication yougoslave, un texte de Bernard Stier, vice-président du conseil d'administration de l'Organisation pour le « nouvel ordre économique international ». (N° 381, novembre, mensuel, 10 F. - 12, rue du 4-Septembre, Paris-7.)

Le SROPE consacre une large place, dans son dossier « L'Europe », à l'analyse de la « crise grave », dont l'Europe et le nouveau Potemkine est un symptôme. Les dirigeants du SROPE ont été les multinationales. P. Turot, député européen, chiffre, donne des précisions sur pourcentage sur l'axe du S.R.S.S. au tiers-monde : elle représenterait 23 % de l'aide mondiale et 7,2 % de l'aide occidentale. D'autre part, reproduit de la REVUE POLITIQUE INTERNATIONALE, publication yougoslave, un texte de Bernard Stier, vice-président du conseil d'administration de l'Organisation pour le « nouvel ordre économique international ». (N° 381, novembre, mensuel, 10 F. - 12, rue du 4-Septembre, Paris-7.)

Le SROPE consacre une large place, dans son dossier « L'Europe », à l'analyse de la « crise grave », dont l'Europe et le nouveau Potemkine est un symptôme. Les dirigeants du SROPE ont été les multinationales. P. Turot, député européen, chiffre, donne des précisions sur pourcentage sur l'axe du S.R.S.S. au tiers-monde : elle représenterait 23 % de l'aide mondiale et 7,2 % de l'aide occidentale. D'autre part, reproduit de la REVUE POLITIQUE INTERNATIONALE, publication yougoslave, un texte de Bernard Stier, vice-président du conseil d'administration de l'Organisation pour le « nouvel ordre économique international ». (N° 381, novembre, mensuel, 10 F. - 12, rue du 4-Septembre, Paris-7.)

Le SROPE consacre une large place, dans son dossier « L'Europe », à l'analyse de la « crise grave », dont l'Europe et le nouveau Potemkine est un symptôme. Les dirigeants du SROPE ont été les multinationales. P. Turot, député européen, chiffre, donne des précisions sur pourcentage sur l'axe du S.R.S.S. au tiers-monde : elle représenterait 23 % de l'aide mondiale et 7,2 % de l'aide occidentale. D'autre part, reproduit de la REVUE POLITIQUE INTERNATIONALE, publication yougoslave, un texte de Bernard Stier, vice-président du conseil d'administration de l'Organisation pour le « nouvel ordre économique international ». (N° 381, novembre, mensuel, 10 F. - 12, rue du 4-Septembre, Paris-7.)

(N° 4, décembre, trimestriel, abonnement annuel : 30 F. - F.M.I., Washington D.C. 20531.)

Le dernier cahier d'ETHIOPIQUE est presque exclusivement culturel : un dossier sur le « conte nègre » (africain et américain) ; et bien d'autres études, réflexions et notes de critique et d'analyse. Les seuls acceptés, pour le moment socio-politiques : la classe bourgeoise au Sénégal. (N° 3, trimestriel, 28 F. - 10, rue Talier, B.P. 28, Dakar.)

Les Femmes, dans le tiers-monde, sont les principales victimes de la faim et du sous-développement. LES CARIÈRES DE L'ENFANCE rappellent aussi qu'elles supportent la plus lourde part du travail et envoient les enfants à l'école, en attendant qu'ils soient capables de faire face à la modernisation des technologies dans la vie domestique et aux champs. Ils donnent, du même coup, une idée concrète de la condition réelle des femmes, particulièrement en Afrique. (N° 1, octobre-décembre, trimestriel, 6 F. - CIVICIS, Palais Wilson, case postale 11, CH 1211 Genève 14.)

L'insertion de la femme africaine dans l'activité économique est l'objet d'une étude dans POLITICA INTERNATIONAL, sous la signature de Marie-France Tollet. Dans le même numéro : un débat sur la crise libanaise dans le contexte du Proche-Orient et des relations internationales. (N° 12, octobre, mensuel, 1 000 livres. - Institut pour le Relais de l'Italie et l'Asie de l'Afrique, Amérique du Sud, 62/63, rue de la République, 06107 Nice.)

L'Institut national pour la Namibie, qui a consacré à l'indépendance de la Namibie, deux numéros consacrés à la vocation et au fonctionnement de cette institution dans l'ACTION DU PNUD. (N° de novembre-décembre 1976, 2 F. - United Nations Plaza, New-York, N.Y. 10017.)

Le CAUVER, « revue d'études des institutions africaines comparées », publie sous la signature de J.M. Nguonkou une analyse de la convention fiscale franco-camerounaise de 10 juillet 1963. (N° 10-11.)

(N° 2, septembre, trimestriel, - R.P. 341 R/9, 67009 Strasbourg.)

Dans REVUES, organe de la Fédération internationale pour le planning familial, des précisions sur la politique officielle de planification des naissances en Inde, avec une interview du ministre responsable et de méthodes favorables à la stérilisation. (Vol. 3, n° 4, 1976, trimestriel, abonnement : 2,50 livres. - 18-20 Lower Regent Street, Londres SW14 4PW.)

Le TRIBUNE ANARCHISTE COMMUNISTE (modeste revue de gauche à pages) reproduit, dans son dernier numéro, un texte émanant de la rédaction de la revue italienne ANARCHISMO sur la perspective autogestionnaire, avec les commentaires des responsables de la revue française. (N° 19, novembre 1976, trimestriel, 15 F. les quatre numéros. - 22 bis, rue de la Esplanade, Paris-20.)

Le « Marxisme et question nationale » : tel est le thème du dernier numéro de CRITIQUE COMMUNISTE, organe de la Ligue communiste révolutionnaire. Des articles sur la Bretagne, sur la Corse, et une étude de René Debry — qui a été ministre dans un gouvernement socialiste —, dit le texte de présentation. (N° 11, novembre, abonnement : 40 numéros par an : 30 F. - 18, Impasse Guéméné, 75004 Paris.)

La quatrième édition de la revue d'Yves Lacoste, HERODOTE, se consacre à la géographie scolaire et universitaire : « Brèves de géographie », leader l'idée nationale ? C'est la question posée, à l'occasion de la réforme de l'enseignement et des problèmes politiques et pédagogiques qui en découlent. (N° 4, trimestriel, 18 F. - Ed. Maspéro, Paris.)

La dernière livraison de CA-CINEMA est consacrée à l'étude des rapports du cinéma et de l'histoire. Le sommaire, extrêmement riche, résume la signature de Marc Ferro, Michel de Certeau, S. J. Boy Ladurie, Jacques Rougerie. Parallèlement, les rédacteurs de la revue, Jean Farges et Vincent Nordon, expliquent leur démarche pour la mise en scène de « Genèses civiles en France » qu'ils ont réalisés avec François Barrat. (CA-CINEMA, n° 10/11, bimestriel, 32 F. - 14, rue de l'Armistice, Paris-15.)

YVES LAULAN
PHYSIOLOGIE
DE LA FRANCE

LE MONDE

Pierre DROUIN

...livre clair, sans complaisance et souvent percutant...

LE FIGARO

...une analyse lucide de la France...

LA CROIX

...un ouvrage qui parle de la France et des Français sur un ton assez inhabituel.

JOURNAL DES FINANCES

M. COULBOIS

« Un réquisitoire féroce et brillant contre la France telle que nous l'avons faite et telle qu'elle est. »

EDITIONS CUJAS

LE MONDE DIPLOMATIQUE

Fondateur : Hubert BEUVE-MERY
Directeur de la publication : Jacques FAUVET
Rédacteur en chef : Claude JULIEN
Rédactrice en chef adjointe : Micheline FAUNET

Prix de l'abonnement annuel (en francs) :

POTS NORMAUX	
France, DOM, TOM, Centrafrique, Congo, Côte d'Ivoire, Dahomey, Gabon, Mauritanie, République malgache, Mali, Niger, Sénégal, Tchad, Haute-Volta, Tunisie, Poste militaire, Poste navale, Andorre, Monaco	65
Autres pays	75
PAR AVION (abonnement et taxes) :	
Europe, Turquie d'Asie, Chypre, Afrique, Canaries, Madag. Alg., Lib., Maroc, Tunisie	87
DOM, Cameroun, Centrafrique, Congo, Côte d'Ivoire, Dahomey, Gabon, Guinée, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad, Togo, Haute-Volta, Territoire français des Antilles et de la Guyane	96
TOM (sauf T.P.A.I.), République malgache, Etat comorien, Libye, Egypte, Arabie Saoudite, (Chèque postal : Paris n° 4307-33)	116
Iran, Irak, Israël, Jordanie, Liban, Syrie, Liban, Corée, Hongkong, Indonésie, Japon, Malaisie, Maldives, Thaïlande, Vietnam, Nouvelle-Guinée, Fidji, Nouvelle-Zélande, Laos, Cambodge, Canada, Amérique du Nord, Amérique centrale, Amérique du Sud, autres pays d'Afrique, d'Amérique et d'Asie	121

Rédaction et administration, 8, rue des Italiens, 75127 PARIS CEDEX 09
Tél. Rédaction : 360-72-23
Tél. Abonnements : 320-63-03
Adresse télégraphique : Jourmondia, Paris

سك انظر

LA DROITE EN EUROPE

Permanence et diversité

Le mot « droite » apparaît dans le vocabulaire politique pendant les premiers mois de la Révolution française. Dès l'automne 1789, il désigne les députés assis à la droite du président, pendant les débats de l'Assemblée constituante. Là se réunissaient les partisans de la monarchie absolue. Avec des fortunes diverses, le terme resurgit au dix-neuvième siècle. Il s'applique, dès lors, à l'ensemble des conservateurs. La mondialisation du vocabulaire politique étend désormais ce sens à l'ensemble de la planète.

Un seul vocable ne peut cependant définir complètement des forces sociales, des idéologies fort différentes d'un continent à l'autre, déjà même très contrastées dans un seul pays. Certes, les conservateurs professent tous quelques idées simples. Ils considèrent l'Ordre, l'Autorité comme des biens sociaux essentiels, ne croient pas l'avenir nécessairement porteur de progrès ni de félicités pour l'espèce humaine.

De telles notions ne correspondent pas forcément à un égoïsme de classe, comme on le croit peut-être trop souvent, mais à des choix philosophiques, et même à des nécessités historiques indiscutables. Elles ne sont pas pour autant indépendantes des intérêts en place. Mais, après tout, aucun pays au monde ne peut vivre longtemps dans une généreuse effervescence révolutionnaire. Indépendamment des doctrines dont ils se réclament, tous possèdent ou restaurent des institutions identifiables aux valeurs de la droite.

A ce titre, celle-ci possède une permanence dont il



(Photo Christian Vignard - Gamma.)

serait dangereux de méconnaître la force et l'ambiguïté.

La droite s'incarne naturellement de diverses façons, selon le caractère national, les traditions historiques. Elle n'a pas le même sens là où des conservateurs traditionalistes possèdent une certaine idée du bien commun, se conçoivent intégrés à un ensemble social solidaire, ou dans les Etats d'Amérique latine, d'Afrique, du Sud-Est asiatique, où une bourgeoisie

parasitaire, de fraîche date, n'envisage l'ordre qu'à travers la défense de ses intérêts les plus immédiats, liés au capital étranger.

Les articles ci-dessous, dans des optiques diverses, concernent essentiellement la droite en Europe, continent où elle apparut pour la première fois, où elle plonge ses racines les plus anciennes, les plus classiques, et certainement les mieux identifiables.

Refus des filiations historiques et métamorphose sans précédent

De la « révolution nationale » à l'enthousiasme industriel

Par GILBERT COMTE

DEPUIS une trentaine d'années, la France vit l'un des plus étranges paradoxes politiques de son histoire. Toute cette partie conservatrice de la nation nommée « droite » pourvue pendant plus d'un siècle de parties de jeu, de traditions, de théories influentes, n'offre plus d'elle-même à une représentation officielle, fraîche et saine. Chaque fois qu'elle se présente, elle se présente à la fois comme une « droite » et comme une « gauche ».

« Je ne suis pas un candidat de droite », avait dit, dans le même esprit, M. Flandre-Marcel, au début de sa campagne présidentielle en 1964. Le mot, sinon la chose, effraie apparemment ceux-là mêmes qu'une longue lutte contre la gauche devrait conduire à se réclamer.

Sous diverses formes, excepté de rares et brefs intermèdes comme l'expérience Mendès France en 1954, ceux qu'il intimide ne cessent pourtant pas de tenir l'état des lieux. Le président de la République Vincent Auriol, chargé M. Antoine Pinay de former le gouvernement. Dès cette époque, néanmoins, la situation directe avec la droite historique, dans un rejet de son président.

Jamais des hommes identifiés à une image n'y renoncèrent avec autant d'obstination. Les royalistes se proclamèrent comme tels sous trois Républiques. Les républicains revendiquèrent leur nom de parti comme un titre de gloire sous les Bourbons, les Orléans et l'Empire. Chacun à son tour, dans des camps opposés, conservateurs ou socialistes, revendiquèrent leur identité. Les républicains de la droite actuelle à porter ses propres couleurs ne trompent certainement personne. Pas, du moins, dans la France contemporaine. Le mot remonte aux heures sombres et tragiques de l'occupation, tandis qu'un parti plus puissant évolua entre 1940 et 1944 de l'attentisme vichyssois à l'enthousiasme tout court. Dès l'état de la droite, chefs et adhérents des Ligues s'étaient

précipités dans le pétainisme, avaient cautionné la « révolution nationale ». A commencer par son inspirateur, le « dissident » gaulliste n'attira pas, d'abord, les gens de gauche. Beaucoup d'entre eux se méfièrent d'un régime d'un parti de droite et de formation monarchiste. Bien des membres, des sympathisants de l'Action française rejoignirent l'Ordre. A l'époque où la Chambre du Front populaire votait les pleins pouvoirs au maréchal Pétain, quand l'ancien communiste Jacques Doriot, le « néo »-socialiste Marcel Déat, composaient avec Hitler. Mais dès l'automne suivant, les conservateurs nationalistes rejoignirent l'Ordre en solitaires, quand les antifascistes s'y présentaient en corps constitués.

Numeriquement, les uns et les autres entrèrent à équivalences dans les camps adverses. Le partage ambigu de choix, opérés ici par des individus, là par des groupes, ne brouilla cependant pas à lui seul la perspective historique. Une contradiction trop insoutenable apparut entre la germanophobie droitière d'avant 1938, puis les complaisances ou la résignation d'après 1940, sans parler des engagements dans la Milice ou dans la Légion des volontaires français contre le bolchevisme (L.V.F.), pour qu'un parti tout entier n'en sorte pas compromis, touché au cœur. Charles Maurras, dans l'obligatoire, l'envoi des jeunes Français en Allemagne, c'était comme si l'on entendait le pape chanter la messe noire.

Les mots, les symboles enfin, l'emportèrent sur tout. Les termes « nationalisme », « hiérarchie », « discipline », « autorité », « tradition », avaient orné pendant plus de cinquante ans tous les programmes conservateurs. Le libéralisme, puis la victoire, les retrouvèrent en morceaux sous les décomptes du fascisme. Certes, tous leurs fidèles ne partagèrent pas le désastre, mais tous en furent ébloués. Simultanément, les vainqueurs établissaient, d'un bout de la planète à l'autre, les dogmes contraires à ceux des vaincus : démocratie, socialisme ! La droite française avait consacré toutes ses forces à les tourner en ridicule. Comment ne se serait-elle pas sentie méprisée, déçue, au moment où ils atteignaient une suprématie, un rayonnement planétaires ?

1947 : schisme de la gauche

AU début, ses héritiers opposèrent une stoïque patience à la mauvaise fortune. Familiers cinq ou six ans plus tôt des idées à la mode, des succès, des honneurs, ils se refusèrent à croire leur défaite sans recours. L'anomalie, le scandale, cessèrent, dans leurs esprits, avec l'agitation de l'après-guerre, retour à une situation stable. Hélas ! la revanche n'arriva jamais à visage découvert. Les conservateurs purent bien reprendre le pouvoir, dans l'hexagone, socialisme, communisme, ne s'en étendant pas moins dans le reste du monde. Les frustrations du dehors succédèrent de trop près à celles du dedans pour permettre un redressement psychologique. Ce rendez-vous manqué avec le miracle laissa tout un camp dans ce désarroi intérieur où il se trouva encore.

Avec le gaullisme de 1947, une droite nouvelle surgit non pas des cendres de l'ancien, mais d'un schisme survenu à l'intérieur de la gauche victorieuse à la libération. La guerre d'Indochine divisa celle-ci moins de six ans après le procès

Pétain. D'instinct, les conservateurs, entrés dans la Résistance par nationalisme, refusèrent pour les mêmes raisons de composer avec Ho Chi-minh. Les antifascistes, eux, ne songèrent déjà plus qu'à étendre à l'Empire, puis à l'Union française, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. La création du Rassemblement du peuple français (R.P.F.), à l'intérieur, la « guerre froide » à l'extérieur, firent la séparation. Mais la droite ne retrouvait pour autant ses idées, ses doctrines, ni son nom d'avant 1939. Simplement, des forces morales et sociales survivaient, se redressaient sous d'autres étiquettes, avec l'espoir de reprendre un rôle. La Résistance, l'épuration, laissent entre les anciens et les nouveaux trop d'algues, de rancunes, pour qu'ils puissent aisément s'unir. Des chefs raisonnables auraient dominé l'amertume, tenté une synthèse. De Gaulle supprima son dessein trop au-dessus de telles contingences pour envisager un seul instant l'effort. En face de lui, il n'aurait d'ailleurs trouvé personne. Après de trop dures

épreuves, les partis comme les nations tombent parfois dans une extrême léthargie. Leur imagination se sclérose. Leur élan s'appauvrit. Maumus triplement captif de la prison, de ses erreurs, de son âge, ses lieutenants compromirent, l'héritage « réactionnaire » échut, au hasard, à des meneurs de faculé, à des publicistes fantasques, à des chefs de bandes. Pendant un lustre ou deux, deux ou trois purent faire illusion. Grands dans l'ombre de l'Action française, formés par sa rude et puissante discipline, ils en imitaient la verbe fier, l'allure indépendante, le goût du raisonnement. Mais, derrière cet éclat d'emprunt,

1950 : l'anti-intellectualisme

LES souvenirs de l'Europe allemande, le culte du parachutiste, ceux — antagonistes mais complémentaires — du maréchal et du général, pour ne rien dire de la nostalgie des « réseaux », laisseront un certain goût pour le style martial. Depuis la chouannerie et Cerdagne, le courage physique figura toujours en excellente place dans l'héritage de la droite. Mais de Rivarol à Balzac, ses chefs aimèrent aussi longtemps argumenter. Souvent avec une élégance, une force de plume admirables. Après 1945, le dépeçage de la doctrine, l'insuffisance des exégèses, détournèrent les disciples des choses de l'esprit. Au mot culture, tous se retirèrent, pas leur revolver. Mais par bravade, beaucoup affectèrent d'en être capables. Avec la conviction délicate de scandaliser la gauche et ses professeurs, ils articlèrent souvent un anti-intellectualisme redondant, sans voir quelles fortunes ils ouvraient aux prophètes de brasserie.

L'univers déjà passablement compliqué dont ils héritaient leur devint, dès lors, tout à fait incompréhensible. Ils ne virent venir ni la révolte du tiers-monde, ni le schisme russo-chinois, ni l'ébranlement de l'empire soviétique, ni la débâcle morale des pays occidentaux, asservis au triple esclavage du sexe, de la technique et de l'argent. L'embourgeoisement des Soviets confirmait cependant d'utiles promesses sur l'échec à long terme des révolutions. Sous un vocabulaire progressiste, la crise coloniale exprimait pourtant la réaction médiévale de peuples blessés par le modernisme. Des conservateurs de 1940 ou de 1950 auraient pu le comprendre. Ceux de 1950 à 1970 laisseront aux ethnologues marxistes l'insigne privilège de déclarer les traditions obscures en Europe, mais pleines de grâce et d'intérêt en Afrique ou en Asie.

Un éloignement progressif pour les idées, qu'on aurait pu croire circonstanciel, n'épargna pas, à la longue, des principes tenus pour intangibles. La droite critiqua longtemps l'individualisme légué par la Révolution française. Elle s'indignait plutôt, désormais, de voir la société réduire le droit des individus. De même, elle dénonça tout à tour le communisme comme un désordre, puis comme une tyrannie, sans s'émouvoir de la contradiction entre les deux termes. Les évolutions du marxisme soviétique, depuis 1917, justifient bien des variantes. Mais les conservateurs l'accuseront aussi de ne pas changer ! A ce régime,

ils n'élaborèrent aucune œuvre originale. La nuit, les astres morts dérobent ainsi les rayons de certains soleils, et renvoient autour d'eux une lumière qu'ils ne produisent pas.

Livrée à des sectaires irresponsables, à des intrigants sans principes, ou à des nouveaux venus la tradition conservatrice, contre-révolutionnaire, demeurée intacte depuis 1789, sombra des lors dans une apparente dérision. Au hasard des circonstances, le premier parachutiste de passage, porteur sur un pavot, M. Le Pen, Lagallarde, Flandre-Marcel, Vignancour, le colonel Thomazo, le général Massu, ou même à faire carrière sous de Gaulle, des brigades anti-O.A.S. à l'O.D.R.

faut-il s'étonner si quelques-uns d'entre eux finirent par prendre le président Johnson, ou son successeur, pour le plus sûr descendant des « quarante-cinq qui en mille ans firent la France » ? Devant un univers devenu hostile, hermétique, ils se rattachèrent à n'importe quelle boîte de sauvetage.

Dans ce désarroi, le nationalisme, l'anticommunisme, l'antiparlementarisme purent satisfaire assez longtemps les vieilles passions de l'ancienne droite et les intérêts matériels de la nouvelle, sans réclamer à personne de gros efforts d'imagination. Grâce à ce syncrétisme assez court, tout un parti éprouva l'impression de renaitre, de gagner, après 1950, sans ressentir le besoin de devenir meilleur. Ce confort acheva sa stérilisation.

La décomposition sociale des classes d'où il tirait ses forces acheva de rendre son sort plus dramatique encore. Naguère, il recrutait ses partisans dans une aristocratie cultivée, une grande et moyenne bourgeoisie stable, laborieuse. Pendant le dix-neuvième siècle, les quarante-cinq premières années du vingtième, ces élites avaient connu bien des crises, mais victorieusement à bien des épreuves. L'affaire Dreyfus, le Front populaire, les épreuves de Vichy et de l'épuration n'altérèrent pas leur fidélité. Jus qu'aux alentours de 1955, il en subsista d'imposantes vestiges, des réserves intactes en province, dans certaines professions libérales.

Ils n'auront pas tenu dix ans devant l'invasion du confort, les vacances en Espagne, Noël aux sports d'hiver, le réfrigérateur, le féminisme, la télévision. Leurs femmes et leurs filles s'habillèrent maintenant d'après les conseils des hebdomadaires à grand tirage. Entre deux essayages, elles adoptèrent les idées de Mme Françoise Giroud, soulevèrent la gauche le matin, et le libéralisme giscardien le soir. Leurs maris, leurs frères ni leurs fils ne s'encombrèrent plus l'esprit de sociologie bonaldienne, de considérations sur l'histoire à la Joseph de Maistre. Respectueux des gloires en place, ils concédèrent à l'occasion quelque révérence à M. Raymond Aron. Non qu'ils aient lu les *Quarante-cinq*, l'*Optimum des intellectuels*, livres assurément remarquables. Simplement, un philosophe de la société industrielle mérita du respect à leurs yeux parce que le mot « industrie » figure dans ses occupations.

Grands dans des familles politiquement battues en 1945, traumatisés par leur défaite intellectuelle,

ils en héritèrent une profonde méfiance envers les idéologies compromettantes. Les intérêts, seuls, restaient debout au milieu des décomptes. Ils trouveront dans leur défense une première compensation. Cette droite économique s'éloigna d'autant plus vite des anciennes références doctrinales qu'elle se libéra par cette rupture de principes devenus obsolètes. Elle se lança dès lors à corps perdu dans le monde infiniment plastique, mobile, des affaires en essor, et trouva dans cette évolution une correspondance vague avec l'esprit transformateur du temps, dominé par le dynamisme de gauche devenu à la mode.

En vingt-cinq ans, la bourgeoisie française réalisa ainsi l'une des mines les plus singulières de son histoire. Vichyssois ou gaulliste, toute une génération de bourgeois « nationaux » pétris de valeurs traditionnelles, attachés à l'ordre, à la famille, au calme champêtre, amateurs de bons livres, de beaux tableaux, de cuisine raffinée, engendra une caste de technocrates à l'américaine toujours entre deux avions, jetant les cadres dynamiques prêts à couvrir la France de tours, de « snack-bars », de péages, épris de « marketing » efficace, de modernisme dans les mœurs comme en architecture, indifférents à la nation mais férus de « développement ».

Pour ces déracinés — au sens barbare du terme, le mot droite n'a plus aucun sens nouvelle guère de souvenirs sentimentaux. Ils lui préférèrent vraiment le libéralisme avancé, si l'avenir du « plan Barre » paraissait plus sûr. D'abord, ils se veulent de leur temps, pompidoliens hier, giscardiens aujourd'hui, chiraquiens demain, ou n'importe quoi d'autre, pourvu qu'une quelconque raison sociale politique les protège du « collectivisme ».

Evidemment, ils ne lisent pas *Aspects de la France*, Rivarol, d'ailleurs et sérieuses revues traditionnelles comme *l'Indépendance*, mais *l'Expansion*, les articles de Jean Cau dans *Paris-Match*, jettent quelques minutes par semaine un regard distrait sur le Point Sans doute n'est-ce pas tout à fait par hasard si le président de la République lui-même sort d'une de ces familles pétainistes métamorphosées par l'industrialisation. Symboliquement, les années 1945-1946 rappellent toujours les grands procès de l'épuration ou sommaient tout un personnel politique. L'histoire, sans doute, retiendra davantage qu'elles correspondent à l'époque où de jeunes inconnus nommés Valéry Giscard d'Estaing, Michel Fontanille, entraient à l'Ecole nationale d'administration pour y préparer la conquête des nouvelles formes du Pouvoir.

Lire pages 10 à 15 :

P. 10-11. — Allemagne : Un changement radical dans les cours et les esprits, A. von Kagebeck. — Espagne : Trois visages qui font des siècles d'histoire, Ph. Maréchal. — L'extrême droite en France, J.-J. Mouras.
P. 12-13. — Suite des articles de Ph. Maréchal et de J.-J. Mouras. — Grande-Bretagne : Vitalité du conservatisme, F. Bedarida. — La droite livrée au pillage, P. Fabard.
P. 14-15. — Suite de l'article de F. Bedarida. — A l'est : L'héritage des « Ours » et du « Sultanisme », F. Fejtó. — Valeurs traditionnelles, divisions politiques et affaires, B. Reigobaud.

Le mot prochain, dans la page « Littérature et politique » : la droite déclinante, France, par GEORGES LAFLEY.

Du traumatisme de la défaite à la révolusion contre tous les excès

Pendant l'hiver 1944-1945, à peu près onze millions d'Allemands quittaient leurs habitations en Prusse orientale et occidentale, en Poméranie et en Silésie pour fuir les chars vengeurs d'une Armée rouge victorieuse. Parmi eux, emmitouflés dans des fourrures, témoins d'une autre époque et se balançant sur des caisses contenant l'argenterie des ancêtres, les femmes et enfants de hobereaux qui se battaient désespérément, sur un front de 2 000 kilomètres, dans les rangs d'une Wehrmacht au bord de la désintégration, contre une vague que le maître du Troisième Reich avait délibérément soulevée quatre ans auparavant.

C'étaient pourtant eux, ces gros terriens, qui, alliés aux barons de la Ruhr et aux grands argentiers de Francofort, avaient donné, quoique indirectement, leurs voix à Hitler. Dans la foulée de la Grande Guerre perdue et d'une défaite jamais acceptée, ils avaient voté pour des partis « nationaux » — qui, attachés à la légende du coup de poignard donné dans le dos d'une armée « jamais battue sur le terrain », prônaient la reconquête des territoires perdus à l'Est et la lutte contre le bolchevisme. Ils apportaient ainsi le supplément de voix nécessaire à la formation d'un gouvernement de coalition, en 1933, entre les nationaux et le parti, représenté par Papen et Schleicher, et les nationaux-socialistes.

Quand, un an plus tard, Hitler eut pris le pouvoir total en éliminant d'abord les partis et syndicats de gauche et du centre, ensuite leurs propres amis au gouvernement, il était trop tard pour faire marche arrière.

Le rusé caporal autrichien avait parfaitement roulé les distingués masselours à la tête carrée et aux mains soignées qui lui avaient tenu l'étrier quelques années plus tôt pour le mettre en selle au pouvoir — et qui le détestaient complètement.

Certes, ils applaudiraient encore une fois lorsque Hitler rééditerait, en 1933, la « dignité militaire et défensive » du Reich en ordonnant la conscription générale et lorsqu'il lança, un an plus tard, ses bataillons sur la rive gauche du Rhin. Même l'incorporation de l'Autriche au sein de l'Allemagne fut encore fêtée par eux comme le juste retour au bercail de frères allemands qui avaient clairement manifesté leur volonté de rester allemands en 1918 et en avaient été empêchés par les vainqueurs. Les Sudètes furent, à la rigueur, affublés du même label, même si le procédé de leur incorporation et les remous internationaux soulevés par l'effrondement du premier frisson dans le dos des sympathisants. L'occupation du reste de la Tchécoslovaquie, six mois plus tard, ouvrit les yeux des derniers incrédules sur les véritables intentions du dictateur.

Quand, en septembre 1939, les premiers coups de feu furent échangés à travers la frontière germano-polonaise, rien ne pouvait plus arrêter la fatalité. Le sursaut du vieux maréchal von Hindenburg devant son secrétaire d'Etat Meißner, en 1933 — « Je ne peux tout de même pas confier le sort du Reich à un caporal autrichien » — était parti d'une juste vision. Seulement, personne ne l'avait pris au sérieux dans l'euphorie de la victoire sur la détestable République « servile » de Weimar.

Ceux qui se taisaient

QUOI qu'il en soit — la « droite » allemande, la vieille, la classique, caste traditionnelle, militariste et fondée sur la foi protestante, l'obéissance au roi, le respect des traditions et l'amour de la patrie, éternellement au bord de la faillite et à la recherche de crédits pour être en mesure de transmettre le patrimoine aux fils, mille fois exsangue du fait des guerres et mille fois reconstruite, cette droite là fut emportée, déracinée et socialement détruite, littéralement écrasée par la débâcle. Ceux qui ne furent pas rattrapés par les tanks à l'étoile rouge et arrivèrent aux rives sauveuses de l'Elbe et de la Weser, frappèrent à la porte de leurs parents plus heureux qu'eux et se turent. Surtout se turent.

Devant le désastre, devant les montagnes de cadavres dans les camps

libérés par les vainqueurs, les ruines de villes écrasées sous les bombes, devant les balbutiements des mères d'hier en face des tribunaux alliés qu'auraient-ils bien pu dire ? Comment expliquer à ceux qui subirent la catastrophe qu'ils n'avaient pas voulu cela ? Comment oser, surtout, se reconnaître en un quelconque mouvement politique défendant le régime d'Etat ou rappelant seulement les « droits du peuple allemand aux frontières d'avant le conflit » ? Toute tentative de réhabilitation, voire de glorification, ou même de justification des mobiles qui avaient jadis conduit un grand nombre d'entre eux à voter « à droite », n'aurait rencontré la haine de ce peuple battu et frustré, la persécution des vainqueurs.

La droite « classique », donc détruite

Pierre Drieu La Rochelle disparaît en se suicidant.

Aux exécutions sommaires d'août et septembre 1944 succèdent les procès : général Dantz, général Estève, Marcel Déat, Pétain, Abel Bonnard, Pierre Laval... L'épuration s'abat sur les têtes politiques et militaires de Vichy. Elle frappe aussi, par la prison et l'indignité nationale, les écrivains, les journalistes et les artistes comme Sacha Guitry, Henri Béraud, Tino Rossi, Jean Gabin et Germaine Lubin, marquant le « fin d'un monde » et touchant des militants de tous bords, voire des hommes et des femmes sans engagements politiques, elle éliminera une bonne partie des cadres de la droite française.

Pour les « vaincus de la Libération », ces événements vont déterminer des recensements sociaux et engendrer des attitudes nouvelles. Les moins chanceux ne s'effranchiront plus jamais du ghetto où ils ont été rejetés. C'est le repli sur soi-même, la nostalgie d'autres temps : traits caractéristiques de ces familles hétérogènes d'une extrême droite en formation qui cultive dès lors le style « émigré de l'intérieur » et ne se trouve d'unité que dans une solidarité du malheur.

Une presse renaissante

GÉNÉRALEMENT intelligibles, les rescapés de l'épuration ne peuvent reprendre pied dans la nouvelle vie politique. Ils doivent s'organiser sur d'autres bases. En dépit des difficultés d'impression et des restrictions de papier, une presse clandestine se développe dans les catacombes. Certains titres ne durent que le temps de deux ou trois numéros.

Accusé sur la défense des militants antinazis de Vichy, la presse d'inspiration maurrassienne est la première à sortir à l'air libre. Paraissent ainsi les Documents nationaux, qui donneront naissance à Aspects de la France et qui dirige déjà Georges Calson. Suit bientôt la Croisade, éditée par le Mouvement socialiste maurrassien (M.S.M.), qui se réclame à la fois de Maurras et de Valois. Son animateur, Jean Bourquin, obtiendra sept mille voix aux élections municipales de 1945.

Quelques mois plus tard, René Mailloux, qui va jouer un rôle important dans la presse d'opposition nationale, lance un bulletin confidentiel, Questions actuelles, l'ancêtre de la revue les Ecrits de Paris. Imprimés, les Documents nationaux passent de trois mille à quinze mille exemplaires. Dans le même temps, l'Époque, fondée en 1937 par Henri de Kérillis, antirégime et résistante de la première heure, reparaît avec Raymond Cartier pour rédacteur en chef.

En novembre, alors que de Gaulle est élu chef du gouvernement, France française, le premier grand journal de droite de l'après-

(1) Robert Aron : Histoire de la libération de la France, Paris, 1969.
(2) Paul Sérent : Les vaincus de la libération, Paris, 1964.

Journaliste.

ALLEMAGNE : un changement radical dans les cœurs et les esprits

Par AUGUST
VON KAGENECK *

et disparue, où en est la droite dans l'Allemagne d'aujourd'hui ? Laissons de côté tout de suite la partie de l'ancien Reich tombée dans le corbeille des vainqueurs orientaux et qui vit à présent, et, certes, pour longtemps encore, sous un régime qui exclut toute notion de propriété. Mais dans l'autre partie, appelée « République fédérale d'Allemagne », le régime des partis politiques est libre, la presse non censurée, la publication de livres glorifiant le passé autoritaire — et Dieu sait quel emploi — est fait, ces dernières années, de cette liberté. Une droite restituée, néo-classique en un certain sens serait donc tout à fait possible, à l'instar du Mouvement social italien néo-fasciste, par exemple, ou de la Falange espagnole.

Pourtant, allez demander aujourd'hui, dans les rues de Düsseldorf ou de Hambourg, à un jeune Allemand de vingt ans où est la droite allemande. Il vous rira d'abord à la figure, et, ensuite, il vous citera le nom de Franz-Josef Strauss. Si vous posez la même question à un Allemand de dix ans plus âgé, il croquera un peu de mémoire et vous parlera de Remer, de Rudel, d'Oberländer (ancien ministre des réfugiés d'Adenauer et ex-haut fonction-

naire du parti nazi), ou de Adolf von Thadden, fils d'un hobereau prussien, fondateur du défunt « parti national-démocrate allemand » (N.P.D.) — dont une cour fut pendue pour avoir participé au putsch des généraux contre Hitler — qui a sombré dans l'alcool et est aujourd'hui bien oublié. Et il vous dira qu'il est incapable de vous citer un seul parti de droite militant dans le cadre de la lutte politique de l'Allemagne de nos jours.

Il y en avait cependant à un moment donné, et même à profusion. Passé le premier choc de la défaite, estompée les horreurs et les crimes du national-socialisme hitlerien, la monnaie des tensions entre les alliés de la guerre aidant, des gens se souvenaient peut-être qu'il y avait eu une Allemagne d'avant Hitler, une Allemagne bonne et généreuse qui ne pouvait pas être tenue responsable de ce qui s'était passé entre 1933 et 1945, surtout une Allemagne unie qui avait le droit de vivre dans des frontières couvrant à peu près le territoire national, les frontières de Versailles en quelque sorte. Ce furent d'abord les réfugiés de l'Est qui se souvinrent et qui postuleront qu'aucun vainqueur n'avait le droit de chasser des populations antérieures d'un territoire qui fut allemand pendant des siècles et qui restait, juridiquement et par un commun accord entre vainqueurs, « sous administration » jusqu'à la signature d'un traité de paix en bonne et due forme.

Populisme et nostalgie

C'EST parmi eux que se recrutèrent les premiers adeptes d'hommes politiques qui osaient proclamer les « droits inaliénables », tels un Rudel, ancien sa des pilotes de Stuka, un Remer, ancien officier qui commandait en 1944 les troupes qui écrasèrent le putsch antihitlerien de Stauffenberg dans Berlin, ou encore un von Thadden dont le demi-frère, Reinhard, dès 1949, rassembla les protestants allemands dans un vaste mouvement de solidarité pan-allemand sous le slogan : « Nous restons des frères ». Des « partis » furent créés, aux noms nostalgiques, populistes, fantaisistes parfois, tels l'« Association d'Allemands indépendants », le « Bloc d'unification patriotique », le « parti allemand du Reich » ou le « parti socialiste du Reich ». Ils se présentèrent aux élections, dans les Länder d'abord, dans la Fédération ensuite. Nulle part ils ne recueillirent de vrais succès, partout ils restèrent marginaux, éphémères même, et disparurent sans laisser de traces.

* Journaliste ouest-allemand, correspondant à Paris du quotidien Die Welt.

Leur nombre — une trentaine environ en 1946-1949 — diminua sans cesse, ainsi que leurs effectifs et leurs finances. Leurs chefs ne furent jamais connus d'un public digne de ce nom. Mise à part la « Fédération des expulsés et réfugiés », qui se déclarait solidaire de la nouvelle Constitution, envoyait des ministres au cabinet et fut représentée au Bundestag jusqu'en 1957, aucun parti dit « de droite » n'accéda jamais à la représentation nationale dans la République fédérale.

Ce n'est qu'en novembre 1964 que du magma confus de groupuscules plus ou moins néo-nazis fusa un « parti » digne de ce nom, le « parti national-démocrate allemand » (N.P.D.) de von Thadden, déjà mentionné. Aux élections fédérales de 1965, il obtint 2 % des voix, 3 % de moins qu'il n'était nécessaire pour avoir un siège au Bundestag. Par contre, aux élections régionales des années suivantes, les amis de M. von Thadden réussirent une certaine percée dans les Parlements de huit des onze Länder dont est composée la République fédérale. C'est ainsi qu'ils obte-

rent 12 sièges sur 127 au Parlement de Stuttgart en 1968, 15 sur 204 à Munich en 1968, 8 sur 100 à Brême, 10 sur 149 en Basse-Saxe. Ce n'est qu'à Hambourg, Berlin et dans la Ruhr qu'ils ne purent pas franchir la barre des 5 %. L'air était chaud, surtout au-delà des frontières. Les analystes allemands gardèrent la tête froide et attribuèrent la brusque ascension des extrémistes de droite au vaste mécontentement des Allemands devant la politique de « grande coalition » entre socialistes et démocrates-chrétiens, que le déclin de la C.D.U. avait imposé à Bonn. Aux élections de 1968, le N.P.D. toucha presque au but, avec 1,4 million de voix (4,3 %). Mais c'était la cote de la vague. Aux élections régionales suivantes, il perdit successivement tous les sièges conquis quatre ans auparavant et, aux élections fédérales de 1972, le nombre de ses voix tomba à 207 000 (0,6 %). Plus jamais il ne se releva de cet échec. Les consultations dans les Länder depuis 1972 lui donnent des participations au scrutin de l'ordre de 0,2 % à 1,1 %. Von Thadden, quant à lui, quitta en 1975 le parti dont il avait été le fondateur, en signe de protestation contre la tendance ultra-nationaliste représentée par l'éditeur Frey qui publie, avec la Deutsche National Zeitung (94 000 exemplaires en 1975), le seul organe de presse d'extrême droite en R.F.A. qui peut se flatter d'un certain renom. Son successeur, l'avocat Munschnug, de Tutzingen, règne aujourd'hui sur une formation qui compte quelque 20 000 membres et n'a plus aucun siège dans aucun Parlement allemand.

On peut donc dire que, sur le plan de la politique pure, tangible, une droite allemande n'a pas réussi son implantation en R.F.A. et n'accede pas — ou plus — au tant que forces politiques sérieuses. Peut-on dire pour autant que toute « tentation droitière » a disparu de la scène allemande ? La question est complexe et mérite un examen attentif. Qui est de droite, en Allemagne aujourd'hui ? Tout d'abord, incontestablement, tous ceux qui sont contre la gauche. Mais qui est « de gauche » ? Chrétiens-démocrates et sociaux-démocrates rejettent avec un bel ensemble et tout à fait sincèrement le communisme et le radicalisme de gauche (comme de droite d'ailleurs). Les deux grands partis démocratiques allemands luttent, presque la main dans la main, pour le maintien de l'économie de marché qui laisse libre cours à la « concurrence farouche » tant décriée par la droite et la gauche. Tous deux se déclarent, sur la base de l'article premier de la « Loi organique » de 1949, pour la réunification du peuple

L'extrême droite en France

UN PURGATOIRE POUR INCIVILS

Par JEAN-JACQUES MOURREAU *

L'EXTRÊME DROITE n'est-elle que l'invention des autres ? De François Brigneau à Jean-Marie Le Pen, de Maurice Bardèche à Jean-Louis Tixier-Vignancour, de Pierre Sidos à Fabrice Georges de Nantes, tous ceux qui portent son étiquette la refusent et s'accrochent pour dire : « On est toujours l'extrémiste de quelqu'un. »

En France, il n'existe pas de radicalisme de droite, ou sans allemand du terme. Dans ce pays où la droite traditionnelle veut à tout prix se faire passer pour la gauche, les seuls à s'en réclamer ouvertement sont systématiquement écartés. Relégués à l'extrême droite par une droite qui n'ose plus s'avouer, ils protestent et dénoncent ce déshonneur qui comporte, selon eux, une « notion péjorative ».

Les racines de cette situation plongent dans la défaite des idées de droite qu'entraîne la fin de la seconde guerre mondiale. Guillaumin de Bémouville, Étienne d'Orves, Henri de Kérillis, Gilbert Renaud, Alexandre Sanguinetti, ont pu appartenir à la Résistance, ils ne peuvent lever l'hypothèque de la collaboration qui pèse désormais sur leurs familles de pensée. L'avenir est à la gauche.

Du jour au lendemain, l'homme de droite qui ne peut brandir son certificat de résistance devient un « incivil ». Fasciste ou pas, collaborateur ou non, il doit désormais porter le poids de la condamnation des « vaincus de la Libération ».

En août et septembre 1944, il devient le cible de ces scènes horribles que le poète Paul Eluard dénonçait dans les Lettres françaises. Il fournit des contingents aux exécutions sommaires que Robert Aron évoque entre tante et quarante mille (1) et que Paul Sérent estimera à près de cent mille (2).

Cent mille personnes accusées de collaboration sont en prison le 1^{er} janvier 1945. Le jour même, le romancier Paul Chack est exécuté à Paris. Dans les semaines qui suivent, Robert Brüllach est fusillé, Charles Maurras condamné à la réclusion perpétuelle. Bientôt,

guerre, voit le jour. Dès sa parution, cet hebdomadaire, qui va tirer jusqu'à cent mille exemplaires, fait campagne contre l'épuration et pour l'unionisme. Sur un ton violemment anticomuniste, il dénonce « les crimes du résistancialisme ».

Son directeur-fondateur, André Mutter, est un ancien Croix-de-feu et du parti social français (P.S.F.) du colonel Le Roquay. Résistant, il a appartenu au Conseil national de la Résistance (C.N.R.). Député indépendant de l'Aube de 1946 à 1958, il sera plusieurs fois ministre de la IV^e République et détiendra le portefeuille de l'Algérie dans l'ultime gouvernement de Pierre Pflimlin.

Pour l'instant, Mutter tend la main aux

« incivils ». Pierre Bontang, ancien collaborateur de l'Action française de 1939 à 1940 et antifasciste virulent, ce qui n'a pas empêché sa révoation en 1944, est du nombre. De même que son complice Antoine Blondin et François Brigneau.

Les partis de la réconciliation

SOUTENU par René Coty, Joseph Laniel, Michel Clemenceau et Frédéric Dupont, André Mutter lança le parti républicain de la liberté (P.R.L.) en décembre 1945. Groupant à la fois d'anciens vichystes et des résistants de droite, ce mouvement occupa le scène

Les principales organisations

LE FRONT NATIONAL

Constitué en novembre 1972 pour assurer la participation des « nationaux » aux batailles électorales, il se veut le représentant de la « droite sociale, populaire et nationale ». Aux récentes élections cantonales, ses candidats ont fait une moyenne de 5,7 % des voix.

Bras droit de M^r Tixier-Vignancour durant la campagne présidentielle de 1965, son président, Jean-Marie Le Pen, ancien député poujadiste et indépendant, a été la cible d'un récent attentat et a fait parler de lui à propos d'un important héritage.

Hostile à tout ralliement à l'actuelle majorité, son dernier congrès, tenu du 30 octobre au 1^{er} novembre dernier, devait adopter une motion sur « la sécurité des Français » et adresser un message de soutien à M^r Lefebvre, « non sur le fond du problème religieux, qui ne concerne pas une organisation politique, mais sur celui de la liberté d'expression, qui doit être défendue dans l'Église comme ailleurs ».

Son insigne : une flamme tricolore qui s'inspire du M.S.I. (Mouvement social italien). Edite un mensuel : le National. Sa branche jeune, le Front national de la jeunesse, dispose d'un mensuel : Volontaire.

LE PARTI DES FORCES NOUVELLES

Issu d'une scission à l'intérieur du Front national en septembre 1974 sur la base d'anciens militants d'Ordre nouveau, il se présente comme « la nouvelle droite ». Ses dirigeants, Pascal Gauchon, Alain Robert, Roland Gaucher et François Brigneau, s'attachent à en faire « un parti de la majorité ».

Anime le Groupe Union et Défense (GUD) implanté à la faculté de droit et de sciences économiques de la rue d'Assas, la Front de la jeunesse (F.J.) et le Comité de soutien à l'Armée (C.S.A.) du sergent Josi Dupuy.

Le 25 novembre 1975, après une manifestation de rue en hommage à Franco, le

P.F.N. faisait célébrer une messe à sa mémoire avec la participation de M^r Ducaud-Bourget, figure pittoresque de l'imaginaire. En avril dernier, il organisait une « semaine du cinéma de droite ».

Dans le sillage « de représenter la nouvelle droite dans le combat de l'antigauche contre la gauche », son dernier congrès, tenu à la mi-novembre, s'est prononcé favorablement à l'égard de l'appel lancé par Jacques Chirac.

S'efforce de multiplier les contacts avec les parlementaires de la majorité musclée : Guy Dronne, Philippe Malaud, Jean Royer et Jean Kliffert.

Reçoit le soutien de plusieurs écrivains : Jean Cay, Louis Pauwels, Michel de Saint-Pierre, Maurice Bardèche.

Position : décentralisation culturelle et économique, sans autonomie politique ; suppression de la notion de syndicat représentatif ; arrêt effectif de l'immigration ; création d'une armée de métier ; hostilité à toute supranationalité.

Edite un mensuel : Initiative nationale.

L'ŒUVRE FRANÇAISE

Lancée en 1968, semble désormais réduite à une audience confidentielle et strictement parisienne. Son animateur, Pierre Sidos, l'un des responsables de Jeanne Nation, s'applique à développer un nationalisme droit, volontiers anti-européen et anticomuniste. Son objectif : « Œuvrer ardemment pour délivrer la France et les Français de la prédominance d'un cosmopolitisme idéologique et économique ».

A soutenu la candidature de Jean Royer aux dernières présidentielles.

● LA RESTAURATION NATIONALE

Fondée en 1947, l'héritière de la Ligue d'action française s'efforce de maintenir la flamme royaliste. Mais les effectifs diminuent et la scission de la Nouvelle Action française (N.A.F.) a fortement ébranlé ses vieilles structures.

مركز الفكر

Mélange d'élitisme
et de pragmatisme,
recherche du juste milieu

GRANDE-BRETAGNE : vitalité du conservatisme dans une société en crise

Il y a quelque vingt-cinq ans, l'un des maîtres de la psychologie sociale en Grande-Bretagne, au sein d'un catalogue d'affirmations-tests à partir desquelles l'on pouvait dessiner une « image » de l'Anglais de droite. Au nombre de ces affirmations, variées à dessein, on trouve comme celle-ci : « d'une mentalité conservatrice, on relève la propriété dans la valeur et les droits de la propriété, l'idée qu'il y a inégalité d'aptitudes entre les individus (et, par là, d'une éducation religieuse pour tous), l'incapacité des nationalisations à assurer une marche efficace de l'industrie, la volonté de punitions sévères pour les crimes (peine de mort) et la violence (foetus), la nécessité d'obligations individuelles, l'infériorité des races, le danger des mélanges raciaux, l'inégalité des sexes... Sans qu'il soit facile de poursuivre l'énumération, il est facile de constater la validité, en ce jour d'hui, de ces critères, puisqu'ils servent à former les postulats de base de la pensée de droite.

Mais, dira-t-on, est-il légitime, en Angleterre, de parler d'une

de droite ? D'abord parce que le monde conservateur britannique a toujours été le concept. Protestant hautement, le penchant à l'abstraction, un choix de vie s'est élevé pour affirmer avec une unité que, si l'on a un esprit conservateur, il n'y a pas de doctrine conservatrice. Dans cette optique, le conservatisme est une manière d'être, non point une conviction théorique autour d'une idée morale et unique. Défini comme une pratique politique concrète, il balne dans la vie, au sein des réalités du jour, au sein de l'individu, la famille, la communauté, le groupe, les aspirations et leurs intérêts, les généralisations abstraites et fumeuses. En second lieu, à partir du moment où l'on introduit le conservatisme (terme lui-même lié à un parti, à une politique, à des gouvernements successifs), n'introduit-on pas la contradiction ? En effet, les conservateurs britanniques ont toujours eu pour caractéristique, au lieu d'insister sur la conservation éternelle du passé, d'aller vigoureusement à l'avant, jusqu'à parfois prendre le court l'adversaire par leur audace novatrice.

Par FRANÇOIS BEDARIDA *

l'agent numéro un de l'équilibre et du bien-être du tout.

Le pragmatisme modernisateur, de son côté, ne saurait s'adapter. Pour lui, tout ce qui est normal et nécessaire, et s'il est vrai que les principes d'un système utilité, il s'agit néanmoins de ne pas être prisonnier. « Il n'y a point de principes absolus en politique, avait coutume de dire lord Salisbury, tout se joue dans la mise au point de l'exécution du détail. » C'est ce qui compte d'abord, c'est de marcher avec son temps. La volonté de progrès, donc aller de pair avec le sens du passé et de la tradition. Et lui, voilà l'ordre d'un homme, la sagesse, réalisme. L'inspiration remonte, par-delà Disraeli, à Burke. Celui-ci, dans les préambules à l'universel des révolutions françaises, avait appelé à une « sagesse » celle de l'expérience. Il est célèbre pour ses faits, ces faits qui reflètent la diversité infinie des situations. Dans une condition, la politique représente le triomphe du bien et du mal. Plus que de se laisser égarer par l'abstraction, il faut partir de réalités concrètes — traditions, coutumes, habitudes, préjugés — et, en chaque circonstance, adapter les choix. Les données changent, sans aucunement craindre le nouveauté, au moins chaque fois que l'évolution l'exige. Ainsi peut s'effectuer une croissance organique, chaque individu étant enraciné dans un système favorable. De ce conservatisme pragmatique et réformateur, maints exemples ont été fournis par l'histoire, depuis le ralliement de Peel à la politique de 1832 ou, plus encore, la décision de 1914 d'introduire la libre-échange, jusqu'aux décisions plus récentes des conservateurs pour un « Welfare State » et, en 1961, prenant l'initiative de l'entrée de la Grande-Bretagne en Europe.

Enfin, traitons la volée du triptyque, le traditionalisme paternaliste. Il répond au courant le plus ancien et le plus profond du toryisme. Mais c'est aussi celui qui a le plus pâli de l'évolution des idées au cours des dernières années. Le temps paraît loin où Burke, d'instinct, se sentait conservateur, c'est pour moi le grandeur de la Couronne, l'éclat de la patrie, les privilèges

* Maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Paris.

des communes, les droits des pauvres... Union merveilleuse, magistrale de toutes les classes. Cependant, ici, il importe de ne pas se laisser abuser par les transformations apparentes du discours. Même s'il n'est plus le parti de Church et King, le conservatisme reflète toujours fidèlement sa double inspiration d'origine : religieuse et féodale. Non pas seulement les valeurs qu'il continue à cultiver — la déférence, le patronage, la protection des humbles. Mais plus encore par sa conception d'une société organique, harmonieuse, d'un mille liens interpersonnels. Une fois de plus, les rétrogrades, où doit prévaloir un véritable sens communautaire. A l'encontre de l'univers individualiste régi par les

anonymes du marché — univers qui aboutit, selon l'expression désormais célèbre de Heath, à « la vilaine face du capitalisme ». Seulement, si ces principes continuent de sous-tendre la bonne partie du discours conservateur, il est de reconnaître que les trois grandes forces — la monarchie, l'Eglise, l'aristocratie — auxquelles ils prenaient appui depuis un bon quart de siècle — une sérieuse éclipse. La royauté, certes, est toujours là, solidement en place, avec elle le principe héréditaire. Mais il y a des temps où la prérogative royale a perdu toute signification pour les Tories. Surtout, le loyalisme monarchique n'est plus l'apanage de la droite. Il est devenu le principe de la nation.

Le déclin de l'aristocratie

Si l'on se souvient maintenant de l'aristocratie, il est évident qu'elle est en plein recul. Au fur et à mesure, elle se désintéresse de la politique, des places, le pouvoir lui-même le devant de la scène. Quant à l'Eglise, son influence pendant si longtemps a été puissante au sein du monde britannique, elle se trouve atteinte de manière fatale par le déclin des croyances et la désaffection à l'égard de la religion. Les institutions religieuses. Le résultat, c'est qu'en l'absence d'une foi, au même plus simplement d'une philosophie cohérente de l'existence, l'esprit hiérarchique et paternaliste, si caractéristique du toryisme classique, n'est plus à présent vivifié de l'intérieur. Comment, alors, garder un attachement à une tradition coupée de ses racines spirituelles ? Et comment trouver à incarner les valeurs traditionnelles dans les préoccupations d'aujourd'hui, surtout dans la mesure où les valeurs traditionnelles sont formulées dans un langage long, celui de la technique et de l'Etat modernes, avec des mots-clés tels que stagnation, pétrole, relations industrielles, etc.

Par ailleurs, l'on doit remarquer que le toryisme, sinon nationaliste, et l'esprit impérial, sinon impérialiste, qui ont été ses caractéristiques pendant un siècle, ne sont plus d'actualité. Le toryisme n'est plus, au toryisme, ce qu'il était autrefois, un toryisme, c'est l'immigration qui colore : un terrain qu'une partie de la droite a vu l'extrême droite s'empresser d'exploiter de leur mieux, dans le but de monter plus ou moins hypocrite, tantôt à visage découvert et avec des arguments rationnels.

(Lire la suite page 14.)

Des thèmes

qui changent de camp

LA DROITE
LIVRÉE AU PILLAGE

Par PAUL THIBAUD *

QUAND on voit des affaires de la gauche, on peut s'étonner que la droite, au sein d'un catalogue d'affirmations-tests à partir desquelles l'on pouvait dessiner une « image » de l'Anglais de droite. Au nombre de ces affirmations, variées à dessein, on trouve comme celle-ci : « d'une mentalité conservatrice, on relève la propriété dans la valeur et les droits de la propriété, l'idée qu'il y a inégalité d'aptitudes entre les individus (et, par là, d'une éducation religieuse pour tous), l'incapacité des nationalisations à assurer une marche efficace de l'industrie, la volonté de punitions sévères pour les crimes (peine de mort) et la violence (foetus), la nécessité d'obligations individuelles, l'infériorité des races, le danger des mélanges raciaux, l'inégalité des sexes... Sans qu'il soit facile de poursuivre l'énumération, il est facile de constater la validité, en ce jour d'hui, de ces critères, puisqu'ils servent à former les postulats de base de la pensée de droite.

Mais, dira-t-on, est-il légitime, en Angleterre, de parler d'une de droite ? D'abord parce que le monde conservateur britannique a toujours été le concept. Protestant hautement, le penchant à l'abstraction, un choix de vie s'est élevé pour affirmer avec une unité que, si l'on a un esprit conservateur, il n'y a pas de doctrine conservatrice. Dans cette optique, le conservatisme est une manière d'être, non point une conviction théorique autour d'une idée morale et unique. Défini comme une pratique politique concrète, il balne dans la vie, au sein des réalités du jour, au sein de l'individu, la famille, la communauté, le groupe, les aspirations et leurs intérêts, les généralisations abstraites et fumeuses. En second lieu, à partir du moment où l'on introduit le conservatisme (terme lui-même lié à un parti, à une politique, à des gouvernements successifs), n'introduit-on pas la contradiction ? En effet, les conservateurs britanniques ont toujours eu pour caractéristique, au lieu d'insister sur la conservation éternelle du passé, d'aller vigoureusement à l'avant, jusqu'à parfois prendre le court l'adversaire par leur audace novatrice.

taires, dans lequel la gauche et aussi le mouvement ouvrier ont beaucoup travaillé, de tous les côtés : on y voit de plus en plus un facteur d'asservissement en même temps qu'un moyen d'émancipation. On ne peut nationalisme, celui qui se traduit par le rejet des modes, celui qui se traduit par le rejet des modes de production et annonce la société sans classes, il a partie liée avec la plus grande catastrophe historique du siècle : la stalinisation, ou plutôt la stalinisation, puisque pour ceux qui croient nécessaire une pluralité d'expressions le même attachement se manifeste à l'U.R.S.S. ou au Cambodge et dans d'autres pays, de ne pas répéter : vouloir confondre l'Etat et le peuple, vouloir déterminer le point d'arrivée de l'humanité, c'est fonder une dictature dont l'humanité ne fut qu'une faible esquisse.

Rien d'étonnant, dans ces conditions, que les thèmes classiquement de droite reprennent avec intensité dans la pensée contemporaine : la haine de l'abstraction fustigée universellement qui inspirait Burke surgit de tous côtés ; le sentiment du malin, les limites, la mort, la mort, une obsession collective qu'impose la menace écologique et la valeur de l'enracinement dans un particularisme culturel ou géographique ne deviennent un lieu commun.

Echec et vitalité nouvelle

Mais ce mouvement de tendances paraît être opéré sans que la droite traditionnelle y gagne rien. C'est à l'intérieur de la gauche que tout cela s'est passé. La gauche joue tous les rôles, elle énonce les thèses et leur fait des objections, elle les modes et le combat. Les conservateurs intellectuels ne peuvent se faire admettre qu'en se ralliant à la gauche. Tout nationalisme ne doit être révolutionnaire, tout régionalisme ne peut se vouloir socialiste. Il y a là, je crois, plus qu'une volonté tactique, plus qu'une volonté aux particularismes culturels. Si la droite intellectuelle ne jouit aujourd'hui d'une certaine vitalité, c'est parce que ce qu'il y a de vivant en elle ne peut que s'exprimer dans une autre vision de monde. Elle n'est plus caractéristique que le changement de statut de la gauche aujourd'hui soumise à la lecture. En affrontant ses critiques les plus virulentes, ou des pensées marginales, la gauche se refait elle-même. On voit désormais des thèmes de gauche, ou gauchistes, Chateaubriand, de Balzac, de Péguy... Sont revivifiés la gauche dans les thèmes. Tocqueville devient une référence pour les antagonistes. Les thèmes de la gauche semblent être d'origine d'une vitalité intellectuelle nouvelle, d'un antidotisme qui lui ouvre des champs jusqu'alors frappés d'interdit.

Rien n'est plus caractéristique de cette conjoncture nouvelle que la reconsideration

récente de certains événements liés à un mouvement central, celui du socialisme. On voit que la gauche, en 1956, des jeunes et des services de l'Etat, par exemple, ont été révolutionnaires par les orthodoxes. Il était habile d'attirer un sort de vieux discours de Michailov sur la Vendée, sur le peuple trompé, abrité, mal traité, qu'il faut plaindre quand on se voit lui. Mais il semble que ce soit d'une catégorie classique et on peut émettre l'hypothèse que cette catégorie elle-même : au nom de quel révolutionnaire peuvent-ils prétendre le peuple à l'Etat ? Il y a là un problème de principe dont on dit qu'il est absurde. Et des historiens (1) arrivent avec une réponse nouvelle : ce qui défendait les paysans à contre-révolutionnaires, du Mexique à l'Ukraine, ce n'était pas l'ordre ancien, mais tout simplement leur autonomie culturelle et matérielle, contre le bourgeois et le nationalisme à l'échelle de l'Etat. Du reste, d'ailleurs, le concept même de révolution qui se trouve mal en cause, le projet de faire entrer le socialisme dans l'histoire ou l'histoire dans le social.

Il est paradoxal qu'un retour au concept même de révolution qui se trouve mal en cause, le projet de faire entrer le socialisme dans l'histoire ou l'histoire dans le social. Il est paradoxal qu'un retour au concept même de révolution qui se trouve mal en cause, le projet de faire entrer le socialisme dans l'histoire ou l'histoire dans le social.

Qu'est-ce qui manque donc à la droite pour qu'elle soit capable de reprendre son propre héritage ? Il me semble que c'est la base sociale du nationalisme qui s'est effondrée. Je ne sais pas si l'on puisse imaginer aucune idée politique, sinon en se référant à un peuple, à des valeurs vécues qui ne soient pas, ou du moins pas seulement, des privilèges. Tant qu'il y avait un peuple vivant de sa tradition, un peuple qui vivait, acceptait la hiérarchie, le discours de la droite, qui met au premier plan l'intégration de la nation dans un ordre, fait-elle aux dépens de la justice et surtout de l'égalité, ce discours de droite pouvait encore être articulé. Il pouvait se référer à un décret divin ou, comme chez le positiviste Maurras, à un ordre naturel. Sa véritable justification était de désigner un monde de vivre encore possible. C'est pourquoi, fin, les valeurs hiérarchiques, les hiérarchies légitimes, se sont effondrées ; on ne peut plus désormais, fait-elle pour le dépasser, que partir de l'individu, l'individu qui est présent.

Il y a encore des peuples de droite : ce sont les gens courageux et respectables qui, tout simplement, ne sont pas aux promesses qu'on leur fait, qui peut-être n'ont pas qu'on leur fasse

des promesses. Mais ce ne sont que des vides qui sont pas un peuple. La base sociale du nationalisme a évolué vers le libéralisme chrétien et le libéralisme tout court, ou bien se peur du changement et se exploite par le fascisme (faux restaurateur, manipulateur de pseudo-secrètes). Faute d'un appui populaire, le peuple de droite ne peut plus apparaître que comme une défense de privilèges.

Lois du peuple et de ses aspirations, la pensée de droite ne peut plus parler que le langage des avertissements, elle ne peut que dénoncer les folles de la gauche. Propos légitime mais, à ce qu'il me semble, assez vain. Il y a en effet un déséquilibre entre les thèses de la droite et celles de la gauche. La droite parle de l'impossibilité d'être libre, de dépasser l'exploitation ; la gauche parle du droit d'être libre. Or si l'on exclut l'horizon du socialisme (impossible dans une société sans révolution institutionnelle), les avertissements de la droite ne peuvent être que la condition d'un prononcé au nom de la libération elle-même, ou au nom de la libération dans le vœu d'un monde meilleur, ou au nom d'un ordre à préserver ou à restaurer. La grande critique de droite, celle de Dostoevski par exemple, reposait sur une figure humaine : celle du pauvre homme en condition. Quand une figure humaine, la droite n'est plus crédible. C'est comme si l'humanité occidentale trouvait une crise d'adolescence, comme si les valeurs hier institutionnalisées imposées s'étaient effondrées, comme si tout devait être repris à zéro, à partir de la liberté et du choix.

Dans ces conditions, la seule pensée de droite efficace me semble pour l'instant celle du libéralisme à droite (celle de Raymond Aron ou de la revue Contrepoint), parce que son réalisme grincheux, désabusé, démontre, en fondant sur la même d'une valeur politique nouvelle, que la gauche ne peut reculer. Mais cette pensée est-elle de droite ?

Y a-t-il une autre pensée de droite à venir ? C'est possible dans la mesure où, au lieu de la libération, on se préoccupe du problème platonicien de l'éducation du poir, de l'éducation de la liberté. La droite ne nous donne pas une image de liberté séduite, où tout est d'ailleurs la consommation du bonheur et du mal. Qu'est-ce qui peut rendre la droite à elle-même ? Cette question, Malraux l'avait vue, mais il n'a su y répondre qu'en organisant un culte artificiel de la gauche. En vérité, tant l'athéisme que l'homme d'une tradition vivante peuvent par l'exemple ou la création esthétique éduquer sans contrainte des hommes à un problème-là, qu'une certaine gauche ignore, une droite retrouverait peut-être ses chances. Elle faudrait-il qu'elle apprenne à la peine les hommes à son plus grand ser (mauvaises) humeurs. Qu'elle parvienne à plus savoir faire depuis

(1) Par exemple Paul Fournier, l'Orient, Flammarion, et Jean Meyer, Le Livre de Poche.

* Directeur de la revue Esprit.

FRANÇOIS FEITO.

Valeurs traditionnelles, divisions politiques et affairisme

A droite, l'idéologie neutralisée ou dispersée, le politicien médiocre, l'économiste affaibli, le marxiste déformé, le socialiste confus, les nés à ne pas appartenir à une qu'à leurs propres caricatures, ou à leur respectivement, mais qui ont été les du monde à la principale du monde à la Sergio Leone, le Bon, la Brute et la Triaune ? Peut-être, en tout cas, le premier ne sera à la culture des des : le fonds idéologique commun, l'absence de la différence.

111

111

مكتبة ابن السكيت

Subtilités et limites d'un

soviétique, « la Chine étant
jaire », une « grave menace
sur » une « sale ». Et nous
Unis que l'Union soviétique. Si nous
voulons « maintenir »
oppression, nous devons « triompher » global
la puissance, nous devons adopter
une politique « admettre »
manière explicite que « la »
même intérêt à améliorer
de « la »
« même attaque soviétique ». Pills-
bury pressait que l'aide américaine
devrait se limiter à renforcer les ca-
pités purement défensives de la
« la »
« son potentiel offensif » aux
« et » alliés asiatiques.
Il ajoutait qu'il fallait « in-
tégrer » les « secour » « risquant » ainsi
« la » « la »
« Etats-Unis et l'Union ».

Les Chinois s'insurgent éventuellement rapprochement avec Moscou après la mort de Mao. Au mois de septembre, dans *Foreign Affairs*, c'était au tour de Jerome Cohen, assistant à l'Etat pour les affaires chinoises, de s'adresser à un groupe de spécialistes de la Chine de voter au secours de la thèse défendue par Pillsbury et de se déclarer partisan de la création d'un certain nombre de postes officiels entre la Chine : M. Cohen compte parmi les principaux conseillers de M. Jimmy Carter pour les affaires chinoises.

Après l'annonce de M. M. Pillsbury, Brown et Cohen ont eu des conversations privées avec un certain nombre d'experts, et ont pu se faire une relation plus précise de la situation et de la Chine pourrait avoir plusieurs objectifs :

— Développer la force de dissuasion de la Chine et la rendre d'une infrastructure technologique dans le domaine de la défense radar et de la reconnaissance par satellite. Tenter d'éviter les dangers d'une confrontation pour la Chine, tout d'un attaque surprise soviétique, et pour l'U.R.S.S., celui de voir les Chinois utiliser un tir prématruré par une attaque d'une attaque préventive soviétique ;

— Moderniser l'équipement de la Chine en armements conventionnels par le biais du transfert d'armes perfectionnées et d'armements sophistiqués. Ce qui renforcerait la force de dissuasion chinoise face à l'éventualité d'une offensive conventionnelle des Soviétiques ;

— Maintenir quarante-cinq ou cinquante divisions soviétiques immobilisées à la frontière chinoise, et peut-être même sur les frontières soviétiques à concentrer des forces encore supérieures dans le cas d'une éventuelle attaque de la Chine ;

— Maintenir une diminution des dépenses militaires soviétiques face aux armées de l'O.T.A.N. en Europe ;

— Bien marquer que les Etats-Unis sont directement concernés par la sécurité des Etats du monde et de Washington n'apporte une aide militaire aux Chinois au cas où éclaterait un nouveau conflit entre la Chine et l'U.R.S.S. (A ce propos, les Etats-Unis ont déjà proposé une déclaration publique de l'établissement d'une

Depuis l'automne 1949, le U.S.A. sur les relations militaires « entre les Etats-Unis et la Chine s'est enrichi de deux livres très importantes. Dans son numéro de mai, *Foreign Policy* publiait un article de M. Roger Brown, expert qui jouit d'une haute autorité au sein de la C.I.A. ; il y déclarait partager le point de vue de Pillsbury, et réclamait avec lui que les relations diplomatiques avec la Chine populaire afin

Le gouvernement américain cherche à se dédouaner aux yeux des Soviétiques en autorisant la vente à Pékin d'un ordinateur de type PDP-7 du Cyber 72. Un apparemment, les dirigeants chinois ont demandé aux Soviétiques d'un tel matériel et le modèle avait été refusé, mais Washington était soucieux de montrer que l'Union soviétique n'était pas une puissance technologique dominante. Quant à la vente des Cyber 172 à la Chine représente bel et bien un « petit gain » délibéré au faveur d'« équilibre ». En effet, les Soviétiques disposent déjà d'appareils de ce type, alors que les Chinois en sont encore très loin : les ordinateurs américains, dans l'industrie et même dans les armées, ainsi que dans les milieux militaires, accélèrent sensiblement à combler le retard des Chinois sur les Soviétiques dans le domaine de la technologie informatique. Washington agit donc avec discrétion en favorisant ces applications militaires du Cyber 172 ; il s'agit

culturelle, et plus encore pendant les deux ou trois années qui précéderont leur chute, fut de s'en prendre violemment aux cadres qui craignaient leur ligne ou s'y opposaient et, en particulier, à la longue *Marx* et de l'époque du *Yenan*.

« Toute idée d'opposer la grande révolution culturelle au développement de la production »

affirme le point 14. Le « groupe des quatre » *Marx* au principe sans lequel la proposition de la grande révolution culturelle et d'une usine pour augmenter la production *Marx* la productivité *Marx* révisionniste » contre-révolutionnaire.

« L'anti-dialectique s'exprimait dans la suite : « Si la grande révolution culturelle, le problème de la culture est la culture »

même temps, Chang Chun-chiao et Yao Wen-yuan annoncent la création de la Commune de Changhaï. Cet acte est « l'élémination de tous les chéats » correspondant à la politique de la ligne droite (516).
 Tout, suspecte-t-on, tend à se passer sous la « la réaction » du Tse-tung lui sans équivoque : « C'est la réaction la plus extrême, affirmait-il, le trait le plus caractéristique. »
 Le mouvement gauchiste, connu des Chinois sous le nom de « mouvement du 16 mai », entra en action au printemps de 1967. Le 7 août 1967, Wang Li incita les rebelles gauchistes à se saisir du pouvoir et à administrer les affaires étrangères, ce qui déclencha pendant un temps, l'espionnage divers incidents de caractère xénophobe, en particulier l'incendie de l'ambassade américaine le 2 août. Le 10 novembre 12 du *Drapeau rouge* paraissait un éditorial intitulé « Le prolétariat doit fermement se saisir du pouvoir » et qui était signalé pour les organisations rebelles de s'emparer des casernes.
 L'ultra-gauche était alors trop loin, malgré la résistance de Chiang Ching-kuo et Chen Po-ta, la publication du *Drapeau rouge* fut suspendue, Wang Kang, Chen-yu et Kuan Feng furent arrêtés.

première phase.

Beaucoup de progrès ont été faits en Chine, tout au long des quatre — qu'il faut lire : « quatre » d'information — l'incarnation de la révolution culturelle, mais que la majeure partie du peuple chinois n'a pas encore fait une idée très nette et différente. On peut comprendre la raison de ces dérives si l'on pense en parallèle à ce qui se passe dans les autres pays : les recommandations pour la révolution culturelle exprimées par ces « seize points » datent de 1966. Bien que leur attitude n'ait pas changé depuis lors, à l'époque, le troisième « point » précédé de « deux », est considéré comme étant utilisé par les « quatre » : « Ils ont recouru à des tactiques telles que celle qui consiste à déplacer la cible à mesure qu'ils avancent vers elle, afin de pouvoir déviser le mouvement. Quand ils se trouvent très isolés et incapables de continuer plus longtemps, ils recourent alors au sabotage à l'intérieur, un coup de poignard dans le dos, à la diffusion de rumeurs. Ils brouillent ainsi tout et peuvent la révolution contre la révolution, la révolution d'attaque contre la révolution.

Le sixième point précise que « la révolution passe par la lutte et que pour présenter les faits, il passe les choses au crible de la raison, de persécution par le raisonnement » et que, « lorsqu'il y a un débat, il doit être réglé par la raison ». Le septième est la censure ou l'usage de la force ». Le discours de Mme Chiang Ching du 22 janvier 1967, après les incidents de la manifestation en contradiction avec cette injonction, est résumé avec des mots-clés, défendez-vous avec la force », disait-elle. Elle précisait ainsi sa pensée aux jeunes rebelles : « Ils ne peuvent pas les armes, la lutte est des fusils, des lance-roquettes, des épées contre vous, et vous disposez vos armes. Vous avez tort. Vous le registrez ». Elle a après avoir mis la réprimande à l'ordre du jour, elle a dit : « Les Chinois Ching, nous sommes à l'avenue ».

numéro : F.
Abonnement 1 an
(12 numéros) : 25 F.

SPORT
imites d'



ENTRE LES ÉTATS-UNIS ET LA CHINE

projet de coopération militaire

Par BANNING GARRETT

Les relations militaires entre les États-Unis et la Chine sont à la fois complexes et ambiguës. Elles ont évolué depuis la fin de la guerre civile chinoise, passant d'une coopération étroite à une rivalité ouverte, puis à une certaine détente. Aujourd'hui, le projet de coopération militaire suscite de vives discussions dans les deux pays.

Le projet de coopération militaire entre les États-Unis et la Chine est un sujet d'actualité. Il s'agit d'un projet qui vise à renforcer la coopération entre les deux pays dans le domaine militaire. Ce projet a été annoncé par le président américain Jimmy Carter en 1976.

Le projet de coopération militaire entre les États-Unis et la Chine est un sujet d'actualité. Il s'agit d'un projet qui vise à renforcer la coopération entre les deux pays dans le domaine militaire. Ce projet a été annoncé par le président américain Jimmy Carter en 1976.

Le projet de coopération militaire entre les États-Unis et la Chine est un sujet d'actualité. Il s'agit d'un projet qui vise à renforcer la coopération entre les deux pays dans le domaine militaire. Ce projet a été annoncé par le président américain Jimmy Carter en 1976.

Le projet de coopération militaire entre les États-Unis et la Chine est un sujet d'actualité. Il s'agit d'un projet qui vise à renforcer la coopération entre les deux pays dans le domaine militaire. Ce projet a été annoncé par le président américain Jimmy Carter en 1976.

Les premiers contrats avec l'Occident

Selon certaines informations publiées dans la presse, les États-Unis ont signé avec la Chine des premiers contrats militaires. Ces contrats visent à renforcer la coopération entre les deux pays dans le domaine militaire.

Les premiers contrats militaires entre les États-Unis et la Chine ont été signés en 1976. Ces contrats visent à renforcer la coopération entre les deux pays dans le domaine militaire.

Les premiers contrats militaires entre les États-Unis et la Chine ont été signés en 1976. Ces contrats visent à renforcer la coopération entre les deux pays dans le domaine militaire.

Les premiers contrats militaires entre les États-Unis et la Chine ont été signés en 1976. Ces contrats visent à renforcer la coopération entre les deux pays dans le domaine militaire.

Les premiers contrats militaires entre les États-Unis et la Chine ont été signés en 1976. Ces contrats visent à renforcer la coopération entre les deux pays dans le domaine militaire.

M. Kissinger et la sécurité de la Chine

M. Kissinger a joué un rôle important dans la relation entre les États-Unis et la Chine. Il a été l'un des principaux responsables de la politique étrangère américaine pendant les années 1970.

M. Kissinger a joué un rôle important dans la relation entre les États-Unis et la Chine. Il a été l'un des principaux responsables de la politique étrangère américaine pendant les années 1970.

M. Kissinger a joué un rôle important dans la relation entre les États-Unis et la Chine. Il a été l'un des principaux responsables de la politique étrangère américaine pendant les années 1970.

M. Kissinger a joué un rôle important dans la relation entre les États-Unis et la Chine. Il a été l'un des principaux responsables de la politique étrangère américaine pendant les années 1970.

M. Kissinger a joué un rôle important dans la relation entre les États-Unis et la Chine. Il a été l'un des principaux responsables de la politique étrangère américaine pendant les années 1970.

ine cris

Le mouvement révolutionnaire en Chine a connu une phase de crise. Les tensions entre les différents groupes politiques ont atteint un niveau élevé.

Le mouvement révolutionnaire en Chine a connu une phase de crise. Les tensions entre les différents groupes politiques ont atteint un niveau élevé.

Le mouvement révolutionnaire en Chine a connu une phase de crise. Les tensions entre les différents groupes politiques ont atteint un niveau élevé.

Le mouvement révolutionnaire en Chine a connu une phase de crise. Les tensions entre les différents groupes politiques ont atteint un niveau élevé.

Le mouvement révolutionnaire en Chine a connu une phase de crise. Les tensions entre les différents groupes politiques ont atteint un niveau élevé.

Le mouvement révolutionnaire en Chine a connu une phase de crise. Les tensions entre les différents groupes politiques ont atteint un niveau élevé.

Le mouvement révolutionnaire en Chine a connu une phase de crise. Les tensions entre les différents groupes politiques ont atteint un niveau élevé.

Le mouvement révolutionnaire en Chine a connu une phase de crise. Les tensions entre les différents groupes politiques ont atteint un niveau élevé.

Le mouvement révolutionnaire en Chine a connu une phase de crise. Les tensions entre les différents groupes politiques ont atteint un niveau élevé.

Le mouvement révolutionnaire en Chine a connu une phase de crise. Les tensions entre les différents groupes politiques ont atteint un niveau élevé.

L'ARGENTINE sous la botte

Jouant un rôle irremplaçable dans la stratégie américaine pour l'Atlantique sud, les militaires argentins ont muselé toute opposition



(Photo: Luis Carreras-García)

La masse des informations qui affluent d'Argentine ne laisse aucun doute : depuis le coup d'État du 23 mars 1976 qui renverse le gouvernement d'Isabel Peron, la répression a atteint un degré sans précédent. S'étant autoproclamée « réorganisation nationale » visant à éliminer la guérilla, à mettre fin à la gabegie et à la corruption, et à remettre sur route une machine économique allant à la paralysie, les forces armées ont revendiqué pour elles-mêmes « le monopole de la violence », un qui semblait annoncer la mise au pas des groupes terroristes paramilitaires et parapolitiques responsables d'innombrables assassinats de personnalités libérales ou de gauche et jouissant d'une totale impunité.

Le programme du 23 mars n'a pas été respecté. Certes, la guérilla a subi des succès très graves : l'E.R.P. (Armée révolutionnaire du peuple) a vu l'essentiel de ses forces autonomes dans la province de Tucuman, et les Montoneros ont perdu beaucoup de leurs cadres et de ses disciples, ce qui ne leur laisse plus que la possibilité de coups d'État suicidaires. Par ailleurs, la politique économique suivie par le général Videla, héritier de l'économie d'Isabel Peron, a permis de maintenir le pays au-dessus de ses moyens. En six mois, le salaire réel a baissé de 50 %, les licenciements sont devenus massifs et le pays est entré en récession. Les seuls bénéficiaires de cette politique — qui ne dissimule pas son caractère de classe —

sont la grande bourgeoisie industrielle, le capital multinational, et les gros propriétaires terriens.

Sur le chapitre des libertés individuelles, la junte militaire ne se contente pas de faire de l'Argentine un nouveau Chili. Non seulement un appareil législatif de répression extraordinaire a été mis en place, qui sanctionne avec la dernière rigueur toute infraction d'expression ou de revendication sociale, mais la police et l'armée détiennent à des commandos terroristes — qu'elles forment ou dont elles sont complices — l'exécution de leurs basses œuvres. C'est par exemple dans des conditions atroces et qui touchent aussi bien les réfugiés latino-américains que les Argentins. Les prisonniers ne sont pas davantage épargnés. Un prêtre, Mgr Angelini, évêque de La Rioja, a été la victime d'un « accident » dont les circonstances sont tellement invraisemblables qu'il ressemble à une scène de théâtre.

Devant l'accumulation des témoignages, confirmés par des déclarations de juristes étrangers ou Amnesty International, les militaires font la sourde oreille, s'arrogent même les pleins pouvoirs. Nul ne sait ce qu'il advient des personnes arrêtées, jusqu'au jour où leur cadavre est retrouvé au bord d'un lac ou dans un trou, ou encore des marques de tortures. La décalage entre la réalité d'une répression — dont la violence frôle parfois la démesure — et les propos rassurants du général Videla, président de la République, qui rappelle chaque

qu'il le fait d'un retour à un minimum de démocratie, témoigne sans doute d'une implacable lutte de factions au sein des forces armées. Le général Videla est le chef d'état-major, le général Viola, passait pour des modérés mais semblait incapable de contrôler les débordements d'un appareil à coercition qui ne souhaite aucun doute lui conserver à sa tête pour « inaugurer les chrysanthèmes ».

Quelques indices politiques cependant : la mise à la retraite le 1^{er} janvier 1977 de quatre généraux de l'armée de terre, particulièrement extrémistes, dans le cadre des mouvements de personnel — la promesse faite par le général Videla le 22 décembre d'engager dans les prochains mois un dialogue avec les dirigeants civils — la maintien par la publication d'hebdomadaires ou de mensuels à diffusion bien sûr très restreinte, d'une presse minimale de certains partis non dissimule. Cela ne suffit pas à « réorganiser » l'Argentine en la voie de la démocratie représentative, objectif officiel de la junte. Mais les décisions se prennent-elles à Buenos-Aires ? L'arrivée au pouvoir d'un régime progressiste en Argentine, bouleversant la géopolitique de l'Amérique latine, incite Washington à « verrouillage » du sud-américain.

L'enquête est en cours par plusieurs avocats argentins. On comprendra sans peine que pour leur conservation l'ennemi.

Le 12 mars 1976, les forces armées argentines mettaient fin à une nouvelle tentative de continuité constitutionnelle (1). Dès le lendemain, à 3 h 20, le réseau officiel de radio et de télévision diffusait dans tout le pays la première proclamation des chefs militaires. En essayant de justifier le recours à la force, les commandants en chef des trois armées déclaraient : « toutes les ressources de la démocratie ont été épuisées, que la possibilité d'interdire des atteintes dans la vie des institutions n'existe plus, et qu'il était « prouvé » d'une manière irréfutable qu'il était impossible de l'interdire à un gouvernement par des voies normales ».

Cette déclaration imputait au gouvernement renversé « la progression de toutes sortes d'extrémismes », « dénonçait » l'absence totale de comportements exemplaires, au point de « déshonorer » la morale, chez ceux qui se trouvaient à la tête de l'État, — leur irresponsabilité manifeste dans la conduite de l'économie, qui cause l'épuisement de l'appareil productif, — la spéculation et la corruption généralisées ». Le texte ajoutait : « Tout cela se traduit par une perte irréparable du sens de la grandeur et de la foi », et ajoutait en conclusion que l'interven-

tion des militaires avait « pour but de mettre un terme à la gabegie, à la corruption et au fléau subversif ; elle est destinée à mettre ceux qui ont commis des délits ou des abus du pouvoir, et toutes aux ordres » (2).

Parmi leurs objectifs fondamentaux, les militaires interviennent la nécessité de « faire régner dans un plénitude l'ordre juridique et social ».

Les premières mesures prises dans cet esprit par le nouveau gouvernement s'expriment dans le document intitulé « Actes pour la réorganisation nationale et prestation de serment de la junte militaire ». Ce texte déclare caducs les mandats de la présidence « émis par des gouvernements et vice-gouvernements des provinces ; dissout le Congrès national et les législatures des provinces, la Chambre des représentants de la ville de Buenos-Aires, les conseils municipaux et les organismes similaires ; révoque les membres de la Cour suprême et des tribunaux supérieurs des provinces ; suspend les activités corporatives ou syndicales des travailleurs, des patrons et des membres des syndicats professionnels ».

Sur le plan juridique, les militaires soulèvent une première question : quelle peut bien être leur validité légale ? La Constitution Argentine n'est pas le fruit d'un régime démocratique, mais « le peuple est débiteur et son gouverneur qui se justifie par la prestation de serment des représentants légitimes des provinces » (art. 21). Elle ajoute : « Tous ceux qui s'arrogent des pouvoirs ou des prérogatives appartenant aux pouvoirs légitimes par la Constitution sont coupables de haute trahison à la Patrie et doivent être jugés selon les lois en vigueur ». Ces termes suffisent à trapper la nullité les dispositions « légales » prises par les militaires selon des procédures qu'ils se sont eux-mêmes établies.

Mais il faut aller plus loin : à quel régime peut-on reconnaître la validité « à l'usage » d'un régime qui se justifie par la possession de la force, lui permettant de substituer son ordre à l'ordre juridique antérieur, sans fonder-il sa prononciation sur sa légitimité ? Or la

proclamation déjà émise des chefs militaires contient le paragraphe suivant : « Les forces armées ont assumé le contrôle de la République. Ce pays vaillamment comprend le sens profond et sans équivoque de cette attitude, afin que la responsabilité et l'effort soient mis à la disposition de la junte pour but le bien commun et qui, avec l'aide de Dieu, assurera le redressement du pays » (2).

« Un régime athée et despotique »

DANS leurs déclarations ultérieures, les militaires ont clairement défini leurs objectifs, dans une philosophie qui marque les limites des dispositions légales prises par eux. Ainsi, dans son premier discours à la nation, le président désigné, la junte, le général Jorge Rafael Videla, affirme en particulier que les militaires se sont emparés du pouvoir parce que « le recours aux extrémismes des deux bords à la violence avait plongé les habitants du pays dans une atmosphère d'insécurité et de peur insupportables ». Il ajoutait : « Les forces armées assurent le plein exercice de l'État non pas pour plaquer la liberté mais pour la consolider, non pas pour faire passer à la justice mais pour l'imposer. » Il demandait au peuple argentin « d'exercer pleinement sa responsabilité dans la tolérance, l'union et la liberté » (3) (4).

Cependant, au cours de la cérémonie de célébration du cent cinquantième anniversaire de la création du groupe d'artillerie à général Iriarte, le chef de cette unité, le lieutenant-colonel Hugo Idefonso Pascarelli, déclarait : « Dans l'histoire de notre pays, on n'avait jamais vu une lutte perilleuse à celle dans laquelle nous sommes engagés aujourd'hui, qui reconnaît des limites morales ni naturelles, qui dépasse les bornes, bien

que des hommes en soient à l'origine... Cette lutte n'aure pour seule fin que celle de notre face à la mort ».

Le commandant de la septième brigade d'infanterie stationnée à Corrientes, le général Nicolás, s'embarrassait pas davantage de nuances : « L'individu compromis dans la mission n'ayant combattu les armes à la main est un déshonneur qui le rend pour toujours infâme ». Quant au général José Goyari, directeur de l'École de la défense nationale, il insistait sur ceux, « nés sur cette terre béate, [qui] abjuraient notre histoire... prétendant nous imposer — par le crime aujourd'hui et demain peut-être par des crimes — un régime athée, matérialiste et despotique ».

« Prouvant que Videla gouverne, le général Luciano B. Menéndez, commandant du corps d'armée, proposait respectueusement à la mission l'ordre de l'Argentine du sud, et de la mission l'ordre de la défense nationale et du catholicisme ».

Ces proclamations autorisées ou au moins le mérite de donner le caractère formel des documents officiels relatifs à la « tolérance », à la « justice », à la « liberté », et de mettre en évidence la véritable nature des valeurs qui prévalent dans l'entreprise de « réorganisation nationale ».

Faisant ainsi rose de la légalité antérieure au 24 mars 1976, la junte est dotée d'un pouvoir juridique considérable en tant que punir ou rendre illégal tout ce qui s'oppose aux lois qu'elle a elle-même définies. Le point de départ n'est donc plus l'ordre constitutionnel de la période précédente, mais la législation sur les militaires par les militaires en imposée par la force. On ne peut ainsi inévitablement conduit à la solution du problème : la justification de l'action illégale face à un gouvernement répressif.

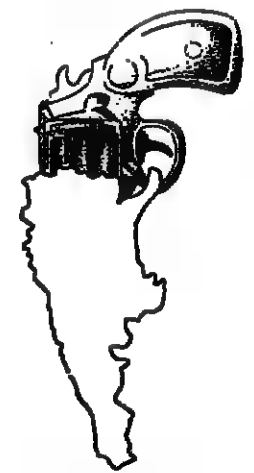
LA CHASSE AUX JEUNES

Le lundi 18 octobre 1976, des forces de police de la province de Buenos-Aires se sont présentées aux bureaux de l'administration du collège national V. G. de la capitale, exigeant leur liste d'étudiants. La plupart des noms figurant sur cette liste étaient ceux d'étudiants qui avaient appartenu, par le passé, au mouvement étudiant de la capitale. Ces étudiants ont été arrêtés et envoyés dans des camps de concentration et de regroupement des étudiants, sans aucune justification par aucune organisation politique. Au contraire, les particularités démocratiques avaient permis la participation en son sein de jeunes de toutes les tendances politiques.

Les parents de Juan Rodríguez — ayant pris connaissance de la demande de liste prélevée spontanément au bureau de la police, dans le but de s'informer, puisque les noms de leurs filles figuraient sur la liste. De cet incident leur étonnement, ils ont appris que leurs enfants n'avaient pas eu de contact avec des partis ou des organisations politiques. La réponse de la police a été qu'il n'y avait pas de problème et que les jeunes pouvaient aller aux études en toute tranquillité.

Le vendredi 23 octobre, au petit matin, des personnes civiles, appartenant à des familles de la capitale, ont été arrêtées et envoyées dans des camps de concentration et de regroupement des étudiants, sans aucune justification par aucune organisation politique. Au contraire, les particularités démocratiques avaient permis la participation en son sein de jeunes de toutes les tendances politiques.

Le samedi 23 octobre, au petit matin, des personnes civiles, appartenant à des familles de la capitale, ont été arrêtées et envoyées dans des camps de concentration et de regroupement des étudiants, sans aucune justification par aucune organisation politique. Au contraire, les particularités démocratiques avaient permis la participation en son sein de jeunes de toutes les tendances politiques.



réduisent de façon brutale les garanties individuelles. C'est d'abord la suppression puis la réglementation très restrictive (lois 21448 et 21449 du 28 octobre 1976) du droit d'option — permettant — en — d'une clause de l'article 23 de la Constitution — d'un « mais à la disposition du pouvoir exécutif » d'opter pour l'exil. Une loi de 1976, qui, jusqu'au coup d'État, relevait des tribunaux civils, mais maintenant justiciables des tribunaux militaires, y compris lorsque leurs auteurs ont moins de 21 ans. Les peines frappant la détention illégale d'armes ont été aggravées. Il en va de même pour celles relatives à l'incitation à la grève : il a suffi de « durcir » la loi 20840 votée à la présidence d'Isabel Peron.

Une législation répressive sans précédent

Pas question de badiner avec la police avec les forces armées, car leurs membres bénéficient d'un statut qui les fait des super-citoyens : désobéir à un de leurs ordres peut entraîner quatre ans de prison, à leur honneur ou à leur dignité jusqu'à ce qu'ils aient commis un acte de violence à leur encontre jusqu'à quinze ans de prison ou de mort, le choix se situe entre la réclusion à perpétuité et la mort. La loi 21338 du 21 juin 1976 a un effet rétroactif la peine capitale dans le code pénal. A vrai dire, il y a longtemps qu'elle était en vigueur dans la pratique : les commandos parapolitiques et pararmilitaires, opérant sans relâche et sans obstacles depuis 1974, sont responsables de centaines d'enlèvements, la plupart du temps suivis d'assassinats. Dans les camps de concentration et les prisons, l'exécution des prisonniers politiques est une réalité quotidienne. Ni leur matériel ni leur nombre ne sont communiqués par la junte. Les parents des disparus ou des prisonniers errent ainsi à la recherche de renseignements sans parvenir à apprendre quel que ce soit (4).

Les casernes sont devenues des camps de concentration (c'est le cas de Campo-de-la-Rivera, dans la province de Córdoba). On y incinère les corps des victimes des enlèvements pour ne pas laisser trace du crime. Une preuve précise dans le cas d'un dirigeant du syndicat de l'élec-

tricité à Córdoba, M. Caffarati, dont « l'exécution » a été révélée à un prêtre par l'un des militaires. Quand, par hasard, le mort d'un prisonnier finit par être connue, les militaires la mettent au compte d'un accident ou d'une tentative d'évasion. Pour donner plus de crédit à ces mensonges, il est procédé à des fréquents transferts de prisonniers à prison, bien que personne ne s'occupe de leur sort, et de la détention des victimes.

La privation illégitime de liberté (séquestrations), autrefois sanctionnée par des peines de 15 à 30 ans, est désormais sanctionnée de huit à vingt-cinq ans de réclusion. Les augmentations de « tarifs » de la peine d'association illicite (article 210 bis du code pénal) : on passe d'une « fourchette » de huit à huit à une plus grande : cinq à douze ans. Pour les « organisateurs », la peine peut aller jusqu'à vingt-cinq ans. Bien évidemment, la terminologie est en permanence en mouvement, la terminologie est en mouvement, la terminologie est en mouvement. Une prise de parole devant une

(1) Voir *Le Monde Diplomatique*, avril 1976.
(2) *Le Nation*, 25 mars 1976.
(3) C'est ainsi qu'un garçon de dix-sept ans, l'enlèvement est évoqué dans *Monde Diplomatique* de septembre 1976 n'a toujours été méconnu par ses parents.

دعوات الركن

assemblée d'ouvriers ou d'étudiants, un sermon prononcé dans une église pour dénoncer l'oppression, tout cela qui suffit à désigner un « système ». Quant au « système », les « cellules », il peut s'appliquer à tous les partis y compris ceux qui agissent dans la légalité avant le 24 mars, syndicats, comités de quartier. L'article 100 ne prévoit pas la réclusion pour les « meneurs », mais pour le meneur, instigateur, auteur ou complice d'une action entreprise par une association illicite à but « subversif » ou ayant entraîné la mort ou des lésions graves à un tiers. Là encore, la définition de « subversion » est très élastique. Elle inclut la grève, la lutte pour la justice sociale, etc.

Défense de parler

Il est aussi dangereux de parler d'une association illicite que d'en faire membre deux à trois de prison pour toute divulgation, diffusion ou propagation de messages ou d'images attribués auxdites associations. On s'est rendue compte que toute relation avec la presse, l'étranger, les médias, les partis politiques, même les plus récents, est une activité qui relève de la guerre de l'E.R.P. ou des Montonari (dans, bien entendu, il est interdit de mentionner ces noms).

L'apologie public (donc devant cinq personnes d'une famille) d'un délit, ou l'auteur d'un délit, peut valoir de six mois à deux ans en prison. La peine infligée à l'intéressé a, par fonction ou son état, un ascendant sur les auditeurs. Le délit ou l'auteur (même non jugé) de caractère « subversif », le minimum est de six ans, le maximum de quinze. Comme subversion à politique sont, pour les militaires, à la limite une même chose, le champ des conversations considérablement réduit.

Si l'expression individuelle peut tomber sous le coup de la loi, « a fortiori » une activité collective organisée est prosaïque. C'est ce que le communiqué n° 1 de la junte en date du 25 mai 1976 a purement et simplement déclaré être une activité politique. Pour compléter la dispo-

[illegible]

L'éducation a également cours sur les champs
de la «réorganisation». Une des premières
mesures a consisté à mettre en place un cadre légal
visant à faire cesser les conflits et le but de la loi
est de garantir la liberté d'expression de tous les
citoyens. Les militaires ont déclaré aux journalistes
qu'ils déclarent sans indécence les faits qui se
passent. Les militaires ont également déclaré que
ce qui entraine automatiquement le licenciement
tout membre du personnel enseignant qui refuse
d'enseigner. Les militaires ont également déclaré
qu'ils ont le droit de porter les armes et de
porter l'uniforme. Pour celles et ceux qui
croient que la loi est une faveur, les militaires ont
déclaré que la loi est une obligation et que la
police fédérale ou tout qui «continue à
refuser de se conformer à la loi» sera puni.
Les militaires ont également déclaré que la loi est
normale des organismes auxquels ils
appartiennent, et que la loi n'a pas

Dans les universités, prises en charge par des « délégués militaires », les étudiants ont le départ en exil de très nombreux enseignants.

considérablement appauvri le potentiel intellectuel et scientifique de l'Argentine. Bien qu'une loi universitaire soit en préparation, un avant-goût en a été donné par la suppression de l'université technologique nationale, qui avait plus de vingt-trois établissements régionaux dans le pays.

Les enseignants sont sévèrement punis d'être à leur place. Pour des raisons d'ordre aux élèves, déguisés en tenue de scène, les expulsions pures et simples. L'activité de l'élève qui n'est pas dans les normes strictes. C'est à cet égard le Cebis d'inspiration pour l'élève, les enseignants et les autorités, les enseignants des techniques (5). Il rappelle au personnel de participer ou de rejoindre les activités pédagogiques ou processus de réorganisation scolaire, ce qui implique notamment l'adoption d'une attitude d'ouverture, d'acceptation, qui tendra à nous égarer de notre mode de vie démocratique ou chrétien. C'est sans doute par respect de ce mode de vie démocratique et chrétien que la délation est érigée en norme : « Les enseignants doivent être dévoués à l'enseignement par le directeur de l'école. » Il n'est jusqu'aux moindres détails, du comportement qui ne soit prévu : habiller, à l'intérieur de veiller « au fagot de s'habiller, à sa barbe, à ses cheveux et à tout ce qui touche à son apparence ». C'est humiliant, d'avoir tout à la fois pour.

On citera deux exemples concrets : la politique « culturelle » de la junte militaire. Le 30 mars, dans une caserne de Córdoba, ■■■■■ de livres ■■■■■ ont officiellement brûlés. Le 7 juillet dernier, un incendie a complètement détruit ■■■■■ de livres ■■■■■ appartenant à des ingénieurs ■■■■■ de Buenos-Aires, ■■■■■ pourvus d'ouvrages techniques de tout le pays. Un contrat permettrait l'utilisation ■■■■■ de documentation par l'institut national ■■■■■ technologie industrielle, organisme chargé de la recherche dans le domaine ■■■■■ développement technologique. Ce contrat, comme celui de la politique de la junte, s'inscrit ■■■■■ un projet ■■■■■ démontèlement scientifique ■■■■■ technique du pays pour consolider les liens de dépendance.

la C.G.T. et de la C.G.E. C'est ensuite ■ tour d'une trentaine ■ syndicats professionnels, intervenant quelle que soit l'attitude qu'ils avaient prise ■ l'égard du régime d'Isabel Peron ■ du péronisme orthodoxe.

Le droit de grève est suspendu « sine die » par la loi 21 261 qui vise également toute autre mesure susceptible d'interrompre ou de diminuer le travail fourni d'une manière générale, d'influer négativement sur la production. Tout conflit social devient donc automatiquement illégal et les protagonistes peuvent être directement poursuivis par les autorités policières ou militaires. En outre, l'ouvrier employé impliqué dans un conflit se rend passible de licenciement.

Agression contre les travailleurs

MALGRÉ l'importance de l'appareil pressif, les premières réactions ouvrières n'ont pas à manifester dans les usines à Buenos Aires et de Córdoba. Dans cette ville, les ouvriers Fiat à l'Al-Renault, réunis massivement en assemblées, ont regagné le travail au ralenti à 30 %.

En septembre, dernier, les ouvriers effectués arrêtés travail chez Chrysler, Ford et General Motors, et le mur du silence à la a brisé. Dans un éditorial (3 septembre), quotidien *La Nación* a pu écrire : « la production de voitures a diminué de 30 % dans les automobiles au cours des deux semaines » fait plus grave la vie politique » Ce regain

LES MILITAIRES ET LA LECTURE

« Le Comité de l'Est, sous la direction de Ruiz, recrute militaire de l'école de Cuyo, a plusieurs centaines de professeurs et des étudiants, mais aussi de jeunes les élèves de l'école militaire. Le résultat a été la confiscation de la propriété des grands propriétaires, et également présenté une série de journaux qu'il avait convoqués dans son bureau une série de conférences de l'école envoyées à l'étranger, notamment aux États-Unis, propagande subversive, notamment la propagande de la révolution mexicaine, le résultat a été de Cuyo de Mexico, et qui figuraient parmi les échanges officiels par l'université de Cuyo. »

de la combativité ouvrière, malgré les risques considérables qu'il implique, n'est que la réaction à une chute brutale du niveau de vie : ■ mars à octobre 1976, malgré ■ augmentation de 12 ■ en septembre, le salaire réel a baissé de 50 ■ environ. En six mois, la jungle a réussi à compter ■ salaires réels deux fois plus qu'Isabel Peron en ■ an. Les forces armées ont donc bien mérité des possédants et l'impérialisme.

L'ensemble ■ la politique économique ■
M. Martínez de Hoz est une véritable agression
contre la classe ouvrière ■ classes moyennes :
dévaluation du ■, création d'impôts nouveaux
sur la consommation, augmentation ■ taxes sur
■ carburants, augmentation des tarifs des ser-
vices publics, suspension ■ toute négociation
salariale ■ syndicats et directions ■ entre-
prises.

En exposant les fondements de son plan, M. Martínez de Hoz avait _____ qu'il « freinera l'activité économique » impliquera un peu « chômage ». Bel euphémisme car, en vérité, les licenciements et _____ réductions d'horaires se sont généralisés. La loi 21 274 (ditte _____ rationalisation administrative) _____ la loi 21 297 (qui modifie _____ précédente loi _____ contrats de travail) détruisent les garanties d'emploi _____ régime péroniste avait dû concéder pour s'assurer _____ soutien _____ la classe ouvrière. Par une réaction en chaîne, la baisse du niveau d'activité et l'affaiblissement du pouvoir entraînent des fermetures ou faillites toujours _____ nombreuses petites _____ moyennes entreprises de sous-traitance.

Le chômage, le climat de terreur entretenu _____ les groupes parapolitiques _____ paramilitaires ont provoqué l'exil de milliers de techniciens, d'ingénieurs _____ chercheurs. Cet exode _____ sif des cerveaux, _____ le gouvernement _____ fait rien pour empêcher, consolidera _____ davantage les rapports _____ dépendance _____ la technologie étrangère. M. Martínez _____ Hoz a atteint _____ partie _____ objectifs : stabilisation _____ l'inflation à 5 _____ mois, redressement des exportations qui profite prioritairement _____ grands propriétaires _____, éleveurs et arboriculteurs. L'Argentine redevient un _____ capital _____ étranger. Pendant ce temps, l'immense majorité des Argentins expérimentent _____ leurs dépens _____ brutalement la ceinture, le libéralisme débridé qui a déjà fait _____ Chili.

(Lire la page 32.)

**UN CONSEIL
DE PROFESSEUR
MILTON FRIEDMAN**

Les deux fils de Milton Friedman, qui fut le grand professeur d'économie, le père de la révolution néolibérale, ont obtenu récemment le prix Nobel d'économie. Ils ont été récompensés pour avoir travaillé à la « mise en œuvre » de la politique économique de la « junte chilienne » pratiquée par les généraux Pinochet, Aguirre et Videla, à Santiago et où les généraux ont été remplacés par les civils, par le général Pinochet. Le professeur note aussi ses disciples argentins, l'agence de presse de Buenos Aires, le Telam. Ils ont aussi obtenu d'excellentes références de M. Martínez de Hoz, ministre de l'économie, et de M. Menéndez, président du Banco Central, et de M. Bursztein, président du Estado-Únido. Il a ajouté : « Si je peux donner un conseil, c'est qu'il faut encourager les entreprises privées et les investisseurs étrangers, et éviter les pertes en argent et en biens matériels. Il faut éviter l'effacement et la perte de la possibilité de la guerre, malade comme l'Argentine l'a été pendant ces dix dernières années ».

La bourgeoisie choisit la dépendance



culturn-vitis est : une synthèse exemplaire des idéaux convergents de l'oligarchie tennienne, de la bourgeoisie monopoliste et de l'impérialisme : ministre du gouvernement Guido en 1962-1963, membre des directores de la Western Telegraph de la Pan American Airways, administrateur de la Compagnie Italo-argentine d'électricité et de la siderurgica Acindor, propriétaire de domaines, ancien président du centre sportif régional du nord de l'Argentine. Avec son épouse, il ne faillit pas s'occuper de mesures politiques, bourgeois, sacrifices hyperbéliques inspirées de l'Ecole de Chicago.

Il n'est ■■■ inutile de rappeler quelques éléments concernant un pays qui n'est pas véritablement « sous-développé » mais plutôt dépourvu d'une population argentine (vingt-quatre millions) d'habitants répartis sur ■■■■ kilomètres carrés ■■■■ continent, les ■■■ 000 kilomètres carrés de l'Antarctique n'étant pratiquement ■■■ habités ■■■■ urbaine. La population active se répartit ainsi : 1,3 ■■■ haute bourgeoisie, 23,7 ■■■ classes ■■■■ (petite ■■■ moyenne bourgeoisie urbaine et rurale), 7,5 ■■■ ouvriers agricoles, 4,8 ■■■ prétoires ■■■ villes. A la campagne, le prolétariat ■■■■ à peine plus nombreux que la bourgeoisie riche et moyenne (sept cent cinquante mille ■■■ cent mille personnes respectivement) alors qu'en ville le rapport est très différent (six millions ■■■■ cent cinquante mille). Un tiers de la population vit dans le grand Buenos-Aires. Comme ■■■ population, l'accessibilité aux services ■■■■ très inégalement répartie sur l'ensemble du territoire. D'un autre côté, malgré les niveaux ■■■■ socialisation, il y a une dévalorisation des études ■■■■ urbaines, du littoral ■■■■ l'intérieur du pays développés ; ■■■■ intérieurs du nord-ouest ■■■■ certaines régions méridionales.

Le « miracle » de l'industrialisation qui a amené l'Argentine à ce niveau de développement, international en Amérique latine, a débuté après la crise de 1929. C'est l'époque où le pays abandonne son rôle d'exportateur de produits alimentaires sous la tutelle de la Grande-Bretagne puis des Etats-Unis. Le financement de l'industrialisation est assuré par les énormes bénéfices réalisés par le secteur agricole pendant et après la première guerre mondiale. Le régime péroniste d'après 1945, grâce au monopole du commerce extérieur, accumule les capitaux lui permettant d'accroître le contrôle de l'Etat sur l'économie (chemin de fer, pétrole, l'industrie des énergies). Le régime péroniste accordant une plus grande participation aux travailleurs au mouvement national scelle l'alliance caractéristique du péronisme, entre la C.G.T. et les petites et moyennes entreprises de la C.G.E.

Pourtant, les firmes étrangères et celles de la haute bourgeoisie ont pu profiter de la réduction du pouvoir économique : avec 0,74 % du nombre total d'entreprises, elles employaient 33 % du total de la main-d'œuvre, et détenaient 52 % de la production totale en 1954. L'industrialisation « indigène » s'est faite à partir de l'achat d'équipements anciens, utilisés au maximum pendant la guerre et grâce à l'incorporation massive de main-d'œuvre. Avec le vieillissement des équipements et la nécessité de les renouveler et d'utiliser une nouvelle technologie, la bourgeoisie industrielle se trouvait en butte à la fois à l'impérialisme (linquet de ses velléités de développement autonome) et aux propriétaires terriens : contrôle étatique du secteur extérieur leur ayant fait perdre leur hégémonie politique). L'alternative était pour elle la suivante : bien que l'industrie de biens durables ait contribué au développement national, élargir le marché intérieur (à travers des profondes réformes économiques et sociales (élimination de la féodalité parasitaire) ; nationalisation des entreprises les plus importantes), ou bien simplement attendre que, survivant, en préservant la participation de l'oligarchie terrienne et de la bourgeoisie nationale, le contrôle de l'impérialisme sur le secteur le plus dynamique et le plus concentré de l'industrie. Le premier choix impliquait la mobilisation des forces sociales qu'il aurait été difficile d'empêcher de déborder les limites des réformes capitalistes. La bourgeoisie industrielle représentait la classe qui avait tiré les rênes du pouvoir, elle avait disposé chez les travailleurs choisis le second terme, abandonnant le premier à la bourgeoisie nationale, de libérer la bourgeoisie nationale et préféra subsister en tant que bourgeoisie dépendante, plutôt que de prendre le risque de disparaître en tant que classe.

Le Brésil est dans environ vers 1950, avec la **régression** de la pénétration impérialiste et la **chute** du salaire réel. Person avait fort son temps, l'identification **des** masses au mouvement national et réformiste des années 1945-1950 rendant la « caudillesque » mal adaptée aux conditions de la nouvelle étape. Le « **lider** » fut donc renversé en 1955. A partir de ce moment, le **processus** de l'économie « poursuit » à un rythme rapide. De 1955 à 1970, le contrôle des capitaux étrangers sur les cinquante entreprises les plus importantes passe de 25 à 36 %, les entreprises américaines de 15 à 34 %, les entreprises françaises de 18 à 34 %. La « nouvelle division internationale du travail », que l'impérialisme cherche à mettre en œuvre depuis plusieurs années, **se** à réorganiser l'appareil productif argentin sur la **base** d'une concentration monopolistique de l'économie (métallurgie, automobile, pétrochimie, **des** consommation durables, tabac, **des** gazettes), le **processus** la prise en charge par l'Etat **des** infrastructures et des secteurs non **relatifs** de la sidérurgie (les entreprises **relatives** produisant 80 % la fonte **des** l'acier brut, les entreprises privées Acindar, Gerdau, Usinas Siderurgica et Domina Siderurgica produisant les laminés d'acier), qui entraîne **des** la formation de monopoles (alimentaire, textiles, bois), le chômage massif, la surexploitation des travailleurs, la baisse du niveau de vie des **classes** moyennes et le déclin du niveau technique, scientifique et culturel du pays.

Un tel réseau aurait permis un développement autonome mais il ne cadrait pas avec les intérêts et les du projet monopoliste. Des tentatives d'envergure avaient été entreprises dans ce sens sous les gouvernements Frondizi (1958-1962) et Onganía (1966-1969), mais la résistance populaire avait empêché de se réaliser complètement. Ces échecs partiels favorisaient les plans de réintégration qui prévoyait une forte institutionnalisation de la part du collaboratisme et du monopolisme en jugeant l'hostilité des travailleurs grâce au pouvoir charismatique du « leader ». L'expérience de longues années de lutte avait tous les fronts et toutefois les ambitions du nouveau gouvernement persistaient de 1973, dirigé par Hector Campora, fut rapidement débordé, ne qui rendit indispensable la présence personnelle de Peron et la mise en œuvre d'une force répressora. Le 1er juillet 1974, un remplacement par des forces armées, l'aboutissement de la corruption, l'annihilation de l'opposition totale de l'équipe au pouvoir pour assurer le fonctionnement du système et de son appareil productif, un pouvaient manquer d'entraîner le retour en première ligne des forces armées. Ces fait le 14 mars 1976.

Le retour de l'armée, la récession et l'ordre



ultime pour ■■■■ leurs intérêts. Le coup
d'État de 1976 n'est ■■■■ le dernier en date d'une
longue série: 1930, 1943, 1955, 1962, 1966.
L'armée s'était toujours comportée comme la
garde des ■■■■ intérêts capitalistes: ■■■■ en
1879 ■■■■ milliers d'Indiens ■■■■ la « conquête
du désert » ■■■■ Patagonie, répression sanglante
des manifestations ■■■■ des 1^{er} mai 1905
1909, assassinat ■■■■ près de deux mille ouvriers
agricoles ■■■■ Patagonie ■■■■ 1929, répres-
sion violente (vingt ■■■■ et deux mil-
lions de soulèvement populaire de Cordoba en 1919
« Cordobazo »).

On a parfois attribué aux ~~armées~~ armées argentines une vocation « nassérienne » ~~sur le~~ sur le

contrôle d'un pouvoir industriel autonome,
 au sein de la direction générale des fabri-
 cations militaires. Il a fait « l'illusionner sur
 l'importance » certes, des entreprises de
 milices, la SOMISA, producteur de
 la moitié des pièces nécessaires à l'emploi
 des missiles, qui quatorze ans
 employait mille, mais à poids global
 entreprises publiques dans l'économie « faible
 plus grandes entreprises »
 1971). En revanche, la forte propension mili-
 taire à occuper les postes à direction
 nationale, qui a permis de constituer
 un simple « d'œil » la composition
 des conseils d'administration
 opérant en Argentine.

Le 24 mars 1976, l'armée ne déroge donc pas à sa longue tradition de soutien à la bourgeoisie monopoliste en lançant des opérations répressives contre le ouvrier organisé. Sont visés aussi bien les chefs de la C.G.T. et les « solitaires-deux organisations verticalistes », c'est-à-dire les « barons du régime déchu, les représentants authentiques des ouvriers de lutte,

des comités intérieurs et des organismes de coordination, adversaires de la bureaucratie syndicale péroniste. Les arrestations touchent seulement Miguel Unzuemo, ex-ministre du travail, Lorenzo Miguel, secrétaire des « comités d'organisations », mais aussi mille deux cents ouvriers dans la ceinture industrielle de Buenos-Aires, et des milliers d'autres dans le pays. L'Armée s'en prend aussi à ceux qui avaient lié les syndicats aux ligues politiques. Mesurado, M^{re} Luis Bardone, arrêté dans la province de Córdoba sans doute, liges mineurs ; M^{re} Antonio Macris, arrêté à Buenos-Aires ; une femme, Patricia, disparus, figurent M^{re} Paludis et Altamira. Compte aussi des policiers, militaires, en détention ou enlèvement équivalent souvent : la mort, même lorsqu'il s'agit de personnalités connues comme on la vu M. Mario Amayo, député radical, en prison des suites mauvais

Dès le 25 ~~1974~~, la junte décide de suspendre « sine die » toute activité corporative et procède à la mise ~~en~~ ~~œuvre~~ direct (intervention) ~~de~~

bra, les représentants des trente-neuf pays qui ont signé en décembre 1973 un accord réglementant les échanges internationaux de produits textiles (accord multilatéral). Les participants ont fait le bilan de l'application de cet accord, qui arrivera à expiration à la fin de 1977. L'humanité n'est pas faite pour la nécessité de la renouveau, mais des divergences sont apparues quant aux conditions de ce renouvellement. Les États-Unis, la Suède et la plupart des pays en voie de développement désirent reconduire l'accord en l'état; la Communauté économique européenne, en revanche, appuyée par le Canada et l'Australie, a demandé que l'accord soit modifié, puisqu'il n'a pas atteint les objectifs fixés (régulariser les importations en provenance des pays en voie de développement). Depuis 1973, dans l'industrie textile du Marché commun, quatre cent mille emplois ont disparu, soit 10 % du total.

Groupe andin

Modification de certaines dispositions du régime commun applicable aux investissements étrangers

Pour la première fois depuis le retrait du Chili, la commission du Groupe andin s'est réunie à Lima du 22 au 29 novembre pour les travaux de sa vingt et unième session ordinaire. L'une des causes du retrait chilien était un désaccord sur le régime commun applicable aux capitaux étrangers (réglé par la décision n° 24 de la commission). La commission a décidé (décision n° 109) de modifier certaines dispositions de ce régime (sur les possibilités pour les pays membres de transférer à l'étranger des capitaux et des profits résultant des investissements, sur l'application de la définition de « capital neutre » aux investissements d'institutions financières internationales publiques, sur la participation d'entreprises étrangères aux activités primaires du secteur agricole de la Bolivie et de l'Équateur).

La commission a aussi adopté sa décision n° 110 concernant le traitement accordé aux investissements des entreprises mixtes. Elle a, d'autre part, pris connaissance d'un rapport du comité du Groupe andin sur la création d'un fonds andin de réserve créé le 12 novembre dernier. Une proposition visant à institutionnaliser la réunion des ministres de l'Agriculture a été mise à l'étude.

ANNUÉE CONSULTATIVE ÉCONOMIQUE ET SOCIAL. — Les conséquences juridiques du traité économique et social, qui élargit des représentants du patronat et des organisations de travailleurs du secteur privé, et qui a tenu sa sixième session à Lima les 2 et 3 décembre.

Le comité a également examiné la portée des modifications de la politique sous-régionale des investissements introduites par la récente décision n° 108 de la commission. Dans un autre domaine, il a traité sur l'urgence de la création d'un organe juridictionnel.

O.C.D.E.

Médiocres perspectives économiques pour 1977

L'actualité de l'Organisation de coopération et de développement économiques (O.C.D.E.) a publié le mois dernier ses Perspectives économiques pour 1977. Selon ce rapport, la pause constatée depuis peu dans la reprise sur l'économie et la croissance mondiale que l'on peut prévoir pour l'année 1977 n'est nullement un retour de la récession.

Depuis que les prévisions ont été mises au point, plusieurs indicateurs importants se sont orientés dans un sens constamment défavorable; mais les gouvernements des pays en forte position (dont les États-Unis et l'Allemagne de l'Ouest) ont déjà fait connaître leur intention de prendre des mesures expansionnistes pour soutenir la reprise. La reprise mondiale que l'on peut prévoir pour l'année 1977 n'est nullement un retour de la récession.

COMITÉ D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT. — Selon le rapport sur la Coopération pour le développement économique (C.A.D.E.) qui a été adopté au cours de la session du Comité d'aide au développement (C.A.D.E.) qui a eu lieu à Paris du 22 au 29 novembre, les perspectives économiques mondiales pour 1977 sont satisfaisantes. Les chiffres indiquent une augmentation de 0,30 % en 1977 et 0,50 % en 1978; mais à cause de la baisse de 1 % en 1976, la croissance mondiale sera de 0,30 % en 1977.

OFFRE ET DEMANDE MONDIALES DE PRODUITS AGRICOLES. — Les perspectives agricoles mondiales pour les dix prochaines années ont été publiées sous le titre : « Étude des tendances de l'offre et de la demande mondiales de produits agricoles ». Le document souligne qu'un cours de cette période les pays industrialisés resteront la principale source de produits agricoles à l'étranger, tandis que la situation économique des pays en voie de développement restera critique.

ÉNERGIE SOLAIRE. — Le dixième accord de recherche et de développement en matière d'énergie solaire a été signé à Paris le 20 novembre par trente pays membres de l'O.C.D.E. et la Communauté économique européenne. Il prévoit un programme de coopération dans le domaine des systèmes de chauffage et de climatisation des bâtiments à partir de la collecte du soleil.

RECENTES PUBLICATIONS. — Dans la série « Études économiques », la Parution, l'Énergie et l'Environnement, 1976. « Statistiques pétrolières 1975 - Approvisionnement et consommation », 255 pages, 1976. « Rapports de l'O.C.D.E. sur l'environnement : L'utilisation de certains produits chimiques et leurs concentrations dans l'air », 90 pages; « Production des produits chimiques dans l'industrie : essai de sécurité », 80 pages; « Les hydrocarbures fluorés », 20 pages; « L'O.C.D.E. et l'environnement (gestion des déchets, énergie et environnement et gestion des côtes) ».

Organisation des pays exportateurs de pétrole

Division à propos de la hausse des prix

La conférence des ministres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (O.P.E.P.), réunie à Doha (Qatar) du 15 au 17 décembre, a été marquée par la divergence des points de vue entre pays membres à propos de la hausse du prix du pétrole. Pour la première fois depuis la création de l'O.P.E.P. en effet, la décision d'augmenter le prix du pétrole brut n'a pas été adoptée à l'unanimité. L'Arabie Saoudite a été adoptée à l'unanimité. L'Arabie Saoudite a été adoptée à l'unanimité. L'Arabie Saoudite a été adoptée à l'unanimité.

Programme du bassin du Plata

Détente à la suite du rapprochement entre l'Argentine et le Brésil

La troisième session des ministres des affaires étrangères des pays membres du Programme du Plata (Argentine, Bolivie, Brésil, Paraguay, Uruguay), tenue à Brasilia du 7 au 9 décembre, semble annoncer la fin du blocage de cette association régionale, et l'on en voit la volonté affichée par les chefs de la diplomatie de l'Argentine et du Brésil de surmonter le différend qui oppose leurs deux pays. Le rapprochement amorcé à Brasilia porte cependant davantage sur la manière dont les deux pays se sont mis d'accord pour aborder désormais le problème de leurs relations que sur un éventuel accord sur le fond de leur différend (qui porte, on le sait, sur la construction du barrage d'Itaipu, sur le Haut-Parana, entreprise par le Brésil, et que l'Argentine considère comme contraire à ses intérêts dans cette région). En réalité, en l'absence d'une politique commune pour l'exploitation des eaux du bassin, les deux pays s'étaient engagés dans ce domaine dans des initiatives qui étaient le reflet de leur rivalité traditionnelle pour imposer leur leadership dans cette partie du monde. Transposée dans le cadre du Programme du bassin du Plata, cette rivalité avait fini par paralyser l'investissement et le développement de ce que dix années qu'il existe.

À Brasilia, les ministres des affaires étrangères ont approuvé la plupart des résolutions qui leur étaient soumises à propos de projets d'infrastructure régionale. D'autres résolutions concernaient les ressources en eau, la navigation, la pêche, la préservation de la qualité des eaux du bassin et la coopération des cinq pays dans les domaines de l'économie, de la santé, de l'environnement, etc., ont également été portées à leur connaissance.

La réunion a pris fin par un discours du ministre brésilien, qui a déclaré qu'une dernière étape fondée sur l'entente et la coopération venait de s'ouvrir entre l'Argentine et son pays, ce qui devrait, selon lui, donner une impulsion décisive aux institutions du Programme.

REUNION DES CHEFS D'ÉTAT DES ÉTATS DE L'AFRIQUE DU NORD. — Les chefs d'État des pays du Maghreb, réunis à Lomé (Togo) les 4 et 5 décembre, ont adopté les cinq protocoles suivants : 1) Protocole de coopération économique et sociale; 2) Protocole de coopération culturelle; 3) Protocole de coopération scientifique et technique; 4) Protocole de coopération dans le domaine de l'énergie; 5) Protocole de coopération dans le domaine de l'environnement.

Le comité a également examiné la portée des modifications de la politique sous-régionale des investissements introduites par la récente décision n° 108 de la commission. Dans un autre domaine, il a traité sur l'urgence de la création d'un organe juridictionnel.

Le comité a également examiné la portée des modifications de la politique sous-régionale des investissements introduites par la récente décision n° 108 de la commission. Dans un autre domaine, il a traité sur l'urgence de la création d'un organe juridictionnel.

Marché commun

Un « Conseil européen » décevant

Le bilan du sixième « Conseil européen », qui s'est tenu à La Haye le 30 novembre, a été décevant. L'aspect le plus important, du moins pour les observateurs, a été l'évocation des moyens destinés à faire face à la menace pétrolière. L'accent a été mis beaucoup moins sur la coopération et la croissance mondiale que l'on peut prévoir pour l'année 1977 n'est nullement un retour de la récession.

Depuis que les prévisions ont été mises au point, plusieurs indicateurs importants se sont orientés dans un sens constamment défavorable; mais les gouvernements des pays en forte position (dont les États-Unis et l'Allemagne de l'Ouest) ont déjà fait connaître leur intention de prendre des mesures expansionnistes pour soutenir la reprise. La reprise mondiale que l'on peut prévoir pour l'année 1977 n'est nullement un retour de la récession.

COMITÉ D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT. — Selon le rapport sur la Coopération pour le développement économique (C.A.D.E.) qui a été adopté au cours de la session du Comité d'aide au développement (C.A.D.E.) qui a eu lieu à Paris du 22 au 29 novembre, les perspectives économiques mondiales pour 1977 sont satisfaisantes. Les chiffres indiquent une augmentation de 0,30 % en 1977 et 0,50 % en 1978; mais à cause de la baisse de 1 % en 1976, la croissance mondiale sera de 0,30 % en 1977.

OFFRE ET DEMANDE MONDIALES DE PRODUITS AGRICOLES. — Les perspectives agricoles mondiales pour les dix prochaines années ont été publiées sous le titre : « Étude des tendances de l'offre et de la demande mondiales de produits agricoles ». Le document souligne qu'un cours de cette période les pays industrialisés resteront la principale source de produits agricoles à l'étranger, tandis que la situation économique des pays en voie de développement restera critique.

ÉNERGIE SOLAIRE. — Le dixième accord de recherche et de développement en matière d'énergie solaire a été signé à Paris le 20 novembre par trente pays membres de l'O.C.D.E. et la Communauté économique européenne. Il prévoit un programme de coopération dans le domaine des systèmes de chauffage et de climatisation des bâtiments à partir de la collecte du soleil.

RECENTES PUBLICATIONS. — Dans la série « Études économiques », la Parution, l'Énergie et l'Environnement, 1976. « Statistiques pétrolières 1975 - Approvisionnement et consommation », 255 pages, 1976. « Rapports de l'O.C.D.E. sur l'environnement : L'utilisation de certains produits chimiques et leurs concentrations dans l'air », 90 pages; « Production des produits chimiques dans l'industrie : essai de sécurité », 80 pages; « Les hydrocarbures fluorés », 20 pages; « L'O.C.D.E. et l'environnement (gestion des déchets, énergie et environnement et gestion des côtes) ».

RECENTES PUBLICATIONS. — Dans la série « Études économiques », la Parution, l'Énergie et l'Environnement, 1976. « Statistiques pétrolières 1975 - Approvisionnement et consommation », 255 pages, 1976. « Rapports de l'O.C.D.E. sur l'environnement : L'utilisation de certains produits chimiques et leurs concentrations dans l'air », 90 pages; « Production des produits chimiques dans l'industrie : essai de sécurité », 80 pages; « Les hydrocarbures fluorés », 20 pages; « L'O.C.D.E. et l'environnement (gestion des déchets, énergie et environnement et gestion des côtes) ».

Accord sur la T.V.A.

Les ministres des finances des Neuf ont

réussi le 17 décembre, au terme d'une séance marathon de dix-huit heures, à se mettre d'accord sur un système commun de perception de la taxe à la valeur ajoutée. Cet accord rend ainsi possible la mise en place, le 1^{er} janvier 1978, d'un système qui permettra au budget communautaire d'être financé par des contributions financières propres, c'est-à-dire les droits de douane, les prélèvements agricoles et une certaine fraction de la T.V.A. pouvant aller jusqu'à 1 % des sommes totales perçues à ce titre.

Pour que les États membres consentent à verser une fraction de leurs recettes nationales de T.V.A., les mêmes biens et services doivent être frappés ou exemptés dans les différents États membres. En revanche, cet accord n'a aucune influence sur les taux de T.V.A. appli-

fonds de compensation, de compensation, de développement de C.D.E.A.O. à Lomé.

CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT. — Le comité intergouvernemental spécial, qui se réunit quatre-vingt-deux gouvernements, et qui est chargé de coordonner toutes les questions relatives au commerce international pour les produits de base, a tenu sa première session à Nairobi, le 24 au 28 novembre.

Le comité a examiné les propositions de la CNUCED (au total cinquante-neuf), pour la mise en place d'un système de compensation, de compensation, de développement de C.D.E.A.O. à Lomé.

Le comité a examiné les propositions de la CNUCED (au total cinquante-neuf), pour la mise en place d'un système de compensation, de compensation, de développement de C.D.E.A.O. à Lomé.

Le comité a examiné les propositions de la CNUCED (au total cinquante-neuf), pour la mise en place d'un système de compensation, de compensation, de développement de C.D.E.A.O. à Lomé.

Le comité a examiné les propositions de la CNUCED (au total cinquante-neuf), pour la mise en place d'un système de compensation, de compensation, de développement de C.D.E.A.O. à Lomé.

Le comité a examiné les propositions de la CNUCED (au total cinquante-neuf), pour la mise en place d'un système de compensation, de compensation, de développement de C.D.E.A.O. à Lomé.

Le comité a examiné les propositions de la CNUCED (au total cinquante-neuf), pour la mise en place d'un système de compensation, de compensation, de développement de C.D.E.A.O. à Lomé.

Le comité a examiné les propositions de la CNUCED (au total cinquante-neuf), pour la mise en place d'un système de compensation, de compensation, de développement de C.D.E.A.O. à Lomé.

Le comité a examiné les propositions de la CNUCED (au total cinquante-neuf), pour la mise en place d'un système de compensation, de compensation, de développement de C.D.E.A.O. à Lomé.

Le comité a examiné les propositions de la CNUCED (au total cinquante-neuf), pour la mise en place d'un système de compensation, de compensation, de développement de C.D.E.A.O. à Lomé.

Le comité a examiné les propositions de la CNUCED (au total cinquante-neuf), pour la mise en place d'un système de compensation, de compensation, de développement de C.D.E.A.O. à Lomé.

Le comité a examiné les propositions de la CNUCED (au total cinquante-neuf), pour la mise en place d'un système de compensation, de compensation, de développement de C.D.E.A.O. à Lomé.

Le comité a examiné les propositions de la CNUCED (au total cinquante-neuf), pour la mise en place d'un système de compensation, de compensation, de développement de C.D.E.A.O. à Lomé.

Le comité a examiné les propositions de la CNUCED (au total cinquante-neuf), pour la mise en place d'un système de compensation, de compensation, de développement de C.D.E.A.O. à Lomé.

Le comité a examiné les propositions de la CNUCED (au total cinquante-neuf), pour la mise en place d'un système de compensation, de compensation, de développement de C.D.E.A.O. à Lomé.

Le comité a examiné les propositions de la CNUCED (au total cinquante-neuf), pour la mise en place d'un système de compensation, de compensation, de développement de C.D.E.A.O. à Lomé.

Le comité a examiné les propositions de la CNUCED (au total cinquante-neuf), pour la mise en place d'un système de compensation, de compensation, de développement de C.D.E.A.O. à Lomé.

Le comité a examiné les propositions de la CNUCED (au total cinquante-neuf), pour la mise en place d'un système de compensation, de compensation, de développement de C.D.E.A.O. à Lomé.

noir de la mer du Nord, n'a pas été évoqué par les ministres.

Pas d'accord sur la pêche

Après dix heures de discussions serrées, le conseil des ministres des affaires étrangères des Neuf n'a pas réussi à se mettre d'accord, le 21 décembre, sur le régime interne de la pêche dans la zone communautaire des 200 milles marins devant être créée le 1^{er} janvier.

Les propositions de la Commission et la C.E.E. ont été rejetées par le conseil. La Grande-Bretagne et l'Irlande ont trouvé insuffisantes, sept pays les déclarant trop généreuses pour les deux États insulaires.

La Commission devra de nouvelles propositions, mais-ci. En attendant, le 1^{er} janvier 1977, ne devront pas excéder le contingent total de prises qui sera fixé ultérieurement par les Neuf.

DES MESURES D'IMPORTANCE. — L'importance du chômage des jeunes a été l'un des thèmes principaux de la session ministérielle de l'éducation des Neuf à la Commission de l'éducation des Neuf, le 20 novembre à Bruxelles, les ministres ont discuté de la mise en place d'un système de compensation, de compensation, de développement de C.D.E.A.O. à Lomé.

DES MESURES D'IMPORTANCE. — L'importance du chômage des jeunes a été l'un des thèmes principaux de la session ministérielle de l'éducation des Neuf à la Commission de l'éducation des Neuf, le 20 novembre à Bruxelles, les ministres ont discuté de la mise en place d'un système de compensation, de compensation, de développement de C.D.E.A.O. à Lomé.

DES MESURES D'IMPORTANCE. — L'importance du chômage des jeunes a été l'un des thèmes principaux de la session ministérielle de l'éducation des Neuf à la Commission de l'éducation des Neuf, le 20 novembre à Bruxelles, les ministres ont discuté de la mise en place d'un système de compensation, de compensation, de développement de C.D.E.A.O. à Lomé.

DES MESURES D'IMPORTANCE. — L'importance du chômage des jeunes a été l'un des thèmes principaux de la session ministérielle de l'éducation des Neuf à la Commission de l'éducation des Neuf, le 20 novembre à Bruxelles, les ministres ont discuté de la mise en place d'un système de compensation, de compensation, de développement de C.D.E.A.O. à Lomé.

DES MESURES D'IMPORTANCE. — L'importance du chômage des jeunes a été l'un des thèmes principaux de la session ministérielle de l'éducation des Neuf à la Commission de l'éducation des Neuf, le 20 novembre à Bruxelles, les ministres ont discuté de la mise en place d'un système de compensation, de compensation, de développement de C.D.E.A.O. à Lomé.

DES MESURES D'IMPORTANCE. — L'importance du chômage des jeunes a été l'un des thèmes principaux de la session ministérielle de l'éducation des Neuf à la Commission de l'éducation des Neuf, le 20 novembre à Bruxelles, les ministres ont discuté de la mise en place d'un système de compensation, de compensation, de développement de C.D.E.A.O. à Lomé.

DES MESURES D'IMPORTANCE. — L'importance du chômage des jeunes a été l'un des thèmes principaux de la session ministérielle de l'éducation des Neuf à la Commission de l'éducation des Neuf, le 20 novembre à Bruxelles, les ministres ont discuté de la mise en place d'un système de compensation, de compensation, de développement de C.D.E.A.O. à Lomé.

DES MESURES D'IMPORTANCE. — L'importance du chômage des jeunes a été l'un des thèmes principaux de la session ministérielle de l'éducation des Neuf à la Commission de l'éducation des Neuf, le 20 novembre à Bruxelles, les ministres ont discuté de la mise en place d'un système de compensation, de compensation, de développement de C.D.E.A.O. à Lomé.

DES MESURES D'IMPORTANCE. — L'importance du chômage des jeunes a été l'un des thèmes principaux de la session ministérielle de l'éducation des Neuf à la Commission de l'éducation des Neuf, le 20 novembre à Bruxelles, les ministres ont discuté de la mise en place d'un système de compensation, de compensation, de développement de C.D.E.A.O. à Lomé.

DES MESURES D'IMPORTANCE. — L'importance du chômage des jeunes a été l'un des thèmes principaux de la session ministérielle de l'éducation des Neuf à la Commission de l'éducation des Neuf, le 20 novembre à Bruxelles, les ministres ont discuté de la mise en place d'un système de compensation, de compensation, de développement de C.D.E.A.O. à Lomé.

DES MESURES D'IMPORTANCE. — L'importance du chômage des jeunes a été l'un des thèmes principaux de la session ministérielle de l'éducation des Neuf à la Commission de l'éducation des Neuf, le 20 novembre à Bruxelles, les ministres ont discuté de la mise en place d'un système de compensation, de compensation, de développement de C.D.E.A.O. à Lomé.

DES MESURES D'IMPORTANCE. — L'importance du chômage des jeunes a été l'un des thèmes principaux de la session ministérielle de l'éducation des Neuf à la Commission de l'éducation des Neuf, le 20 novembre à Bruxelles, les ministres ont discuté de la mise en place d'un système de compensation, de compensation, de développement de C.D.E.A.O. à Lomé.

DES MESURES D'IMPORTANCE. — L'importance du chômage des jeunes a été l'un des thèmes principaux de la session ministérielle de l'éducation des Neuf à la Commission de l'éducation des Neuf, le 20 novembre à Bruxelles, les ministres ont discuté de la mise en place d'un système de compensation, de compensation, de développement de C.D.E.A.O. à Lomé.

DES MESURES D'IMPORTANCE. — L'importance du chômage des jeunes a été l'un des thèmes principaux de la session ministérielle de l'éducation des Neuf à la Commission de l'éducation des Neuf, le 20 novembre à Bruxelles, les ministres ont discuté de la mise en place d'un système de compensation, de compensation, de développement de C.D.E.A.O. à Lomé.

DES MESURES D'IMPORTANCE. — L'importance du chômage des jeunes a été l'un des thèmes principaux de la session ministérielle de l'éducation des Neuf à la Commission de l'éducation des Neuf, le 20 novembre à Bruxelles, les ministres ont discuté de la mise en place d'un système de compensation, de compensation, de développement de C.D.E.A.O. à Lomé.

DES MESURES D'IMPORTANCE. — L'importance du chômage des jeunes a été l'un des thèmes principaux de la session ministérielle de l'éducation des Neuf à la Commission de l'éducation des Neuf, le 20 novembre à Bruxelles, les ministres ont discuté de la mise en place d'un système de compensation, de compensation, de développement de C.D.E.A.O. à Lomé.

ÉDITIONS A. PEDONE 13, rue Soufflot, 75005 PARIS
LES SYSTÈMES CONSTITUTIONNELS EN AFRIQUE NOIRE
 LES ÉTATS FRANCOPHONES
 par Dimitri Georges LAVROFF
 Un fort volume 90 F.H.T.

DOSSIERS

LES MILITAIRES ET LE POUVOIR EN AFRIQUE NOIRE (JANVIER). Deuxième partie. Première partie parue en décembre 1976 :

Impuissance des dirigeants d'Afrique noire face aux nouvelles vagues étrangères. Michel Ponsard. - Les activités de la C.I.A. l'aide du Pentagone et le rôle des militaires en Afrique. Daniel Schuchman. - Israël, partenaire silencieux des États-Unis dans les pays tiers, D.S. - Les conséquences de la crise du pétrole sur le commerce des armes en Afrique. Mary Raddor. - L'évolution des nouveaux régimes et de leurs armées en Afrique. Hédi Davidov. - Les limites de l'indépendance économique des États africains. Catherine Coquery-Vidrovitch. - Poussances militaires en Afrique du Sud. Abdul S. Mamy. - La Nigeria dans l'attente d'un pouvoir civil. Bridget Elliott. - L'abandon d'une dictature privée de base sociale en Ouganda. Mahmood Mamour.

LA FORCE ET LE DROIT DANS LES RELATIONS INTERNATIONALES (MARS) :

Isolationisme ou acceptation d'un rôle mondial : les paradoxes de la politique américaine. Charles Zorbig. - Le juridisme socialiste et les intérêts d'État en U.R.S.S. Mario Bizzuti. - Le difficile problème de la maîtrise des armements. Pierre Hauser. - En dépit des contradictions régissant le jeu international, plusieurs formes d'une conception démocratique de la diplomatie. Georges Tenebrat. - Impuissance politique et juridiques au sein des Nations unies. Philippe Morin. - La remise en cause du droit vis-à-vis des États. Emmanuel du Pontreux.

LES CHRETIENS ENTRE LA DICTATURE ET LA RÉVOLUTION EN AMÉRIQUE LATINE (MAY) :

Division de l'Église catholique devant la misère, l'injustice et l'oppression. Yves Matena. - Le rôle particulier des mouvements chrétiens en Amérique latine. Christiane Latine d'Espinois. - L'écologie idéologique et culturelle de l'Église latino-américaine. Gonzalo Arango. - Espoirs et déceptions des chrétiens en Amérique latine. Luis Ugarte. - Mystiques violentes et stratégies violentes : une analyse des techniques d'action des Églises latino-américaines. Christiane Latine d'Espinois. - L'Église catholique et la lutte contre la violence. Michel de Certeau. - La démocratie chrétienne chilienne et la lutte. Julio Silva Solar.

L'HOMME, LA VILLE ET LA DÉMOCRATIE (JUIN) :

Les nouveaux défis de la croissance urbaine. Marcel Ponsard. - La véritable nature de la propriété foncière. Max Querrien. - Les problèmes urbains au cœur du débat politique dans les pays industrialisés. Manuel Castells. - Une urbanisation extensive et à ras du sol en Afrique. Marc Vernière. - La ville dans les sociétés industrielles avancées. Agnès Piron. - Réactions devant la croissance démesurée des villes. François Berdaud. - Le cas argentin : du statut de la capitale française. Claude Bourdieu. - À Paris : participation des habitants à la vie de leur quartier. François Berdaud. - Pour un habitat plus humain : confier la croissance des villes aux citoyens. Maurice T. Maschino (Étude bibliographique).

CAPITALISME ET INÉGALITÉS AUX ÉTATS-UNIS (JUILLET, première partie. A suivre dans le numéro d'août) :

Des inégalités inscrites dans le principe même du système capitaliste. Pierre Dommergues. - La grande disparité des salaires et des profits. André Zimbalist. - Une université asservie aux impératifs de la loi du profit. - Contrôle du gouvernement par une classe dirigeante minoritaire mais puissante. G. William Domhoff. - Premières victimes de la récession : les femmes, les jeunes et les Noirs. Frederick Scherer. - Une législation de l'injustice avec des lois sujettes aux interprétations des tribunaux. Howard Zinn. - L'ascension du Sud et la lutte

pour le pouvoir aux États-Unis. Jean-Louis Serubb (e Power Shift : The Rise of the Southern Bloc and its challenge to the Eastern Establishment), de Kirkpatrick Sale, étude bibliographique.

CAPITALISME ET INÉGALITÉS AUX ÉTATS-UNIS (AOUT, deuxième partie) :

L'utilisation du renouveau de la conscience ethnique en tant que moyen de domination. Gidon Green. - Limitation des services sociaux, création de privilèges pour les entreprises : deux conséquences de la crise urbaine. Frances Fox Piven et Richard A. Cloward. - L'impuissance économique et politique de la femme américaine. Carol Lopez. - La stratégie de l'industrialisme des administrations Ford et Nixon. Stanley Aronowitz.

LA SCIENCE ET LA PAIX : LE RÔLE DES SCIENTIFIQUES DANS LES RELATIONS INTERNATIONALES (SEPTEMBRE) :

Un objectif essentiel de la science de la paix, remettre en question le monopole des gouvernements en matière de politique internationale. Charles Zorbig. - Naissance et développement du mouvement Pugwash. François Gellat. - Bole et influence politique de la communauté internationale des mathématiciens. Jean-Pierre Kalmann. - Médicaments et pharmacie dans les relations internationales et les conflits inter-étatiques. Michel de Certeau. - Une analyse de la circulation des idées et des informations en matière de désarmement. Albert Legault. - Rôle d'une mission Pugwash au Vietnam. Hédi Davidov. - Historique et activités de l'Internationale des travailleurs scientifiques. Pierre Biquard. - Le rôle des scientifiques dans la diplomatie. Maurice T. Maschino (Étude bibliographique).

POUSSANCE DE L'ALLEMAGNE (OCTOBRE) :

En Europe, réurgence des vieilles craintes et persistance des partis pris à l'égard de la R.F.A. Charles Zorbig. - Une puissance économique liée à la puissance politique. Daniel Vernet. - Dilemme de la politique d'alliance et de défense ouest-allemande. Lothar Rühl. - Les désaccords entre Bonn et Paris sur la défense. Walter Schütz. - Favoriser la démocratie dans les pays méditerranéens pour préserver l'intégrité du flanc sud de l'OTAN. Paul Noveck. - L'attitude des États-Unis à l'égard de la R.F.A. - Les crises de position de Bonn. Daniel Vernet. - L'Allemagne des crises et des incertitudes. Daniel Vernet (Étude bibliographique).

L'AMÉRIQUE DE JIMMY CARTER (NOVEMBRE) :

Un des buts de la Commission trilatérale : constituer avec l'Europe et le Japon un bloc face au tiers-monde. Diana Johnstone. - L'influence des groupes d'intérêt et du Congrès dans la diplomatie américaine. Joyce Kello. - La nouvelle stratégie globale de la Commission trilatérale. H. D. - La régression de la participation électorale : un phénomène d'une ampleur exceptionnelle dans les démocraties libérales. Marie-Françoise Zorbig. - L'influence des groupes économiques et ethniques dans la course à la présidence. Charles Zorbig. - Les causes du succès des théories de P. von Hayek. Frédéric Langer (Étude bibliographique).

GRANDES MANŒUVRES DANS L'OCEAN INDIEN. Philippe Leymarie (DECEMBRE) :

Dispo-Garcia : Une base essentielle pour la sécurité des États-Unis. - Le retrait progressif de la puissance britannique. - Le jeu de la Chine et de l'Union soviétique. - Irréductible écart des positions françaises. - Renforcement de la présence américaine en Chine. - L'U.R.S.S. et la Chine. - Exercice des rivières de la zone hostile à la Chine et de l'océan Indien. - L'Iran et l'Afrique du Sud : deux instruments essentiels de la stratégie américaine.

EUROPE

Dans le cadre de la stratégie américaine en Europe : élaboration d'une nouvelle doctrine de l'OTAN. Janet Finkelstein (AVRIL). - L'Europe vue de Pékin. Jean Daubier (AVRIL). - Une démocratie et plus musclée. La nouvelle légende des pays en crise. C. J. (MAY). - La position de l'Espagne et de la France. M. François (JUILLET). - La contestation dans l'Europe et en Europe occidentale. Daniel Leconte (septembre, AOUT). - En Europe, réurgence des vieilles craintes et persistance des partis pris à l'égard de la R.F.A. Charles Zorbig. - Dilemme de la politique d'alliance et de défense ouest-allemande. Lothar Rühl (cf. « dossiers », OCTOBRE). - Un des buts de la Commission trilatérale : constituer avec l'Europe et le Japon un bloc face au tiers-monde. Diana Johnstone (cf. « dossiers », NOVEMBRE). - Les dangers pour l'Europe du projet de convention pour la répression du terrorisme. Gérard Soulier (OCTOBRE). - L'opinion publique française et les menaces pour les nations européennes. Jean-Pierre Vigier (DECEMBRE). - L'Europe des incertitudes. Pierre Mayer (Étude bibliographique, DECEMBRE).

ALLEMAGNE (République fédérale) : Limitation des droits fondamentaux en Allemagne fédérale. Daniel Vernet (AVRIL). - Les nouvelles possibilités énergétiques du Brésil après l'accord nucléaire conclu avec la République fédérale d'Allemagne. S. H. (JUN). - En réponse aux politiques occidentales sur la défense, nouvelle mise en garde de l'U.R.S.S. aux dirigeants de la normalisation. Bernard Piron (JUN). - Puissance de l'Allemagne (cf. « dossiers », AOUT). - L'Allemagne des crises et des incertitudes. Daniel Vernet (Étude bibliographique, OCTOBRE). - L'Allemagne germano-américaine : une menace pour les nations européennes. Jean-Pierre Vigier (Étude bibliographique, DECEMBRE).

CYPRÈS : Washington et la crise chypriote. Ata Gil (JANVIER).

ESPAGNE : L'Espagne et la stratégie américaine en Méditerranée. William Brashers Watson (JANVIER). - Démocratie-fiction en Espagne. José Vidal-Beneyto (FEBRUER). - Repenser les partis de l'opposition pour assurer le retour de la démocratie en Espagne. Emmanuel du Pontreux (MARS). - Maintien de la puissance répressive de l'État franquiste (JUN). - Une réponse démocratique à la crise économique. Enrique Aguilera. - République : seule démocratie possible. Fernando Valera. La position de l'Espagne face à l'Europe et au tiers-monde. M. Fuentes (JUILLET).

FRANCE : Détermination des relations entre la France et l'Algérie. Pierre Judet (FEBRUER). - L'élaboration des problèmes du statut de l'entreprise et des travailleurs dans le système capitaliste. Maurice T. Maschino (Étude bibliographique, MARS). - La précarité des libertés individuelles. Maurice T. Maschino (Étude bibliographique).

GRANDE-BRETAGNE : L'exploitation des faits divers par la presse. M. T. M. (septembre, AVRIL). - Développement de la coopération militaire et diplomatique entre la France et l'Angleterre. Claude Bourdieu. - La force de dissuasion de l'armement nucléaire. Georges Buis (e L'adieu aux armes de Pierre Gellat, Étude bibliographique, MAY). - Les orientations générales de l'économie française à travers le VII^e Plan. Christian Goux (JUN). - Le cas extrême du statut de la capitale française. Claude Bourdieu. - À Paris, participation des habitants à la vie de leur quartier. François Berdaud. - Favoriser la démocratie dans les pays méditerranéens pour préserver l'intégrité du flanc sud de l'OTAN. Paul Noveck. - L'attitude des États-Unis à l'égard de la R.F.A. - Les crises de position de Bonn. Daniel Vernet. - L'Allemagne des crises et des incertitudes. Daniel Vernet (Étude bibliographique).

GRANDE-BRETAGNE : L'exploitation des faits divers par la presse. M. T. M. (septembre, AVRIL). - Développement de la coopération militaire et diplomatique entre la France et l'Angleterre. Claude Bourdieu. - La force de dissuasion de l'armement nucléaire. Georges Buis (e L'adieu aux armes de Pierre Gellat, Étude bibliographique, MAY). - Les orientations générales de l'économie française à travers le VII^e Plan. Christian Goux (JUN). - Le cas extrême du statut de la capitale française. Claude Bourdieu. - À Paris, participation des habitants à la vie de leur quartier. François Berdaud. - Favoriser la démocratie dans les pays méditerranéens pour préserver l'intégrité du flanc sud de l'OTAN. Paul Noveck. - L'attitude des États-Unis à l'égard de la R.F.A. - Les crises de position de Bonn. Daniel Vernet. - L'Allemagne des crises et des incertitudes. Daniel Vernet (Étude bibliographique).

GRANDE-BRETAGNE : L'exploitation des faits divers par la presse. M. T. M. (septembre, AVRIL). - Développement de la coopération militaire et diplomatique entre la France et l'Angleterre. Claude Bourdieu. - La force de dissuasion de l'armement nucléaire. Georges Buis (e L'adieu aux armes de Pierre Gellat, Étude bibliographique, MAY). - Les orientations générales de l'économie française à travers le VII^e Plan. Christian Goux (JUN). - Le cas extrême du statut de la capitale française. Claude Bourdieu. - À Paris, participation des habitants à la vie de leur quartier. François Berdaud. - Favoriser la démocratie dans les pays méditerranéens pour préserver l'intégrité du flanc sud de l'OTAN. Paul Noveck. - L'attitude des États-Unis à l'égard de la R.F.A. - Les crises de position de Bonn. Daniel Vernet. - L'Allemagne des crises et des incertitudes. Daniel Vernet (Étude bibliographique).

GRANDE-BRETAGNE : L'exploitation des faits divers par la presse. M. T. M. (septembre, AVRIL). - Développement de la coopération militaire et diplomatique entre la France et l'Angleterre. Claude Bourdieu. - La force de dissuasion de l'armement nucléaire. Georges Buis (e L'adieu aux armes de Pierre Gellat, Étude bibliographique, MAY). - Les orientations générales de l'économie française à travers le VII^e Plan. Christian Goux (JUN). - Le cas extrême du statut de la capitale française. Claude Bourdieu. - À Paris, participation des habitants à la vie de leur quartier. François Berdaud. - Favoriser la démocratie dans les pays méditerranéens pour préserver l'intégrité du flanc sud de l'OTAN. Paul Noveck. - L'attitude des États-Unis à l'égard de la R.F.A. - Les crises de position de Bonn. Daniel Vernet. - L'Allemagne des crises et des incertitudes. Daniel Vernet (Étude bibliographique).

GRANDE-BRETAGNE : L'exploitation des faits divers par la presse. M. T. M. (septembre, AVRIL). - Développement de la coopération militaire et diplomatique entre la France et l'Angleterre. Claude Bourdieu. - La force de dissuasion de l'armement nucléaire. Georges Buis (e L'adieu aux armes de Pierre Gellat, Étude bibliographique, MAY). - Les orientations générales de l'économie française à travers le VII^e Plan. Christian Goux (JUN). - Le cas extrême du statut de la capitale française. Claude Bourdieu. - À Paris, participation des habitants à la vie de leur quartier. François Berdaud. - Favoriser la démocratie dans les pays méditerranéens pour préserver l'intégrité du flanc sud de l'OTAN. Paul Noveck. - L'attitude des États-Unis à l'égard de la R.F.A. - Les crises de position de Bonn. Daniel Vernet. - L'Allemagne des crises et des incertitudes. Daniel Vernet (Étude bibliographique).

GRANDE-BRETAGNE : L'exploitation des faits divers par la presse. M. T. M. (septembre, AVRIL). - Développement de la coopération militaire et diplomatique entre la France et l'Angleterre. Claude Bourdieu. - La force de dissuasion de l'armement nucléaire. Georges Buis (e L'adieu aux armes de Pierre Gellat, Étude bibliographique, MAY). - Les orientations générales de l'économie française à travers le VII^e Plan. Christian Goux (JUN). - Le cas extrême du statut de la capitale française. Claude Bourdieu. - À Paris, participation des habitants à la vie de leur quartier. François Berdaud. - Favoriser la démocratie dans les pays méditerranéens pour préserver l'intégrité du flanc sud de l'OTAN. Paul Noveck. - L'attitude des États-Unis à l'égard de la R.F.A. - Les crises de position de Bonn. Daniel Vernet. - L'Allemagne des crises et des incertitudes. Daniel Vernet (Étude bibliographique).

AMÉRIQUE DU NORD

CANADA : Au Québec, l'affaire de la baie James. Pierre Dommergues (septembre, NOVEMBRE). - L'Espagne et la stratégie américaine en Méditerranée. William Brashers Watson (JANVIER). - Le jeu des États-Unis au Portugal. Daniel Schuchman (JANVIER). - Washington et la crise chypriote. Ata Gil (JANVIER). - Les activités de la C.I.A. l'aide du Pentagone et le rôle des militaires en Afrique. Daniel Schuchman. - Israël, partenaire silencieux des États-Unis dans les pays tiers, D.S. (cf. « dossiers », JANVIER). - Le mythe du décollage américain. James F. Petras (FEBRUER). - Nouveaux questionnements sur l'assassinat de Kennedy. Nina Sutton (Étude bibliographique, FÉVRIER). - Une analyse de l'esclavage dans le développement de la société et de l'économie américaine. Pierre Dommergues (e Les nouvelles possibilités énergétiques du Brésil après l'accord nucléaire conclu avec la République fédérale d'Allemagne. S. H. (JUN). - En réponse aux politiques occidentales sur la défense, nouvelle mise en garde de l'U.R.S.S. aux dirigeants de la normalisation. Bernard Piron (JUN). - Puissance de l'Allemagne (cf. « dossiers », AOUT). - L'Allemagne des crises et des incertitudes. Daniel Vernet (Étude bibliographique, OCTOBRE). - L'Allemagne germano-américaine : une menace pour les nations européennes. Jean-Pierre Vigier (Étude bibliographique, DECEMBRE).

ÉTATS-UNIS : L'Espagne et la stratégie américaine en Méditerranée. William Brashers Watson (JANVIER). - Démocratie-fiction en Espagne. José Vidal-Beneyto (FEBRUER). - Repenser les partis de l'opposition pour assurer le retour de la démocratie en Espagne. Emmanuel du Pontreux (MARS). - Maintien de la puissance répressive de l'État franquiste (JUN). - Une réponse démocratique à la crise économique. Enrique Aguilera. - République : seule démocratie possible. Fernando Valera. La position de l'Espagne face à l'Europe et au tiers-monde. M. Fuentes (JUILLET).

CYPRÈS : Washington et la crise chypriote. Ata Gil (JANVIER).

ESPAGNE : L'Espagne et la stratégie américaine en Méditerranée. William Brashers Watson (JANVIER). - Démocratie-fiction en Espagne. José Vidal-Beneyto (FEBRUER). - Repenser les partis de l'opposition pour assurer le retour de la démocratie en Espagne. Emmanuel du Pontreux (MARS). - Maintien de la puissance répressive de l'État franquiste (JUN). - Une réponse démocratique à la crise économique. Enrique Aguilera. - République : seule démocratie possible. Fernando Valera. La position de l'Espagne face à l'Europe et au tiers-monde. M. Fuentes (JUILLET).

FRANCE : Détermination des relations entre la France et l'Algérie. Pierre Judet (FEBRUER). - L'élaboration des problèmes du statut de l'entreprise et des travailleurs dans le système capitaliste. Maurice T. Maschino (Étude bibliographique, MARS). - La précarité des libertés individuelles. Maurice T. Maschino (Étude bibliographique).

GRANDE-BRETAGNE : L'exploitation des faits divers par la presse. M. T. M. (septembre, AVRIL). - Développement de la coopération militaire et diplomatique entre la France et l'Angleterre. Claude Bourdieu. - La force de dissuasion de l'armement nucléaire. Georges Buis (e L'adieu aux armes de Pierre Gellat, Étude bibliographique, MAY). - Les orientations générales de l'économie française à travers le VII^e Plan. Christian Goux (JUN). - Le cas extrême du statut de la capitale française. Claude Bourdieu. - À Paris, participation des habitants à la vie de leur quartier. François Berdaud. - Favoriser la démocratie dans les pays méditerranéens pour préserver l'intégrité du flanc sud de l'OTAN. Paul Noveck. - L'attitude des États-Unis à l'égard de la R.F.A. - Les crises de position de Bonn. Daniel Vernet. - L'Allemagne des crises et des incertitudes. Daniel Vernet (Étude bibliographique).

GRANDE-BRETAGNE : L'exploitation des faits divers par la presse. M. T. M. (septembre, AVRIL). - Développement de la coopération militaire et diplomatique entre la France et l'Angleterre. Claude Bourdieu. - La force de dissuasion de l'armement nucléaire. Georges Buis (e L'adieu aux armes de Pierre Gellat, Étude bibliographique, MAY). - Les orientations générales de l'économie française à travers le VII^e Plan. Christian Goux (JUN). - Le cas extrême du statut de la capitale française. Claude Bourdieu. - À Paris, participation des habitants à la vie de leur quartier. François Berdaud. - Favoriser la démocratie dans les pays méditerranéens pour préserver l'intégrité du flanc sud de l'OTAN. Paul Noveck. - L'attitude des États-Unis à l'égard de la R.F.A. - Les crises de position de Bonn. Daniel Vernet. - L'Allemagne des crises et des incertitudes. Daniel Vernet (Étude bibliographique).

GRANDE-BRETAGNE : L'exploitation des faits divers par la presse. M. T. M. (septembre, AVRIL). - Développement de la coopération militaire et diplomatique entre la France et l'Angleterre. Claude Bourdieu. - La force de dissuasion de l'armement nucléaire. Georges Buis (e L'adieu aux armes de Pierre Gellat, Étude bibliographique, MAY). - Les orientations générales de l'économie française à travers le VII^e Plan. Christian Goux (JUN). - Le cas extrême du statut de la capitale française. Claude Bourdieu. - À Paris, participation des habitants à la vie de leur quartier. François Berdaud. - Favoriser la démocratie dans les pays méditerranéens pour préserver l'intégrité du flanc sud de l'OTAN. Paul Noveck. - L'attitude des États-Unis à l'égard de la R.F.A. - Les crises de position de Bonn. Daniel Vernet. - L'Allemagne des crises et des incertitudes. Daniel Vernet (Étude bibliographique).

GRANDE-BRETAGNE : L'exploitation des faits divers par la presse. M. T. M. (septembre, AVRIL). - Développement de la coopération militaire et diplomatique entre la France et l'Angleterre. Claude Bourdieu. - La force de dissuasion de l'armement nucléaire. Georges Buis (e L'adieu aux armes de Pierre Gellat, Étude bibliographique, MAY). - Les orientations générales de l'économie française à travers le VII^e Plan. Christian Goux (JUN). - Le cas extrême du statut de la capitale française. Claude Bourdieu. - À Paris, participation des habitants à la vie de leur quartier. François Berdaud. - Favoriser la démocratie dans les pays méditerranéens pour préserver l'intégrité du flanc sud de l'OTAN. Paul Noveck. - L'attitude des États-Unis à l'égard de la R.F.A. - Les crises de position de Bonn. Daniel Vernet. - L'Allemagne des crises et des incertitudes. Daniel Vernet (Étude bibliographique).

GRANDE-BRETAGNE : L'exploitation des faits divers par la presse. M. T. M. (septembre, AVRIL). - Développement de la coopération militaire et diplomatique entre la France et l'Angleterre. Claude Bourdieu. - La force de dissuasion de l'armement nucléaire. Georges Buis (e L'adieu aux armes de Pierre Gellat, Étude bibliographique, MAY). - Les orientations générales de l'économie française à travers le VII^e Plan. Christian Goux (JUN). - Le cas extrême du statut de la capitale française. Claude Bourdieu. - À Paris, participation des habitants à la vie de leur quartier. François Berdaud. - Favoriser la démocratie dans les pays méditerranéens pour préserver l'intégrité du flanc sud de l'OTAN. Paul Noveck. - L'attitude des États-Unis à l'égard de la R.F.A. - Les crises de position de Bonn. Daniel Vernet. - L'Allemagne des crises et des incertitudes. Daniel Vernet (Étude bibliographique).

GRANDE-BRETAGNE : L'exploitation des faits divers par la presse. M. T. M. (septembre, AVRIL). - Développement de la coopération militaire et diplomatique entre la France et l'Angleterre. Claude Bourdieu. - La force de dissuasion de l'armement nucléaire. Georges Buis (e L'adieu aux armes de Pierre Gellat, Étude bibliographique, MAY). - Les orientations générales de l'économie française à travers le VII^e Plan. Christian Goux (JUN). - Le cas extrême du statut de la capitale française. Claude Bourdieu. - À Paris, participation des habitants à la vie de leur quartier. François Berdaud. - Favoriser la démocratie dans les pays méditerranéens pour préserver l'intégrité du flanc sud de l'OTAN. Paul Noveck. - L'attitude des États-Unis à l'égard de la R.F.A. - Les crises de position de Bonn. Daniel Vernet. - L'Allemagne des crises et des incertitudes. Daniel Vernet (Étude bibliographique).

AMÉRIQUE LATINE

Portraits du dictateur en Amérique latine. D. Labbé et Arturo Monte. (e H. Otono del Patriarca, de Gabriel García Márquez, Étude bibliographique, FÉVRIER). - Les chrétiens entre la dictature et la révolution en Amérique latine (cf. « dossiers », MAY). - L'impuissance des dirigeants démocratiques de la région face à la militarisation de l'Amérique latine. Jean-Pierre Vigier (Étude bibliographique, FÉVRIER). - L'impuissance des dirigeants démocratiques de la région face à la militarisation de l'Amérique latine. Jean-Pierre Vigier (Étude bibliographique, FÉVRIER).

ARGENTINE : Les militaires devant les désastres et la crise économique. Alain Labrousse (JANVIER). - Les chrétiens entre la dictature et la révolution en Amérique latine (cf. « dossiers », MAY). - L'impuissance des dirigeants démocratiques de la région face à la militarisation de l'Amérique latine. Jean-Pierre Vigier (Étude bibliographique, FÉVRIER). - L'impuissance des dirigeants démocratiques de la région face à la militarisation de l'Amérique latine. Jean-Pierre Vigier (Étude bibliographique, FÉVRIER).

BREZIL : L'extension de l'appareil de répression. Le renforcement de la répression sociale face à la crise économique. Jean-Claude Buhner (AVRIL). - L'impuissance des dirigeants démocratiques de la région face à la militarisation de l'Amérique latine. Jean-Pierre Vigier (Étude bibliographique, FÉVRIER). - L'impuissance des dirigeants démocratiques de la région face à la militarisation de l'Amérique latine. Jean-Pierre Vigier (Étude bibliographique, FÉVRIER).

CHILI : Une politique socio-économique ébranlée. La crise économique. Alain Labrousse (JANVIER). - Les chrétiens entre la dictature et la révolution en Amérique latine (cf. « dossiers », MAY). - L'impuissance des dirigeants démocratiques de la région face à la militarisation de l'Amérique latine. Jean-Pierre Vigier (Étude bibliographique, FÉVRIER). - L'impuissance des dirigeants démocratiques de la région face à la militarisation de l'Amérique latine. Jean-Pierre Vigier (Étude bibliographique, FÉVRIER).

COLOMBIE : L'échec des velléités réformatrices du nouveau président. Jean-Claude Buhner (FEBRUER). - L'impuissance des dirigeants démocratiques de la région face à la militarisation de l'Amérique latine. Jean-Pierre Vigier (Étude bibliographique, FÉVRIER). - L'impuissance des dirigeants démocratiques de la région face à la militarisation de l'Amérique latine. Jean-Pierre Vigier (Étude bibliographique, FÉVRIER).

CUBA : L'impuissance des dirigeants démocratiques de la région face à la militarisation de l'Amérique latine. Jean-Pierre Vigier (Étude bibliographique, FÉVRIER). - L'impuissance des dirigeants démocratiques de la région face à la militarisation de l'Amérique latine. Jean-Pierre Vigier (Étude bibliographique, FÉVRIER).

MISSION DIPLOMATIQUE

Mission première de Citroën : mettre à votre disposition, grâce à un Département spécialisé auprès des Ambassades, la voiture qu'il vous plairait de posséder. Prestige ? le plus haut modèle de la gamme. Pallas ? le plein de puissance. D'ailleurs toutes les CX Citroën peuvent se prétendre à la hauteur de votre rang et de vos fonctions.

Le Département des Relations Internationales de Citroën Champ de Mars se tient prêt à vous fournir tout renseignement qu'il vous plairait d'obtenir.

CITROËN CHAMP DE MARS

FIJALE DE S.A. CITROËN

6-10, rue de la Cavalerie, 75015 Paris, Tél. : TT CITROËN 204.833 E, Tél. : 567.55.62.

CITROËN TOTAL

A LOUER

235, bd Saint-Germain (Palais Bourbon)

Studio/2 pièces

Téléphone

P 2200 + P 100 provision charges.

Téléphone au 259-55-31 ou 260-81-44 avant 17 heures.

16^e près FOCH

LUXUEUX APARTEMENT NEUF

7^e étage

161 m², gd balcon, terrasse, jardin

AFFAIRE UNIQUE cause départ

CLAUDE LACHAL S.A.

Téléphone : 766-02-02

CATALOGUE ATLAS

créé pour vous

CLUB PHILATÉLIQUE

cherche correspondants en France.

Service documentation :

ARPATADO

50774 MADRID (Espagne)

Le carnet des ambassades

À l'occasion du premier anniversaire de la fondation de la République, l'ambassadeur de la République démocratique populaire Lao en France et Mme Kheo Phakou ont donné une réception le 3 décembre.

L'ambassadeur de Côte d'Ivoire et Mme Appigny Teno ont offert une réception le 7 décembre, à l'occasion du sixième anniversaire de la proclamation de l'indépendance.

À l'occasion de la fête nationale de Cuba du dix-huitième anniversaire de la révolution cubaine et du vingtième anniversaire du débarquement d'Orléans, l'ambassadeur de Cuba et Mme Kheo Phakou ont donné une réception le 10 décembre.

M. Constantin Eliponios, consul général de Grèce, a offert une réception le 14 décembre en l'honneur de l'ambassadeur et de Mme Dina Papanastasiou.

L'ambassadeur du Pakistan et Mme Ghilash ont donné une réception le 14 décembre à l'occasion du centième anniversaire de la naissance de Mohammed Ali Jinnah.

Le directeur du Bureau d'information des Communautés européennes et Mme Emmanuelle Fontaine ont offert une réception le 20 décembre.

Nécrologie

M. Gabriel d'Arboussier, ancien sous-secrétaire général de l'Organisation des Nations unies, ancien ambassadeur du Sénégal en France, est décédé le 21 décembre à Genève, après une longue maladie.

Calendrier des fêtes nationales

	16-30 JANVIER
26 AUSTRALIE	Fête nationale
26 INDE	Fête nationale
	1 ^{er} -15 FÉVRIER
4 CÉLÉLON	Fête de l'indépendance
6 NOUVELLE-ZÉLANDE	Fête nationale

CITE UNIVERSITAIRE

< PAVILLON DU LAC >

Ouvert tous les jours.

TERRASSE CHARITÉ

20, rue Casan (Paris Montmartre)

550-30-02

Parlez donc JAPONAIS

COURS DE JAPONAIS DE

INDEX

AFRIQUE

Les militaires et le pouvoir... en Afrique noire (cf. « dossiers », JANVIER). Deuxième partie, jeunesse développement des études africaines (MAI). — Evolution des orientations internes et des influences extérieures en Afrique depuis l'indépendance des colonies portugaises, Jean-Pierre Bontz et Philippe Gallard (JULIEN). — Une urbanisation extensive « à ras du sol » en Afrique, Marc Vernière (cf. « dossiers », JANVIER). — Le nouveau jeu de l'Afrique en Afrique, Marie-Christine Aulas (OCTOBRE).

AFRIQUE AUSTRAL : Les ambigüités de la politique zambienne à l'égard de l'Afrique australe, Denis Martin (enquêtes, MARS). — M. Kissinger et l'Afrique australe, Karl M. van Meter (AVRIL). — Nouvelle stratégie de Pretoria après l'échec de sa politique de désarmement en Afrique australe, René Lefort (MAI). — Nouvelle politique des Etats-Unis en Afrique, Robert A. Manning (OCTOBRE). — En Afrique australe : l'unité contre l'apartheid aux tentes de classe, René Lefort (NOVEMBRE).

AFRIQUE DU SUD : Les activités de la C.I.A. l'égard du Penta-gone et le relais sud-africain en Afrique, Daniel Schuchman (Février). — L'apartheid en Afrique du Sud, Abdul S. Minty (cf. « dossiers », JANVIER). — Offensives sud-africaines en Angola, Robert A. Manning (FÉVRIER). — Développement de la coopération militaire et diplomatique entre la France et l'Afrique du Sud, Claude Bourdet (AVRIL). — Nouvelle stratégie de Pretoria après l'échec de sa politique de désarmement en Afrique australe, René Lefort (MAI). — L'indépendance du Transvaal : une fausse opération de déscolonisation, Ruth First (AOUT). — La question du Transvaal, François Promet et Ferial Drouot (OCTOBRE). — L'Afrique du Sud : deux instruments essentiels de la stratégie américaine dans l'océan Indien (cf. « dossiers », DÉCEMBRE).

ALGERIE : Déclaration des relations entre la France et l'Algérie, Pierre Jodet (FÉVRIER). — Une étude sur la littérature algérienne de langue française, Jacques Pélissier (FÉVRIER). — La littérature algérienne de langue française et ses lectures, de Charles Bonn, Étude bibliographique, MAI). — Élaboration d'une Constitution nationale et consultation électorale : deux étapes importantes dans l'évolution amorcée par le président Boumedienne, Raoul Weizsäcker (NOVEMBRE).

ANGOLA : L'intervention cubaine en Angola, Bernard Cassan (JANVIER). — Offensives sud-africaines en Angola, Robert A. Manning (FÉVRIER). — L'enjeu stratégique du conflit angolais, René Lefort (FÉVRIER). — L'affrontement des

PROCHE-ORIENT

La division du monde arabe et ses rêves d'unité, Tahar ben Jelloun (JULIEN). — Bilans de la politique soviétique dans le monde, Marie Lavigne (Étude bibliographique, JULIEN). — Moscou et les développements de la crise au Proche-Orient, Bernard Féron (JULIET).

CONFLIT ISRAËLO-ARABE - PALESTINIENS

CONVERGENCE SYRO-ISRAËLIENNE : La division du monde arabe et ses rêves d'unité, Tahar ben Jelloun (JULIEN). — Bilans de la politique soviétique dans le monde, Marie Lavigne (Étude bibliographique, JULIEN). — Moscou et les développements de la crise au Proche-Orient, Bernard Féron (JULIET).

ISRAËL : Israël, partenaire silencieux des Etats-Unis dans les pays tiers, D. S. (cf. « dossiers », JANVIER). — Le rôle multiple d'Israël, Amnon Kapellouk (DÉCEMBRE).

ISRAËL : Israël, partenaire silencieux des Etats-Unis dans les pays tiers, D. S. (cf. « dossiers », JANVIER). — Le rôle multiple d'Israël, Amnon Kapellouk (DÉCEMBRE).

ISRAËL : Israël, partenaire silencieux des Etats-Unis dans les pays tiers, D. S. (cf. « dossiers », JANVIER). — Le rôle multiple d'Israël, Amnon Kapellouk (DÉCEMBRE).

ASIE

BANGLADESH : Balance des campagnes de limitation des naissances en Inde et au Bangladesh, Gérard Viratelle (MAI).

CHINE : Le dernier quart de siècle en Chine, Jean Daubier (Étude bibliographique, JANVIER). — La Chine populaire et la loi, Jean Daubier (FÉVRIER). — La gauche maïstrise du jeu, Jean Daubier (MARS). — L'Europe vue de Pékin, Jean Daubier (AVRIL). — Les fondements de la diplomatie chinoise, Robert Biel (JULIET).

CHINE : Le dernier quart de siècle en Chine, Jean Daubier (Étude bibliographique, JANVIER). — La Chine populaire et la loi, Jean Daubier (FÉVRIER). — La gauche maïstrise du jeu, Jean Daubier (MARS). — L'Europe vue de Pékin, Jean Daubier (AVRIL). — Les fondements de la diplomatie chinoise, Robert Biel (JULIET).

CHINE : Le dernier quart de siècle en Chine, Jean Daubier (Étude bibliographique, JANVIER). — La Chine populaire et la loi, Jean Daubier (FÉVRIER). — La gauche maïstrise du jeu, Jean Daubier (MARS). — L'Europe vue de Pékin, Jean Daubier (AVRIL). — Les fondements de la diplomatie chinoise, Robert Biel (JULIET).

REPORTAGES et ENQUÊTES

● Lutte pour l'indépendance à Porto-Rico, Pierre Dommergues (JANVIER).

● L'Égypte d'Anouar El Sadat, Marie-Christine Aulas (enquêtes, JANVIER).

● En Grèce : la démocratie ressuscitée, Charles Zorngibe (FÉVRIER).

● Voyages au pays de la culture sauvage, Daniel Leconte (enquêtes, FÉVRIER).

● Les ambiguïtés de la politique zambienne à l'égard de l'Afrique australe, Denis Martin (enquêtes, MARS).

● Loi martiale et « nouvelle société » aux Philippines, Marcel Barang (MARS).

● La précarité des libertés en France, Maurice T. Maschone (enquêtes, AVRIL).

● Le Tchad, pays divisé, Didier Baussey (MAI).

● Le nouveau concept stratégique du gouvernement français et ses incertitudes, Lucien Foirier (enquêtes, JUILLET).

ORGANISATIONS INTERNATIONALES

ORGANISATION DES NATIONS UNIES : Impératifs politiques et juridiques juridiques au sein des Nations unies, Philippe Manin (cf. « dossiers », MARS). — L'influence croissante des trans-nationales dans le système des Nations unies, Erich H. Jacoby (JULIET).

ORGANISATION DU TRAITÉ DE L'ATLANTIQUE NORD : Dans le cadre de la stratégie américaine en Europe : élaboration d'une nouvelle doctrine de l'OTAN, Janet Finkelstein (AVRIL).

LE NOUVEAU concept stratégique du gouvernement français et ses incertitudes, Lucien Foirier (enquêtes, JUILLET).

PUISANCE DE L'ALLEMAGNE (cf. « dossiers », OCTOBRE).

MARCHE COMMUN DES CARAÏBES : Le Marché commun des Caraïbes face à la crise économique, Marie-Claude Céléste (AVRIL).

FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE : Naissance du Fonds international de développement agricole, Marie-Claude Céléste (JULIET).

CONSEIL D'ASSISTANCE ÉCONOMIQUE MUTUELLE : Espoirs et difficultés d'une intensification des échanges entre l'Est et l'Ouest, Marie Lavigne (SEPTEMBRE).

CINÉMA POLITIQUE

● Le film sur le travail forcé en U.R.S.S., Marc Ferro (JANVIER).

● Écrans violents, Alain Bergala, Pascal Bonitzer, Ignacio Ramonet (JANVIER).

● « Le Lion et le Vent », de John Millius ; « El Chergui », de Moumen Smihl, Ignacio Ramonet (FÉVRIER).

● « Sahara occidental : indépendance ou génocide », de Miguel Ibarondo, Bruno Muel et Théo Robichet, Ignacio Ramonet (FÉVRIER).

● Contre l'apartheid, Ignacio Ramonet, Serge Toubiana, G.M. Loy (FÉVRIER).

● « L'Olivier », film du groupe Cinéma-Vincennes, Ignacio Ramonet (MARS).

● Festival du cinéma français à Poitiers, Ignacio Ramonet (MARS).

● Filmer la Chine, Ignacio Ramonet, Tien Tche-Hao, François Cheminades (MARS).

● Les écrans de la folie, Ignacio Ramonet, Jean-Pierre Winter, R. Penlidar, Bertrand Mary (AVRIL).

● « L'honneur perdu de Katharina Blum » de Volker Schlöndorff et Margarethe von Trotta, Ignacio Ramonet (AVRIL).

● « Chantons sous l'occupation », d'André Malin, Ignacio Ramonet (MAI).

● Au Festival de Perpignan : les Amériques latines dans le miroir du cinéma, Ignacio Ramonet (MAI).

● Les films militants, Ignacio Ramonet, Guy Hennebelle, Serge Toubiana, Alain Bergala (MAI).

● Au Festival de Royan : le cinéma du Sud-Est asiatique et de la Chine, Ignacio Ramonet (MAI).

● « Les Ambassadeurs », de Nacour Ktari, Ignacio Ramonet (JULIEN).

● Images de la ville, Ignacio Ramonet, Jean-Pierre Jeancolas (JULIEN).

● « Arriba España », de José-María Barzosa, Ignacio Ramonet (JULIET).

● Comédies de crises, Ignacio Ramonet, Jean-Pierre Jeancolas (JULIET).

● Les films d'offensive sociale au Festival de Grenoble, Ignacio Ramonet (AOUT).

● « Actes de Manuzia », de Miguel Littin, Ignacio Ramonet (SEPTEMBRE).

● « Le 23° cessez-le-feu » de J.-P. Dars, M. Kravetz, M. Maurani, A. Papillaut, S. Blanc-Moay, Ignacio Ramonet (SEPTEMBRE).

● Portugal : la révolution sans miroir, Ignacio Ramonet, Antonio Rosa-Torres, Eduardo Guedes, José de Matos-Cruz (SEPTEMBRE).

● « Moi, Pierre Rivière, ayant égorgé ma mère, mon frère... », de René Allio, Ignacio Ramonet (OCTOBRE).

● Le Western : une rhétorique ruinée, Ignacio Ramonet, Jean-Pierre Jeancolas (OCTOBRE).

● « Les hommes du président », d'Alan J. Pakula, Ignacio Ramonet (OCTOBRE).

● Algérie : un peuple et ses images, Ignacio Ramonet, Mouloud Mimoun (NOVEMBRE).

● Mélodrames français, Ignacio Ramonet, Serge Daney, Jean-Pierre Jeancolas (DÉCEMBRE).

SUPPLÉMENTS

— La Nigéria (1 p. - JANVIER).

— Koweït : développement et démocratie (6 p. - FÉVRIER).

— La Brésil (1 p. - JUILLET).

— La République unie du Cameroun (16 p. - AOUT).

— La Belgique en mutation : identité de la Wallonie (7 p. - NOVEMBRE).

— Japon : le temps des rajustements (5 p. - DÉCEMBRE).

A NOS LECTEURS

En raison de l'abondance des matières, la publication des pages « Les livres du mois » et « Cinéma politique » a été ajournée au mois prochain. Nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous en excuser.

天 理
Parlez donc JAPONAIS !
Cours du soir - Tous niveaux - Professeurs japonais Audio-visuels - Cours de calligraphie - Japonais cours pour étudiants en lettres - Inscriptions immédiates
COURS DE JAPONAIS DE TENRI
ENSEIGNEMENT PRIVE
9, rue Victor-Considérant, Paris-14°. T. 633-11-85.

Faites le tour du monde en radio.



CRF 320

Voici le CRF 320, radio-récepteur mondial Sony, qui vous permet d'écouter le bout du monde et tous les pays, et de découvrir Paris si vous êtes au bout du monde. Le CRF 320 reçoit 32 gammes d'ondes : FM, PO, CO et 29 gammes d'ondes courtes de 16-20 MHz à 25-30 MHz. Un récepteur synthétiseur à double conversion contrôlé par quartz vous permet de capter avec précision une station en Ondes Courtes avec une sensibilité de 0,7 µV à 10 MHz. Le CRF 320 est aussi équipé d'une horloge à quartz avec signalisation des secondes par diode électroluminescente.

D'une minuterie réglable qui met automatiquement la radio en circuit sur la fréquence que vous avez choisie. D'un système PLL qui rattrape les variations de fréquence. Et de nombreux autres perfectionnements techniques qui justifient son prix. Moins élevé qu'un tour du monde en avion.

Renseignements et démonstration permanente au Salon Sony 55 Champs-Élysées. Tél. 1.359.06.84 ou 16.53.

SONY

DIPLOMATIE ET POUVOIR

La fin d'une coupure ?

Par ROBERT LUC*

AVEG la réforme du ministère français des affaires étrangères, dont le principe a été adopté, et les déclarations du président de la République et du ministre qui ont accompagné cette décision, le gouvernement s'est-il enfin engagé dans une voie susceptible de rendre à notre diplomatie la place qui doit lui revenir dans l'Etat et de mettre ainsi un terme à cette coupure du pouvoir qui l'a gravement affaibli ?

A la lumière de l'expérience des vingt dernières années, on hésite quelque peu à répondre d'un « oui » sans réserve. Le bouleversement des rapports de force dans le monde et l'influence croissante des relations internationales sur le destin de chaque peuple et de chaque individu auraient dû rendre les gouvernements qui se sont succédés pendant cette période plus attentifs au rôle de leur diplomatie et plus soucieux de restituer à notre diplomatie l'autorité qu'elle a largement perdue à l'extérieur, dans des conditions souvent difficiles. Or bien peu d'efforts ont été accomplis en ce sens, et il a fallu, pour la plupart, attendre le lendemain : plus encore, bien des influences se sont exercées en sens contraire. Pourtant, certains signes concordants donnent aujourd'hui des raisons d'espérer que le pouvoir politique a effectivement pris conscience de la gravité de la situation et des conséquences d'une telle carence. C'est bien la fermeté de cette résolution et la permanence de l'appui qu'elle trouvera auprès des plus hautes instances de l'Etat qui détermineront le bien-fondé des espoirs auxquels on voudrait se « raccrocher ».

LES maux les plus graves dont a été affligé le Quai d'Orsay sont les suivants : — Isolement des services, dû essentiellement à la distance prise vis-à-vis d'eux, de façon tantôt délibérée, tantôt résignée, par la

* Ancien ambassadeur.

plupart des ministres depuis plus de vingt ans ;

— Absence presque générale d'une distribution des responsabilités entre les divers échelons de la hiérarchie, distribution traditionnellement beaucoup moins poussée qu'ailleurs et qui a été réduite à l'extrême dans les dix-huit dernières années ;

— Insuffisance des rapports avec les autres départements ministériels et répugnance de ceux-ci à tenir compte d'une indispensable cohérence externe, aboutissant à des contradictions de plus en plus fréquentes depuis les années 70 entre nos options ou nos positions de principe en matière de politique étrangère et notre action effective sur le plan international ;

— Propension de l'administration centrale au silence et même à la surdité vis-à-vis des postes à l'étranger, bien antérieure à la dernière guerre mondiale, et que le rythme du travail et des déplacements n'a pu qu'accroître.

OR la réforme en gestation paraît précisément s'attaquer à chacun de ces maux : à l'isolement des services, en redistribuant ceux-ci et en les plaçant sous « l'autorité directe » du ministre ; à l'absence d'une répartition des responsabilités, par la nouvelle organisation des directions sur une base géographique qui laisse néanmoins subsister d'indispensables directions fonctionnelles ; à l'insuffisance cohérente de notre action extérieure, là encore par la nouvelle organisation des directions, mais, en outre, par un élargissement du rôle des ambassadeurs vis-à-vis de l'ensemble du gouvernement et des divers départements ministériels et par un resserrement de leur autorité sur tous les services rattachés à leur ambassade ; au silence et à la surdité de l'administration centrale, par une large distribution des responsabilités, le renforcement des structures géographiques et une participation plus directe et plus suivie des ambassadeurs au travail du ministre ; il conviendra certainement de compléter ces mesures par une pression continue sur des agents qui, pris dans le tourbillon parisien et oubliés de ce qu'ils pensaient eux-mêmes à l'étranger, perdent trop souvent le sens des contacts avec les postes des premiers mois de leur retour en France.

Il va de soi que, comme pour toute réforme profonde et ambitieuse, le succès dépendra largement des hommes qui occuperont les postes-clés, relativement nombreux, d'où il sera possible d'assurer une bonne mise en marche des nouvelles structures ; mais, contrairement à une erreur trop répandue, le problème du Quai d'Orsay est beaucoup moins dans la qualité des hommes, indépendamment de leur origine de recrutement ou de leur génération, ou dans la difficulté de certains de s'adapter aux conditions nouvelles, que dans le choix judicieux et indépendant de ceux qui se trouvent être les plus aptes à occuper telle ou telle fonction, à l'abri de considérations soit trop abstraites, soit trop « concrètes ».

TOUTEFOIS, il est capital de ne jamais perdre de vue que, quels que soient la valeur des hommes et de la réforme, ou l'intelligence et la fermeté avec lesquelles elle sera appliquée, la réussite de l'entreprise continuera à dépendre, en dernière analyse, de la permanence et de la vigueur de l'appui des plus hautes instances de l'Etat en vue de rétablir, sur des bases solides et durables, l'autorité de notre diplomatie au sein du gouvernement et des administrations. C'est dire l'importance qu'il s'attache à ce que le président de la République et le premier ministre usent de tout leur pouvoir afin d'assurer au ministre des affaires étrangères non seulement les ressources financières qui lui sont refusées mais surtout, peut-être, l'appui sans réserve de ses collègues et des administrations dont ils ont la charge : faute de quoi, il ne disposera pas des moyens de remplir sa tâche à une époque où les relations internationales s'étendent à presque tous les domaines. C'est dire aussi l'importance primordiale des rapports avec nos représentants à l'étranger.

Tout cela suppose, chez les uns et les autres, le sens d'une tâche commune d'intérêt

national à accomplir, loin de tout jugement hâtif et présomptueux, et de préventions liées, en vérité, à un certain esprit de caste, qui a curieusement survécu à l'unité de recrutement des grands commis de l'Etat et a même pris pied dans les milieux politiques, d'où il était jadis largement absent.

La coupure du pouvoir politique, quoique particulièrement marquée en France, n'est pas un monopole de la diplomatie française. Elle est aussi la conséquence des mécanismes instaurés dans la vie internationale moderne, en particulier en Europe, et des pratiques qui s'y sont développées, surtout dans un passé récent. Il ne saurait être question de revenir sur la transformation profonde de la diplomatie au cours de ce siècle sous l'effet combiné des progrès techniques, du rétrécissement de la planète, de l'essor des relations multilatérales, de l'accession à l'indépendance de nombreux pays et de l'intensification de plus en plus étroite des Etats. En revanche, certains des mécanismes et des pratiques d'origine récente sont susceptibles d'être corrigés dans l'intérêt général. Le gouvernement français peut, dans bien des cas, donner l'exemple des redressements à opérer sur le plan interne ; mais il lui faudra, dans la suite, se concerter avec ses partenaires sur les changements à opérer pour tenter de restaurer un peu de raison et de bon sens dans la conduite des relations entre Etats, bien que ce ne soit pas chose facile pour des raisons dont certaines sont d'ailleurs purement matérielles, comme par exemple la lutte contre le temps.

L'un des premiers errements à redresser est le rythme aberrant des réunions internationales, né de la multiplication des rencontres régionales, interrégionales et mondiales, des visites d'Etat à Etat et de la procédure des commissions spéciales franco-allemandes, puis franco-soviétiques, étendus ensuite à un nombre croissant de pays. Ce rythme soumet certains membres des gouvernements, et en particulier ceux des ministères des affaires étrangères qui ne disposent pas, comme leur collègue britannique de plusieurs ministres ou sous-secrétaires d'Etat pour prendre le relais à la tyrannie d'un emploi du temps à peine soutenable et qui met à l'épreuve leurs forces physiques et nerveuses à un point qu'il est difficile d'imaginer si l'on n'en a pas été témoin. Il a été encore aggravé par l'égoïsme sans bornes avec lequel M. Kissinger a mené en personne la diplomatie américaine et par la surenchère des voyages à l'étranger, inaugurée entre ce dernier et M. Jobert, mais issue sans doute des nécessités des politiques respectives plus que de la volonté des hommes.

Les ministres, et même les chefs d'Etat ou de gouvernement, ayant ainsi beaucoup plus d'occasions de se retrouver que par le passé, l'illusion se répand qu'ils peuvent, avec l'aide de quelques collaborateurs immédiats, soumis à la même vie harassante, mener à bien, eux-mêmes et dans de bonnes conditions, l'essentiel de la politique étrangère de leur pays : des sous-secrétaires d'Etat ont donc plus ou moins tendance à jouer sur ce plan, et celui des services se limiterait à un simple travail d'exécution. C'est, méconnaître le caractère trop souvent hâtif et superficiel de ces rencontres qui vont rarement au fond des problèmes, qui visent parfois même à esquiver ceux-ci par le biais de la procédure.

ENFIN, la confusion est aggravée par les conséquences de la « personnalisation » du pouvoir dans tous les pays, qui n'est nullement un monopole de la V^e République mais tout autant le reflet du système américain dont elle est la marque, des régimes en vigueur dans les Etats communistes et de la prévalence, en fait ou en droit, dans les pays en développement, du parti unique. En effet, avec cette « personnalisation », qui a pris pied tout autant dans les démocraties parlementaires comme la Grande-Bretagne et l'Allemagne fédérale, la notion de mystère, plus personnelle, tend à se substituer à celle de secret d'Etat — qui était une nécessité mais non un but en soi — et à jouer, en particulier, vis-à-vis de ceux qui ne devraient pas en être exclus, sauf dans des circon-

tances exceptionnelles. C'est ainsi que, dans certains cas, les ministres des affaires étrangères ne sauraient pas automatiquement tout ce qui s'est dit, ou ne s'est pas dit, à l'échelon suprême. De leur côté, les ambassadeurs, qui représentent les chefs d'Etat ou de gouvernement autant que leurs ministres, sont tenus de plus en plus à l'écart. Enfin, certains ministres des affaires étrangères dans plus d'un pays s'entourent, ou se sont entourés, de semblables mystères à l'égard des principaux responsables de leur département ou des ambassadeurs. Le résultat est qu'un même gouvernement peut, à l'occasion, tenir plusieurs langages, mais surtout que personne ne joue plus le rôle qui justifie sa fonction et que les ministres et les ambassadeurs tournent souvent à vide.

Il ne s'agit nullement de sous-estimer l'importance — capitale — de relations personnelles continues entre les principaux homologues des différents gouvernements appelés à coopérer, ni les bienfaits qu'un leur doit, mais il est permis de penser que les réunions internationales aboutiraient à des résultats plus positifs et qu'elles auraient plus de chances de mener à une action suivie si les contacts entre ministres étaient moins fréquents mais plus approfondis, et, partant, moins hâtifs, moins encombrés de questions mineures ou de procédure.

DES contacts fréquents entre ministres ne sauraient se substituer à des relations suivies et confiantes entre ministres et ambassadeurs, d'autant plus qu'il appartient à ceux-ci de déceler et de dissiper les malentendus et les intrigues qui multiplient les aléas et les vagues latentes des uns et des autres, et aussi d'élargir par une optique différente l'horizon de leurs interlocuteurs.

En ce qui concerne la France, l'une des mesures les plus révélatrices des intentions véritables du pouvoir politique consisterait à renouer avec la tradition constante, interrompue sous la présidence de Georges Pompidou, qui voulait qu'avant de rejoindre son poste un ambassadeur fût reçu par le président de la République. Le général de Gaulle avait consacré à cette tradition, où il voyait manifestement non une faveur mais un devoir de sa charge, une valeur toute particulière par le contenu qu'il donnait à cet entretien, qui était d'ailleurs dans la logique d'un régime dans lequel la politique étrangère constituait un domaine privilégié de son action. Grâce à l'utilisation rationnelle des divers relais et échelons de l'action extérieure de chaque Etat, un peu d'ordre serait introduit dans les relations internationales et les principaux responsables de celles-ci mis en mesure de s'acquiescer de leur mission dans des conditions moins épuisantes.

En conclusion, s'il est des illusions tenaces mais vouées aux pires déceptions, ce sont celles qui représentent la diplomatie tantôt comme l'art de la seule improvisation, tantôt comme la matière qui ressortit de la seule analyse rationnelle théorique des hommes et des faits. Plus que toute politique, la diplomatie, sans aller à l'encontre des règles d'or de secret et de discrétion, est un art qui ne peut se pratiquer que par la conjonction des forces et des valeurs de toute une administration solidement charpentée, homogène, mais largement ouverte vers l'extérieur. Car elle ne se réduit pas à la négociation, même à l'échelon suprême. Elle se nourrit de l'apport de tous ceux qui y participent, au-delà des murs du Quai, ou à l'écoute desquels elle se développe. Elle suppose certainement des dons naturels très particuliers, notamment sur le plan de l'initiation, mais — sauf la diplomatie vaticane dans les cas où l'Esprit Saint peut souhaiter l'assister — elle ne connaît pas la science infuse. C'est ainsi seulement, et si elle reste fidèle à sa vocation et à son devoir d'objectivité et d'indépendance, qu'elle peut fournir à l'homme d'Etat qui, en fin de compte, doit trancher et façonner la politique étrangère de la nation les éléments indispensables à son action, dont l'absence se paie toujours. Si le gouvernement français réussit à se forger une diplomatie conforme à ce modèle, il ne tardera pas à en recueillir les fruits. Il aura bien servi les intérêts de la France et, en même temps, son propre prestige, ainsi que le développement de relations internationales saines et efficaces. Mais nous n'en sommes pas encore là.

Dans ce numéro :

PAGES 2 et 3 :

GUERRE TOTALE CONTRE LES ELITES EN AMERIQUE LATINE, par Hugo Neira.

PAGE 4 :

L'ECONOMIE ISRAËLIENNE S'ENFONCE DANS LA CRISE, par Amnon Kapeliov.

PAGE 5 :

Les « voies nationales » du passage au socialisme : nouveaux éléments pour un vieux débat, par Lily Marceau.

PAGE 6 :

Nécessité et limites de l'aide au tiers-monde : l'héritage des sociaux-démocrates en Suède, par Bengt Swenson.

PAGE 7 :

Les enjeux économiques de l'indépendance en Namibie, par Robert A. Manning. — Jamaïque : le « socialisme démocratique » de M. Manley à l'épreuve, par Marie-Claude Céléste.

PAGE 8 :

Suite de l'article de Ferdinando Scianna sur les pièges du compromis historique en Italie. Dans les revues...

PAGES 9 à 15 :

LA DROITE EN EUROPE : PERMANENCE ET DIVERSITE. De la « révolution nationale » à l'enthousiasme industriel, par Gilbert Combe. — Allemagne : un changement radical dans les esprits, par August von Kagevick. — Espagne : trois visages qui font des siècles d'histoire, par Philippe Marcovici. — Grande-Bretagne : vitalité du conservatisme dans une société en crise, par François Bedarida. — A l'Est : l'héritage des « Césars fous » et du « subnazisme », par François Fejtó. — L'extrême droite en France : un purgatoire pour inciviles, par Jean-Jacques Mouraux. — La droite livrée au pillage, par Paul Thibaud. — Valeurs traditionnelles, divisions politiques et affaires, par Bernard Brugué.

PAGE 16 :

Le P.C. catalan et les relations entre marxistes et chrétiens, par Gonzalo Arroyo. — L'Espagne sur le fil », de Ricardo Paseyro. (C.J.).

PAGE 17 :

Le triomphe de M. Jimmy Carter : exorcisme d'une défaite, par Schofield Corryell.

PAGES 18 et 19 :

L'EVOLUTION DES RAPPORTS ENTRE LES ETATS-UNIS ET LA CHINE : Subtilités et limites d'un projet de coopération militaire, par Banning Garrett. — Suite de l'article de Roland Berger : le sens d'une crise.

PAGES 20 à 22 :

L'ARGENTINE SOUS LA BOTTE. Le Chili dans la course atomique ?

PAGES 23 à 26 :

L'activité des organisations internationales.

PAGES 27 à 29 :

Index des articles publiés en 1976.

Le numéro du « Monde diplomatique » de décembre 1976 a été tiré à 120 000 exemplaires.

INTERNAT
avec ou sans correspondant

1/2 pension - externat - de la 6ème aux terminales ABCD

Cours Jean-Jacques Rousseau

établissement privé du second degré
DIRECTION : JEAN- MICHEL TAILLEFER

documentation sur demande
7 bd Prince de Galles / tél (93) 81.37.54

nice cote d'azur

Janvier 1977